

cahiers

LEON TROTSKY



L'ANNEE 1934

Pierre Broué □ 1934: une année charnière — Les «léninistes»
du P.S.O.E. □ **Stephen Schwartz** □ 1934 sur la côte ouest
□ **Gilles Vergnon** □ Des socialistes «révolutionnaires»
en France? □ **Jean P. Joubert** □ L'affaire Kirov
commence en 1934

20

décembre 1984

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

Prix du numéro 20: France: 45F Etranger: 45F
Abonnement pour 4 numéros (1 an): France: 150F — Etr.: 200F ou \$ 25 U.S.
Abonnement pour 8 numéros (2 ans): France: 300F — Etr.: 400F ou \$ 50 U.S.
Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de: JOUBERT - CLT.
(et si possible par mandat pour l'étranger)

NUMEROS DISPONIBLES (Port en sus: 6F)

CLT 1	20F	CLT 11	35F
CLT 2	20F	CLT 12	40F
CLT 3	35F	CLT 13	40F
CLT 4	20F	CLT 14	40F
CLT 5	30F	CLT 15	40F
CLT 6	35F	CLT 16	40F
CLT 7/8	40F	CLT 17	40F
CLT 9	40F	CLT 18	45F
CLT 10	35F	CLT 19	45F

Collection complète n°1 à n°18: 350F (Port en sus 50F).
Commandes et versements à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*.

cahiers LEON TROTSKY

N° 20

DECEMBRE 1984

SOMMAIRE

Présentation (Pierre Broué) — L'année 1934	3
ARTICLES	
Stephen Schwartz — 1934 sur la côte ouest	12
Pierre Broué — 1934 - Les «Léninistes» du P.S.O.E.	42
Gilles Vergnon — Des socialistes «révolutionnaires» en France?	68
Jean P. Joubert — L'affaire Kirov commence en 1934	79
Chronologie sommaire	
1934 —	94
DOCUMENTS	
Lettre de Vienne (14 février 1934)	98
Léon Trotsky — Entretien avec Paul-Henri Spaak	102
Rapport de Jan Frankel à Trostky	104
José Laín — Position politique des Jeunesses socialistes	114
Déclaration de principes du parti socialiste américain	117
LES DEPARTS	
Bert Cochran (1915-1984)	121
Gaston Davoust (Henri Chazé) (1904-1984)	122
Marcel Body (1894-1984) — Boris Souvarine (1893-1984)	124

L'année 1934

Plusieurs fils courent dans la chronologie de l'année 1934 dans le monde, dix-sept ans après la révolution d'Octobre, moins d'une année après l'avènement du nazisme en Espagne, mais aussi deux ans avant le début de la révolution et de la guerre civile d'Espagne et cinq ans avant celui de la deuxième guerre mondiale. Ils sont à la fois clairement distincts et profondément emmêlés et nous nous efforcerons de les faire apparaître à la fois en eux-mêmes et dans les liens entre eux. Ce sont d'abord le mouvement propre de la classe ouvrière mondiale et les leçons qu'elle tire de la crise économique et sociale, puis de la contre-révolution politique qu'elle commence à subir et dont le spectaculaire résultat est dans l'arrivée au pouvoir en Allemagne des bandes nazies. Le second est celui de tous les développements, nouveaux et, à certains égards, même inattendus, que provoque ce mouvement de la classe ouvrière et notamment de ses couches les plus jeunes dans les organisations traditionnelles et en particulier les partis social-démocrates, avec les phénomènes qu'on a baptisé « radicalisation » et qui correspondent à un tournant à gauche, parfois très aigu, au moins en paroles, de la part de pans entiers de l'appareil et de ses porteparole. Les développements au sein de l'Union Soviétique et de l'Internationale communiste sont à cheval, ici, entre l'impact de la poussée sur les appareils des organisations ouvrières et les réactions des gouvernements et classes dirigeantes et quelque chose qui ressemble beaucoup à une nouvelle montée révolutionnaire, une fois de plus provoquée par un réflexe défensif. Ce n'est que peu à peu que Staline prend le tournant : concession à la poussée des masses, la politique d'« unité ouvrière » tend à se transformer en un « front populaire » en réalité bien différent, cependant que Staline prépare dans le secret le véritable coup d'Etat policier qu'il va engager contre la génération d'Octobre et les débris du parti bolchevique. Tout cela s'insère en fait dans une modification profonde des rapports de force et des perspectives. Les bourgeoisies des pays les plus riches renoncent à la « voie brune » qui risque d'éveiller les vieux démons révolutionnaires, mais elles se préparent en même temps à une nouvelle « alliance russe », à son tour génératrice de bien des alignements nouveaux.

Rien n'est réglé lorsque l'année 1934 se termine au milieu des rumeurs et tumultes provoqués par l'assassinat de Kirov.

Il semble bien qu'en 1934 au moins la classe ouvrière d'Europe «sache» ce qu'est le «fascisme», ce que représente en Allemagne la victoire des nazis, ce qu'il lui arriverait si la marée brune continuait de monter. Les témoins de l'avènement de Mussolini, les réfugiés politiques d'Allemagne, voire des pays limitrophes, les récits et dépêches des journalistes le démontrent clairement. La victoire de ce qu'on appelle maintenant du terme générique de «fascisme», cela signifie au premier chef la dissolution de toutes les organisations, partis et syndicats, de la classe ouvrière, donc la destruction du mouvement en ouvrier en tant que tel, de son réseau d'institutions dans la société «démocratique», de ses «positions», bref de ses conquêtes et de ses acquis. La classe ouvrière européenne sait désormais qu'elle lutte pour sa survie en tant que classe organisée, ou, si l'on veut, en tant que «classe-pour-soi». Elle n'a plus aucune raison de redouter qu'un combat maladroitement engagé n'ait pour elle les pires conséquences puisqu'elle a maintenant sous les yeux les conséquences catastrophiques de ce qui fut précisément une victoire sans combat. Elle pense même qu'il lui faudra savoir se battre, et ce avant qu'il ne soit trop tard. Est-il étonnant que les jeunes soient au premier rang ?

Ce procès est particulièrement clair au sein du parti qui, après la faillite de la social-démocratie allemande, demeure le phare de la social-démocratie internationale, de la II^e Internationale, le parti social-démocrate autrichien. C'est la résistance des jeunes travailleurs à un mode d'organisation qui fait d'eux des auxiliaires d'une campagne électorale permanente, des colleurs d'affiches et des collecteurs de voix qui inspire directement l'organisation rebelle des Juso qui va si profondément irriter les hommes de la vieille école. Ce sont les courants ouvriers qui ne voient plus la réalité dans les lunettes austro-marxistes qui inspirent tout au long de l'année 1933 la véritable dissidence de nombreux districts, la réticence devant la politique de capitulation des unités armées du Schutzbund. Au fond, c'est ce mouvement profond qui s'exprime à travers le geste des Schutzbündler de Linz refusant la perquisition et l'humiliation et tirant sur l'assaillant de leurs locaux. Avec la clandestinité, c'est vers le P.C. critique «de gauche» de la social-démocratie que se tourne l'explosion de mécontentement militant des jeunes qu'incarne Ernst Fischer.

C'est un phénomène analogue que l'on trouve en Espagne après que les élections de 1933 qui ouvrent ce qu'on a appelé le bienio negro ait consacré une polarisation politique qui répond à la polarisation de la société. Face à la «menace fasciste» qui, pour l'instant, s'incarne dans la CEDA et ses agressives Jeunesses, les J.A.P. sous l'image du Jefe Gil Robles — plus revêtu certes des habits de Dollfuss, que de ceux de Hitler, mais la différence est minime en Espagne —, ouvriers et paysans pauvres ne sont plus près d'écouter les paroles de compromis et les promesses d'arbitrage. La preuve la plus éclatante s'en trouve sans doute dans cette grève des ouvriers agricoles voulue par les intéressés et imposée de haute

lutte à des dirigeants qui n'en voulaient pas, en ont finalement utilisé la menace parce qu'ils pouvaient s'en servir pour faire peur, mais finalement, l'ont dirigée contraints et forcés.

Parlant à propos de la révolution russe du moteur de la révolution en général, Trotsky écrit : « Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant le mouvement ne vient ni du cylindre, ni du piston, mais de la vapeur ». L'illustration la plus claire de cette affirmation du révolutionnaire qui a pris la plume de l'historien se trouve sans doute dans le mouvement social qui secoue alors l'Amérique en crise, les célèbres trois coups qui annoncent l'entrée en scène d'une formidable accumulation de vapeur, jusque-là inorganisée, sans cylindre, ni piston, la classe ouvrière américaine. Et surtout le fait que dans les trois cas, celui de Toledo comme celui de San Francisco et celui de Minneapolis, cette vapeur ait eu besoin pour faire avancer l'histoire, du cylindre et du piston fournis par des organisations petites, pour ne pas dire minuscules et dont le rôle s'est trouvé pendant quelques semaines hors de proportion avec leurs dimensions et leurs possibilités normales d'action.

Le rapport entre la vapeur, d'une part, le cylindre et le piston, de l'autre, est pourtant infiniment plus complexe dès qu'on se tourne vers les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, et en particulier dans le rapport entre le mouvement de masses ainsi identifié et les partis social-démocrates eux aussi concernés. Bien que les hommes de l'appareil soient sans doute par définition moins aptes à saisir les changements profonds de conjoncture et de rapports de force que les travailleurs du rang directement soumis à la crise et à l'offensive patronale, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont autant que les ouvriers ordinaires capables de saisir la signification de la victoire hitlérienne en Allemagne et par conséquent l'enjeu de la lutte dans laquelle ils sont eux-mêmes engagés : ces hommes, dont la base matérielle se trouve dans l'existence de partis ou syndicats, institutions du mouvement ouvrier dans la société bourgeoise, sont menacés non seulement dans leurs ressources mais dans leur existence sociale par la perspective d'une victoire de la «marée brune». Et ce n'est probablement qu'au second degré qu'ils subissent l'influence et traduisent la poussée d'un mouvement de masse dont la conscience qu'ils ont qu'il menacerait éventuellement leurs privilèges — base de l'attitude conservatrice des partis social-démocrates dans le passé — s'efface évidemment devant le danger mortel qui l'a suscité, de l'autre côté de la barrière de classe.

Pour certains observateurs, intéressés ou non, la «radicalisation» des partis et organisations socialistes semble même avoir commencé d'une certaine façon comme une opposition entre générations. C'est vrai — et d'éclatante façon, en Autriche. Mais ça l'est également aux Etats-Unis, à propos desquels un dirigeant de la Vieille Garde le souligne fortement dans

un rapport à l'Internationale. C'est vrai également pour la Belgique, la France, particulièrement l'Espagne, où les Jeunesses socialistes écartent délibérément leurs dirigeants traditionnellement réformistes lors de leur 5^e congrès en avril, se prononcent pour le front unique avec le P.C. et pour la prise de pouvoir par la classe ouvrière: c'est dans les rangs des Jeunesses socialistes que se trouvent les cadres des « milices » armées constituées pendant l'année 1934 et l'état-major de l'insurrection qui éclatera finalement en octobre. L'historien pourra sans doute discuter à perte de vue pour déceler dans la « radicalisation » des J.S. d'Espagne ce qui correspond à la « vapeur », l'explosion de la jeunesse qui veut vivre et par conséquent se battre avant d'être condamnée à la prison ou à la mort, et ce qui correspond au « cylindre » et au « piston », à savoir la radicalisation de l'appareil telle qu'elle s'exprime à travers celle de celui qui l'incarne si longtemps, Francisco Largo Caballero.

Car, après tout, les J.S. de Santiago Carrillo ne sont initialement que l'infanterie d'avant-garde des gros bataillons de la classe qu'organise et que galvanise le vieux leader. Les « Discours aux Travailleurs » récemment réédités permettent au lecteur d'aujourd'hui de mesurer le chemin parcouru dans l'escalade verbale, dans l'utilisation de la phrase révolutionnaire et de la menace, mais il faut se garder de s'en tenir à ce point pour l'analyse du phénomène « largocaballeriste ». Car il est indéniable que Largo Caballero va, en paroles, bien au-delà de l'extrême-gauche que ses équivalents français qui éditent, par exemple, La Bataille socialiste, et qui, pourtant, ont, eux, exclu de la S.F.I.O., des « néo-socialistes » qui se portent encore assez bien dans le P.S.O.E. L'audace de ses paroles en revanche permet de constater que c'est précisément à cause d'elle qu'il en arrive à exprimer parfaitement les aspirations des couches les plus opprimées comme ces ouvriers agricoles qui, eux, « croient » à ce dont le président du P.S.O.E. menace les classes dirigeantes! Il faut ajouter pourtant qu'il serait faux de mettre en cause la sincérité de celui qu'on appela alors « le Lénine espagnol » et de ses compagnons: leur « radicalisme », leur « révolutionnarisme verbal », réflexe de défense d'une position de décennies d'opportunisme désormais menacé, exprime leur panique devant le danger et leur inexpérience dans des conditions qu'ils ont toujours pensé pouvoir éviter et qui, désormais, s'imposent à eux.

Ces « paroles verbales » très révolutionnaires proférées par des hommes que l'on sait foncièrement opportunistes, le style « Retenez-moi ou je fais la révolution », dans l'espoir qu'on les retiendra parce qu'on a eu peur, a-t-il abusé les classes dirigeantes espagnoles? On peut en douter en 1934 et la fermeté du gouvernement face à la grève des ouvriers agricoles montrait sans doute une bonne information policière sur les dispositions réelles des dirigeants socialistes à la solidarité avec les grévistes. Les classes dirigeantes ont néanmoins peur des phrases révolutionnaires lorsque celles-ci peuvent être liées aux actions révolutionnaires, et cette peur-là, en

Espagne ne va commencer qu'après l'octobre 1934 quand le mot d'ordre de l'insurrection asturienne, l'« union des frères prolétaires », U.H.P., aura montré tout son impact à longue portée. En France, où l'on est allé plus loin, dans la S.F.I.O., sur le plan de l'épuration des rangs, on demeure plus prudent dans les perspectives et tout de même moins révolutionnaire en paroles. Aux Etats-Unis, une « déclaration de principes », osée mais pas subversive, va paniquer la Vieille Garde au point de la chasser.

Est-ce pour cela qu'en France, la dynamique « de gauche » et « unitaire » exprimée par La Bataille socialiste en 1934 et dont l'appareil se pare, assez vite, de moins en moins, est utilisée surtout pour une politique qui satisfait la revendication des masses de l'unité d'action — sans laquelle les deux partis rivaux auraient probablement tous deux explosé? Le P.S.O.E. peut se permettre de laisser vivre les « alliances ouvrières » comme des organismes de front unique à sa botte, qui ne le concurrencent pas, et bénéficie ainsi doublement de la politique de division furieuse du P.C.E. jusqu'en septembre. Aux Etats-Unis, le parti socialiste s'ouvre tout grand à toutes les tendances « communistes » et « révolutionnaires » sans refuser le front unique. En France, la S.F.I.O. va, très tôt et contre ses serments antérieurs, à la négociation au sommet et à l'unité d'action avec le P.C. Mais, dans tous ces cas, l'élément moteur n'est évidemment ni le piston, ni le cylindre, mais la vapeur. L'examen de la politique de l'I.C. va nous permettre de mesurer les limites dans lesquelles son rôle est déterminant.

Nous connaissons mal cette période de l'histoire de l'I.C. Dimitrov arrive en février et, l'année suivante, il émerge comme le second après Staline, le grand patron de l'I.C. en tout cas. Il semble bien qu'il y ait eu une certaine résistance à l'adoption d'une nouvelle ligne, marquée par la défaite politique des gens qui s'étaient identifiés à la ligne de la « troisième période », comme Knorine et Béla Kun. Mais il apparaît surtout que 1934 est l'année où la ligne « nouvelle » ne se dégage en fait que très lentement de l'ancienne, émergeant en France alors qu'elle est encore enfouie en Espagne et jamais nettement exprimée à un niveau international.

On peut multiplier les exemples de la permanence de la ligne de dénonciation du « social-fascisme » en France, non seulement entre le 9 et le 12, mais après le 12 février, où c'est vraiment la pression des militants dans la rue qui a imposé l'attitude unitaire et la jonction des deux cortèges. Peut-on souligner à ce propos que le P.C. avait déjà, depuis le 6, été, à plusieurs reprises, « débordé » en province par les aspirations unitaires des travailleurs? On n'a pas encore étudié de façon satisfaisante — faute, entre autres, des documents essentiels — la question de Doriot et de l'opposition du rayon de Saint-Denis, dont tout le monde est d'accord pour estimer que c'est la politique qui va l'emporter mais que l'I.C. l'a fait appliquer par celui qui l'a jusque là combattue, Maurice Thorez. Relevons qu'un texte

de Trotsky découvert à Stanford explique le tournant du P.C. vers l'unité d'action et le « pacte » en juillet par la crainte de la jonction entre la Ligue communiste et Saint-Denis, interprétation qui confère à l'« orientation française » un caractère initial plutôt conjoncturel et en tout cas défensif.

En fait — et l'on commence seulement à s'en apercevoir — cette période est marquée en U.R.S.S. par des traits éminemment contradictoires. Contrairement à sa légende, le XVII^e congrès du P.C.U.S. n'a pas été « le congrès des vainqueurs » — Staline et ses hommes — mais celui où s'est affirmée dans l'appareil qui avait jusque là suivi Staline sans trop de réticence, une volonté bien déterminée d'aller vers un apaisement, politique pour laquelle Kirov est le candidat des opposants. On peut d'ailleurs légitimement se demander si, lorsqu'il demande sa « réintégration » dans le parti avec dignité, Khristian Rakovsky, loin de « capituler » et de sceller la disparition de l'Opposition de gauche, n'esquisse pas une manœuvre pour se réintégrer dans un jeu politique rénové où les observateurs s'accordent à lui prévoir un rôle ? En même temps, et précisément parce que son pouvoir tremble sur ses bases, Staline affûte son grand couteau et se prépare à débrider l'abcès en faisant d'une pierre deux coups, assasinant Kirov et liquidant par dizaines et centaines de mille ses prétendus « assassins ».

Les historiens de manuels ont généralement mieux vu s'esquisser pendant l'année 1934 le renversement de la politique extérieure de l'U.R.S.S., quittant le camp « révisionniste » pour rejoindre les partisans du statu quo. C'est bien entendu l'attitude de Hitler qui dicte à Staline ce tournant : contrairement aux espérances de ce dernier, il ne s'est pas le moins du monde — bien au contraire — montré partisan de poursuivre la politique de Rapallo. C'est pour faire face à la menace hitlérienne que l'Union Soviétique est amenée ainsi à chercher un rapprochement avec cette France qui était jusqu'alors son ennemie jurée en Europe. Les relations s'améliorent tout au long de l'année, sous l'impulsion de la politique étrangère de Louis Barthou, de mieux en mieux accueillie par un gouvernement qui continue de craindre avant tout encerclement et isolement.

Il y a évidemment un lien entre ce tournant de la politique extérieure et le virage pris en France par le parti communiste, isolé jusqu'à ce moment dans un gauchisme verbal en définitive inoffensif, et qui n'en sort que pour sauter par-dessus les socialistes et préconiser, avec la politique de Front populaire, une pure et simple reprise de la politique de « Cartel des gauches » avec laquelle les gens de la S.F.I.O. croyaient précisément avoir rompu définitivement en se rapprochant du P.C. et en réalisant l'unité des organisations ouvrières et elles seules. En tendant la main au parti radical — qui est, comme le souligne Trotsky, moins le parti des classes moyennes que celui des couches décisives de l'impérialisme français et en tout cas le pivot de tous ses gouvernements depuis des décennies —, le parti communiste, alors que le tonnerre des dynamiteros asturiens retentit encore dans

le lointain, montre de façon spectaculaire que les communistes peuvent être des garants de l'ordre et des interlocuteurs respectables. Désormais, après cette démonstration, la réalisation en cas de guerre de l'union sacrée, baptisée en la circonstance « coalition anti-fasciste » contre l'Allemagne nazie, devient une perspective concrète et pas du tout négligeable dans l'alternative qui s'offre aux dirigeants français.

Le tournant va être tout bénéfique pour le parti communiste. D'abord parce que sa politique de « Front populaire » semble être la politique d'unité ouvrière qui est l'aspiration des masses les plus larges et que c'est son initiative qui en ouvre la possibilité. Ensuite parce qu'en même temps, du fait de la publicité qu'il se fait dans sa presse mondiale et à laquelle les dénonciations de la grande presse sur « la main de Moscou » donnent vraisemblance et confirmation, il bénéficie du prestige des luttes engagées en partie contre lui et au moins sans lui, apparaissant aux yeux de millions de travailleurs comme le dirigeant de la grève de San Francisco ou de la Commune des Asturies. En ce sens, 1934 constitue une date capitale puisque les P.C., réduits à leur expression de secte la plus simple par la politique de la « troisième période », commencent à devenir des partis de masse et prennent, dans bien des pays, l'élan qui leur permettra de dépasser les partis socialistes.

Le fait que les jeux sont loin d'être faits pour la guerre, pourtant bien menaçante, apparaît dans le fait que 1934 marque un sérieux coup d'arrêt dans la progression jusque là apparemment irrésistible de la « marée brune » et des régimes hitlérien ou catholico-fascistes.

Quand l'année 1934 avait commencé en effet, c'étaient les formations de droite qui étaient à l'offensive, en Autriche, en France, en Espagne. Le premier signal d'un tournant apparaît dans la situation française quand il est évident que l'émeute du 6 février a eu comme principal résultat de réveiller le vieux démon de l'unité ouvrière et qu'elle a en quelques jours mis ou remis en mouvement des foules ouvrières qui retrouvent au coude à coude leur propre force et le visage de leur ennemi de classe. Toutes les réserves nécessaires une fois faites, il reste que le 12 février annonce le début d'une période nouvelle, pour le moment, tout simplement — mais c'est énorme —, la fin de cette division ouvrière qui a été la base de la victoire de la réaction et du fascisme et de ses progrès apparemment irrésistibles jusqu'alors.

Le chancelier Dollfuss vient certes à bout des milices ouvrières, engagées trop tardivement au combat auquel elles ont été acculées au moment choisi par l'adversaire. Mais elles se battent bien et courageusement, tenant tête presque une semaine et donnant un exemple qui n'est pas perdu : que se serait-il passé en Allemagne, si des milices ouvrières avaient adopté la même attitude et combattu Hitler les armes à la main ? La face du monde n'aurait-elle pu en être changée ? Indépendamment de la réponse donnée par chacun, la question se pose et elle est fréquemment posée dans le mouvement ouvrier européen.

Elle est en particulier posée en Espagne par ceux qui se sont décidés à appeler éventuellement à l'insurrection et à préparer donc une insurrection éventuelle ou « conditionnelle » et le problème, du coup, n'est plus exactement le même pour les classes dirigeantes espagnoles pour qui la restauration de l'« hispanidad » passe par la destruction du mouvement ouvrier organisé: dès février, mais évidemment plus encore après octobre, les classes dirigeantes espagnoles commencent à comprendre que cette tâche exigera d'elles un effort qu'elles ne pourront fournir sans une aide financière et matérielle étrangère importante. Gil Robles va poursuivre avec plus de prudence sur la « voie légale » et ce sont les généraux qui emprunteront la voie qui ouvre la guerre civile. En attendant, une fraction, celle de la bourgeoisie républicaine, revient en arrière, comme une sorte de contre-courant, et, à travers la dénonciation de la répression et la lutte pour les droits démocratiques, tente de remettre sur pied l'alliance avec les formations ouvrières mise à mal par les années de gouvernement des républicains et socialistes jusqu'en 1933.

L'avertissement est mieux entendu en France et le gouvernement Doumergue-Tardieu-Herriot-Pétain — une concentration d'autant plus symbolique qu'elle va s'avérer impuissante — « autorise » la grève du 12 février, comme on jette du lest, mais, abandonné par les radicaux en novembre, rend son tablier et la Constitution qu'il devait réviser, sans l'avoir touchée. Ne dit-on pas que dès cette époque, les bailleurs de fonds — on cite souvent Ernest Mercier, de l'électricité — se sont détournés des Ligues, tout juste bonnes à jouer les apprentis sorciers et éveiller le géant endormi, pour financer les radicaux qui peuvent conduire le Front populaire dans la voie parlementaire des compétitions électorales pacifiques et désamorcer la bombe allumée en février 34 ?

La perspective la plus probable en fonction de laquelle commencent à se dessiner les nouveaux alignements est en effet une guerre qui opposerait l'Allemagne à la France alliée à l'Union Soviétique, un rapprochement sous-jacent à toute la période et pour lequel un Front populaire, c'est-à-dire une unité « sage » des organisations ouvrières serait la meilleure couverture intérieure possible en même temps que l'habillage « antifasciste » du conflit. Le réalignement est incontestablement retardé par l'attentat de Marseille et la mort de Louis Barthou, mais il est en marche.

On trouve ainsi, dans le dernier mois de 1934, les principaux éléments qui marqueront les deux années suivantes: la politique de Front populaire et les interventions contre-révolutionnaires des militaires, du côté soviétique, ce mélange qui caractérisera 1936, une alliance « républicaine », la main tendue à tous les vieux adversaires pendant qu'on déshonore les compagnons de Lénine et qu'on les abat dans les caves de la Loubianka. Mais ce n'est pas encore visible à l'époque et ce n'est que parce que nous connaissons la suite que nous pouvons relever à cette date les éléments qui annoncent l'année 1936. En 1934, les jeux ne sont pas faits, ce qui n'empê-

che pas que rien ne va plus. Tout est encore possible et à l'affrontement de plus en plus périlleux pour elle que prépare la contre-révolution peut répondre demain une explosion des masses — la vapeur — cherchant à prendre entre leurs mains les décisions qui concernent leur propre destin, ce qu'il est convenu d'appeler une révolution. Celle de 1934 qui éclate et qui est vaincue, dans les Asturies, donne une telle impression que tout est possible si les travailleurs veulent et peuvent s'unir et se battre que le mot d'ordre du front unique des travailleurs (U.H.P.) devient celui même de la classe — avec le contenu révolutionnaire que l'on sait.

Reste le problème du cylindre, c'est-à-dire de la possibilité de trouver une organisation politique qui soit capable de jouer le rôle de direction de ce mouvement qui est disposé, coûte que coûte, à barrer la voie aux fascistes mais ne dispose ni de logistique, ni d'état-major. Le mois d'octobre dans la plus grande partie de l'Espagne confirme qu'il ne faut pas s'attendre à ce que ce rôle soit joué par les partis socialistes, même en partie aux mains des bolchevisateurs. Mais les affaires des camarades de Trotsky qui se sont fixés pour tâche la construction de « nouveaux partis » ne sont guère brillantes et, en proposant l'« entrisme », ce dernier a cherché le raccourci qui conduirait aux masses radicalisées et permettrait à ses disciples de quitter le domaine de la propagande pour entrer dans celui de l'action.

Et ce sont sans doute ces facteurs-là, les facteurs « subjectifs », comme on dit, qui expliquent qu'en définitive ce sommet de combativité ouvrière que fut 1934 n'ait pas eu de lendemain à un niveau supérieur, mais des lendemains, en 1936, au niveau inférieur, avec déjà une reprise en mains par les partis et appareils traditionnels.

Mais cela ne nous semble pas une raison suffisante pour réduire 1934 à une sorte de répétition générale de 1936, alors qu'à bien des égards, 1936 tourne plutôt le dos à 1934. C'est finalement ce que nous avons voulu suggérer.

C'est délibérément que nous avons laissé de côté les événements de février en France et l'insurrection d'octobre en Espagne, de même que les combats de Vienne. Tout cela a fait l'objet d'études sérieuses et de publications. Nous avons choisi de nous placer dans les intervalles et, dans une certaine mesure au moins sur certaines marges. Stephen Schwartz nous a donné une partie de son étude sur la grève de San Francisco. J'ai moi-même repris sous l'angle des rapports entre parti et masse la question du P.S.O.E. et de ses « léninistes ». Gilles Vergnon a essayé de traduire la radicalisation des socialistes de gauche. Avec l'histoire de l'affaire Kirov, Jean-Paul Joubert a fait le point sur une affaire qui n'est pas terminée. Les documents à la suite ont été choisis de façon à illustrer ou compléter nos études.

Stephen Schwartz

1934 sur la côte ouest¹

1934 a peut-être été l'année la plus significative du siècle. La classe ouvrière américaine a brusquement explosé hors de son cocon des années vingt et du début des années trente, un univers où elle s'était bercée d'illusions. Trois grèves de masse, à Toledo, à Minneapolis et à San Francisco, ont annoncé à la planète que, dans le grand bastion du capitalisme, la classe ouvrière s'était engagée dans une voie nouvelle, avec ses objectifs propres, dans une unité de volonté réellement organisée, consciente et autodisciplinée. Cinquante ans plus tard, les échos du mouvement gréviste de la côte ouest dans laquelle la Sailors' Union of Pacific a ressuscité, résonnent encore. 1934 est la date symbolique, le rayon de lumière qui vient à travers l'histoire d'un phare lointain...

L'année avait commencé sous le signe de l'incertitude dans l'industrie maritime de la côte ouest. L'hebdomadaire patronal *Pacific Shipper* et les armateurs s'attendaient à l'élaboration d'un code N.R.A.² pour l'industrie maritime, sur la base d'une collaboration employeurs-syndicats. On considérait généralement qu'avec l'administration Roosevelt, le nouveau principe directeur était la réglementation, sinon le contrôle. Mais on ne savait pas exactement où l'on allait. La même incertitude se retrouvait à la Sailor's Union of the Pacific, car tout n'était pas facile dans la préparation du code N.R.A. A la fin de janvier, George Larsen, le secrétaire du syndicat à San Francisco écrivait à Peter Gill, l'agent de Seattle qu'un dirigeant syndical, Paul Scharrenberg, venait d'être nommé « conseiller pour les questions de main d'œuvre au bureau du Code, car c'était là l'unique capacité en laquelle les propriétaires accepteraient sa

1. Nous publions ici en traduction française un chapitre — très légèrement remanié et adapté à la publication dans une revue — de l'ouvrage du jeune historien américain Stephen Schwartz sur l'histoire du syndicat des marins la Sailors' Union of Pacific (S.U.P.). © S. Schwartz.

2. *Pacific Shipper* (San Francisco), 19 février 1934.

participation aux délibérations» ! Le syndicat n'attendait pas du Code des merveilles : au moins la journée de 8 heures (les 3x8).³

Mais on bougeait dans les ports. Fin janvier, il y eut à Portland des manifestations « communistes » contre le « Hall des jaunes », le bureau d'embauche pour servir sur la mer. Le bureau fut fermé, mais un bureau d'enregistrement continua à fonctionner. Larsen nota à ce propos que les extrémistes « semblaient être capables d'assez de créativité pour attirer l'attention sur eux et, dans certains cas, à faire redémarrer les choses, comme à Portland, où, soit dit en passant, nous avons demandé en vain cette fermeture pendant pas mal de temps et sans aucun succès. Et ça ne fait pas de mal que ces gars mettent un peu de pagaie ». ⁴

La Marine Workers Industrial Union contrôlée par le P.C. n'avait d'audience que dans le seul port de Baltimore. A Portland, les « Wobblies » (membres des Industrial Workers of the World) l'emportaient. Les membres du P.C. étaient actifs à San Francisco et leurs progrès indiscutables. Le *Waterfront Worker* fondé par Harry Hynes était devenu un important organe des dockers avec le soutien des militants de l'I.L.A. (International Longshoremen's Association) que dirigeait le copain australien de Hynes, Harry Bridges.⁵ Il est maintenant établi que Bridges n'était pas membre du P.C., mais il acceptait le principe « australien » du syndicat militant orienté, sinon contrôlé par Moscou. Le bloc des gens du P.C. et des amis de Bridges disputait la direction de l'I.L.A. de San Francisco à trois principaux rivaux : un groupe de catholiques irlandais dirigés par Lee Holman, une petite fraction liée à William J. Lewis, militant d'avant 1919 et « les amis » de Fred West. Charles P. Larrowe⁶ — discutable à bien des égards — a noté que West, mal connu bien que très intéressant, était l'organisateur à San Francisco du Proletarian Party, né de la fédération du S.P. du Michigan qui avait refusé de suivre les autres partisans de l'Internationale communiste dans le P.C. « officiel ». ⁷ Influencé par les communistes de gauche allemands et hollandais, le P.P. critiquait les Russes en leur reprochant d'employer des méthodes

3. George Larsen, copie de lettre non signée, 25 janvier 1934, dans le dossier « Seattle... 1934 », Archives centrales de la SUP, San Francisco, ci-dessous, Seattle-1934-HQ.

4. George Larsen, 2 février 1934, *ibidem*.

5. Harry Bridges (né en 1901), Australien, était venu aux Etats-Unis en 1920 et y était devenu docker. Il avait commencé à organiser ses camarades dans les rangs de l'International Longshoremen's Association (ILA) en 1933 tout en collaborant à la publication du *Waterfront Worker*. Il se défendit toujours d'appartenir au P.C. dont il servit sans défaillance la politique.

6. Charles P. Larrowe, *Harry Bridges*, 2^e éd. 1977. Ce travail est considéré comme l'ouvrage de base sur Bridges mais reflète très souvent une version « stalinienne » peu exacte des faits.

7. On trouvera à son sujet des renseignements dans Theodore Draper, *The Roots of American Communism*, 1957 et Guy Aldred, *For Communism*, 1935.

«bourgeoises». Dans le domaine syndical, il condamnait la tactique du P.C. qui consistait à «s'emparer» bureaucratiquement ou par noyautage, des syndicats existants; il appelait la classe ouvrière elle-même à changer sa conception du syndicat. Certains de ses membres, après l'avoir quitté, avaient constitué l'United Workers'Party avec d'anciens «Wobblies» et surtout un agitateur de grand talent, Paul Mattick.⁸ Mais West, qui semble avoir été un révolutionnaire honnête, fut très vite écarté par la machine Bridges.

Le mois de février fut riche en événements dramatiques qui eurent de l'écho sur les docks. Le 6 février, à Paris, il y eut une émeute fasciste, et les communistes, répétant la stratégie suicidaire de leurs camarades allemands, y prirent part. Cela provoqua un malaise dans les milieux ouvriers et avancés. Mais, comme contrepartie, il y eut l'action magnifique du mouvement ouvrier autrichien, résistant les armes à la main à partir du 12 février aux forces du pouvoir. Pendant une semaine, les ouvriers se battirent dans les rues et les maisons contre l'armée, la police, la Heimwehr. Cet exemple redonna vie, démontrant que les tendances nouvelles n'étaient pas toutes à la barbarie. Pourtant c'était une image significative de l'époque que le bombardement des quartiers ouvriers de Vienne construits par les socialistes. L'impact des photographies laissa, même aux Etats-Unis, une impression indélébile. A la fin du mois se produisit une autre tragédie, qui passa, elle, presque inaperçue. Dans la nuit du 19 février, près de Managua, capitale du Nicaragua, un petit homme fort, métis, d'allure très simple, assis sur un rocher, attendait des soldats. Ceux-ci l'abattirent à vue. L'homme s'appelait Augusto Cesar Sandino. Inspiré par la révolution mexicaine de 1910-1920, il avait combattu l'oligarchie et l'intervention des E.U., préconisant l'unification des Etats d'Amérique centrale. Il était depuis peu la cible des attaques des hommes de Moscou car il avait refusé de s'incliner devant leurs oukazes: leur presse proclamait que c'était un traître qui s'était vendu pour 66 000 dollars⁹...

Le congrès de l'I.L.A. de la côte ouest se tint à la fin de février-début mars. Il formula ses revendications: clause d'«union shop»¹⁰ pour l'I.L.A., négociation pour toute la côte, journée de travail de 6 heures,

8. Paul Mattick (1904-1981), membre des J.C. allemandes en 1919, était passé en 1920 au K.A.P.D. gauchiste. Il émigra après les graves défaites du prolétariat allemand et s'établit aux Etats-Unis en 1926. Il y milita activement, organisant différents groupes et se consacrant aussi à un travail théorique intéressant.

9. Sur la mort de Sandino, cf. Gregorio Semler, *Sandino*, NY, 1981. Sur Sandino et les P.C., cf. Rodolfo Cerdas Cruz, «Augustin Farabundo Martí: Testigo de Cargo», dans «Revista Critica» de *La Nación Internacional*, San José, Costa-Rica, 6/13 janvier 1984.

10. La clause d'«union shop» réservait l'embauche aux syndiqués. Elle était considérée par les syndicats comme l'unique moyen de permettre leur propre existence.

salaires d'un dollar de l'heure. En cas de refus, on voterait sur la grève le 7 mars. La «fièvre des grèves» commençait à secouer le pays. On savait que les armateurs ne voulaient pas d'«union shop» ni de hausses de salaire; on savait aussi que, sans Code, il n'y aurait pas d'élection pour la représentation syndicale. Le 7 mars, le nouveau congrès donna 6 616 votes pour la grève, 699 contre pour l'ensemble de la côte ouest. Le *Pacific Shipper* ne s'inquiétait pas: le syndicat était, selon lui, divisé, «la gauche insistant pour un salaire d'un dollar de l'heure» au lieu de 85 cents, et «la droite» se contentant éventuellement de la «reconnaissance» de l'I.L.A.¹¹ Sur les bateaux, il y avait un peu de fermentation à la suite de l'agitation des dockers. Fin février, Carl Carter, représentant de la S.U.P. à Portland, avait signalé à Larsen: «Les organisateurs de la M.W.I.U. sont en train de se remuer par ici et j'ai pas mal à bagarrer». Larsen avait répondu: «Pour les membres de la M.W.I.U., il semble qu'ils soient de plus en plus actifs. Mais c'est bien. Plus ils mettent la pagaie, mieux c'est, tant qu'ils ne placent pas trop des leurs chez nous». ¹² En fait, dès la deuxième semaine de mars, le mouvement de l'I.L.A. commença à prendre des proportions significatives pour la S.U.P.

Les minutes de la réunion du syndicat des marins à San Francisco le 19 mars indiquent:

«La discussion s'est centrée autour du débrayage éventuel des dockers et de la position que le syndicat devrait prendre si les dockers débrayaient. On a décidé de donner, au nom du conseil général, le conseil suivant aux membres: sur les bateaux où nos syndiqués travaillent conformément à un accord, nous continuons à le respecter; mais nos adhérents, sur les autres bateaux, surtout sur les steam-schooners, se voient recommander de quitter les bateaux si les dockers appellent à la grève; en faisant cela, ils n'agissent pas seulement par sympathie pour les grévistes, mais à cause des bas salaires et des conditions de travail en général». ¹³

Par cette décision toute simple, la Sailor's Union rejoignait les dockers sur la scène centrale de l'épopée ouvrière américaine de 1934. Il fallu attendre pourtant un peu, le président Roosevelt ayant demandé de surseoir à la grève pour désigner une commission de médiation, ce que fit l'I.L.A.

Pourtant, comme le manifestent les rapports dans les archives syndicales, l'attitude des gens de mer avait déjà beaucoup changé. Devant les aspirations de la base, le responsable rappelait les conquêtes syndicales du passé. Le 6 avril, Larsen:

11. *Pacific Shipper*, 5 mars 1934.

12. Carter, 26 février 1934 et Larsen, 1er mars 1934, Portland-1934-HQ.

13. H.Q. Minutes, 9 avril 1934, Seattle-1934-HQ.

« Le syndicat ne représente qu'une minorité de ceux qui naviguent. [...] Si aujourd'hui la majorité était syndiquée, on ne dépendrait pas de codes pour avoir des salaires décents et des conditions de vie convenables. [...] Il faut que les gars comprennent que c'est faute d'organisation chez nous qu'ils doivent subir des retards, naviguer pour des salaires bas, avec des conditions de travail misérables et d'emploi intolérables. Qu'ils n'oublient pas que, sur les bateaux où les hommes font le travail le plus dur, les steam-schooners, il n'y a eu aucune augmentation, depuis qu'il y a deux ans on les a réduits à crever de faim. [...] Quoi que les dockers obtiennent, ils ne l'auront obtenu que parce qu'ils ont assez de bon sens pour être dans une seule organisation. Et par une action qui ne pouvait être que concertée. Leurs porte-parole parlent pour la majorité des dockers ». ¹⁴

C'est *Pacific Shipper* qui parlait le premier de la médiation : l'I.L.A. n'obtiendrait pas une clause de « closed shop » pour la côte, mais serait reconnue comme représentative des dockers de la Baie de San Francisco. Les informations étaient exactes ; la grève fut donc fixée au 9 mai où les dockers de la côte ouest quittèrent par milliers le travail. Les marins de Portland les imitèrent tout de suite. Le lendemain, Larsen signalait à Gill que l'I.L.A. n'avait pas annoncé à la S.U.P. l'entrée en grève. Il reprenait les consignes de mars. Tout le monde n'allait pas les suivre sur les bateaux : c'est à ce moment-là que Harry Lundeberg ¹⁵ négligea les conseils syndicaux et décida de quitter son bateau, le *James Griffiths*, pour venir animer le comité de grève de Seattle.

Quand le comité de district de l'International Seamen's Union se réunit à San Francisco, le 11 mai, la majorité des steam-schooners étaient déjà immobilisés, désertés par leur équipage. Il y avait eu des bagarres tout le long du front de mer entre grévistes, jaunes et policiers de l'autre : l'incident devant le « Hall des jaunes » sur Mission avait été si sérieux qu'on avait fermé les portes. ¹⁶ Le 14 mai, l'assemblée de la S.U.P. à San Francisco fixa les revendications : salaire mensuel de 75 dollars, avec 75 cents de l'heure pour les heures supplémentaires et les pleins droits syndicaux, avec appel aux syndiqués à quitter les bateaux sans contrat et aux branches à organiser partout des votes sur la grève pour laquelle aucun secours ne pourrait être payé. Enfin, on élut une commission

14. *Ibidem*.

15. Harry (Harald Olaf) Lundeberg (1901-1951) était né à Oslo de parents militants. Il commença à travailler à six ans, à naviguer à quinze ans, mais étudia jusqu'à dix-sept ans. Il navigua dans le monde entier à partir de 1918 et milita dans des organisations de marins norvégiens, australiens et argentins (à la F.O.R.A.). En 1923, à Seattle, il se lia aux militants de l'I.W.W. et fut un des organisateurs de la S.U.P. Il fut élu président de la Fédération maritime en 1936, fonda et présida en 1938 — contre Bridges et l'appareil C.I.O. — la Seafarers International Union, adhérente à l'A.F.L., combattant le P.C. de la gauche pendant toute cette période et collaborant étroitement avec les trotskystes avec lesquels il rompit au début de la guerre. Il est l'un des principaux personnages de l'histoire de la S.U.P.

16. HQ Minutes, 14 mai 1934, Seattle-1934-HQ.

chargée de la discussion avec le Local I.L.A. 38-79 « afin d'arriver à un accord selon lequel ni les marins ni les dockers ne reprendraient le travail tant que les revendications des autres n'auraient pas été satisfaites ». Le vote fut fixé au 15 mai, Larsen, Scharrenberg et Selim Silver élus pour rencontrer les dockers.

Le 15, il y eut à San Francisco 55 voix pour la grève, 14 contre et un bulletin nul ; à Seattle, l'unanimité avec 54 voix, à Portland, où les hommes mangeaient déjà à la soupe de l'I.L.A., 14 contre une, et à San Pedro 8 pour et un nul. Pour l'ensemble de la côte, il y avait donc 131 voix pour la grève, 15 contre et 2 nuls. Le nombre dérisoire des votants démontre mieux que toute explication la faiblesse du syndicat après treize années d'arbitraire des armateurs. Pourtant cette époque était révolue : le plus grand défi jamais lancé au statut de dépendance des travailleurs de la mer, le mouvement maritime de la côte ouest des années trente était en train d'exploser. Les hommes de la base qui allaient sur la mer pour vivre, comme Harry Lundeberg, les responsables consciencieux malgré leurs limites, comme Larsen, leurs frères sur les docks et leurs sympathisants dans le reste de la société avaient commencé à prendre leur destin en mains. La politique du mouvement ouvrier sur le Pacifique avait changé : pour toujours.

Le 16 mai, la grève fut décidée sur les bateaux de la Dollar Steamship, Oceanic & Oriental Freighters ainsi que sur le *Mariposa* et le *Monterey* de l'Oceanic Cy. Le *S.S. Lumberman* fut exempté. On envoya des piquets sur tout le front maritime, au hall des jaunes et « à tous les autres endroits où l'on pouvait essayer d'embaucher des marins non-syndiqués ». ¹⁷ *Pacific Shipper* répliqua à la grève en mettant en garde contre les « agitateurs professionnels ». En fait, la M.W.I.U. s'était déclarée « en grève » tout de suite après le débrayage de l'I.L.A. et les militants du P.C. devaient en tirer argument pour expliquer que la M.W.I.U. avait été la force motrice d'un mouvement qui avait débordé la S.U.P. La vérité est que la M.W.I.U. n'était pas un syndicat mais un petit groupe de permanents qui n'avaient nul besoin de consulter des adhérents. Il n'en était pas de même à la S.U.P. où les traditions démocratiques exigeaient pour une grève un vote formel dans le cours d'une réunion régulière, à jour fixe dans la semaine. Mais la S.U.P. était l'ennemi n° 1 des gens de la M.W.I.U. Par ailleurs, *Pacific Shipper* trompait ses lecteurs en cherchant à faire croire qu'il avait fallu des « agitateurs » pour allumer l'étincelle. ¹⁸ Les griefs des travailleurs maritimes de la côte ouest étaient authentiques, profondément ressentis et légitimes. A Andrew Furuseth ¹⁹ qui, de

17. *Ibidem*, 16 mai 1934.

18. *Pacific Shipper*, 14 mai 1934.

19. Andrew Furuseth (A.A. Nilsen dit) (1854-1938), enfant norvégien d'une famille pauvre, s'installe aux Etats-Unis entre deux escales et devient secrétaire de la S.U.P. en 1887, président de l'International Seamen's Union en 1908, jusqu'à sa mort.

Washington, s'inquiétait, le 16 mai, quant à la nature du mouvement, Larsen répondait télégraphiquement :

« Armateurs ont semé le vent et récoltent la tempête - Stop - Ils ont battu les syndicats maritimes en 1921 avec aide administration Harding - Stop - Ils ont dépouillé personnel maritime de salaires et conditions jusqu'à ce que baisse des salaires atteigne 60 % - Stop - Marins mariés de tous grades incapables d'entretenir leurs familles cherchaient travail comme dockers camionneurs et autres à terre endurant souffrances nouveaux venus - Stop - Les armateurs après la défaite des marins imposèrent conditions de plus en plus dures dockers - Stop - Et armateurs ont continué pillage du trésor des Etats-Unis - Stop - Tout le monde le sait - Stop - Actuelle explosion gréviste partout où possible n'est pas dirigée par fonctionnaires syndicaux car ils sont tous balayés par ce ressentiment profond contre les armateurs - Stop - Les communistes sont bruyants mais ne contrôlent pas - Stop - Je fais mon possible pour unir notre camp à la cause commune - Stop - C'est notre unique salut j'espère Edward McGrady comprend qu'on peut gagner la paix permanente dans l'activité des bateaux que par une un accord loyal pour toutes les branches ». ²⁰

Furuseth télégraphia aussitôt son accord. Notons que, dans le même temps, celui qu'on appelait « le vieux » de l'I.S.U. (International Seamen's Union : Internationale des Syndicats Maritimes) commençait à servir de cible à une campagne de diffamation du P.C. qui le présentait comme un briseur de grève à travers sa publication ronéotypée de San Francisco, le *Fo'c'sle Head* de la M.W.I.U. Le 18 mai, la grève des marins commençait dans le Golfe à l'appel de la Marine Transport Workers Industrial Union 510 des I.W.W. Les I.W.W. du Golfe revendiquaient « des équipages plus nombreux et des salaires meilleurs », une échelle antérieure à 1921 avec les « conditions de 1929 ». ²¹ Par ailleurs, les dockers de Sabine étaient en grève depuis le début mai et les ouvriers des docks de Houston et Galveston se préparaient à joindre le mouvement avec le gros des dockers de New Orléans. Le 21, les marins de Galveston se mettaient en grève.

La réunion syndicale de la S.U.P. du 21 mai se tint avec 300 présents : on élut un comité de grève et un comité pour la négociation. On avait imprimé des cartes de grève « pour les distribuer aux syndiqués comme aux non-syndiqués dès qu'ils seraient en grève ». ²² La réunion fut enthousiaste, « les hommes étaient décidés à faire leur devoir et à mener cette lutte jusqu'au bout pour la reconnaissance des syndicats ». ²³ On annonça au cours de la réunion que l'I.L.A. avait voté à l'unanimité le soutien des revendications des marins. Le même jour, l'agent de Portland

20. Larsen, projet de télégramme, Strike-1934-HQ.

21. Textes I.W.W. dans *San Francisco Waterfront Strikes, 1934* 2 volumes (1934-GSS-Berkeley).

22. HQ Minutes, 21 mai 1934, Seattle-1934-HQ.

23. *Ibidem*.

Carter rapportait que 150 grévistes fonctionnaient dans les piquets avec deux autos à leur disposition et que « marins et I.L.A. faisaient 100 % » ; les gens de l'I.L.A. délégués par Portland à San Francisco avaient pour mandat de n'approuver aucun accord tant que marins, pompiers et stewards n'avaient pas obtenu le closed shop. En outre, l'I.L.A. locale, soutenue par la S.U.P., venait d'affirmer qu'elle n'appellerait pas à la reprise du travail avant que soient réembauchés les travailleurs des céréales qui venaient d'être lock-outés pour avoir refusé de briser la grève en faisant le travail des dockers.

Le mouvement enterra son premier mort le 21 après midi. Dick Parker, un jeune piqueteur de l'I.L.A., de 21 ans, adhérent au syndicat le 13 mai, avait été tué à San Pedro dans la nuit du 14. D'autres grévistes avaient été blessés aux jambes et à la poitrine par balles. John Knudsen, un vieux de l'I.L.A. bien connu à San Pedro, devait mourir plus tard des blessures reçues dans cet incident sanglant. ²⁴

Mais le 21 et le 22 mai, les projecteurs de l'actualité se dirigèrent sur d'autres régions des Etats-Unis. ²⁵ A Minneapolis, les membres de la Teamsters Union s'étaient mis en grève le 15 mai pour une augmentation de salaire des conducteurs et la syndicalisation des travailleurs des magasins récemment organisés. Les employeurs avaient tenté de faire travailler des jeunes. Il y avait eu de véritables combats le 21 entre les grévistes, pratiquement organisés militairement, et les jaunes, la police et ses auxiliaires, de nombreux blessés, beaucoup d'arrestations. Le 22 mai, 5 000 grévistes battirent en combat ouvert quelques centaines de « suppléants » et ces derniers, détruisant leurs insignes, s'enfuirent. Le 22 mai vit également des développements dramatiques à Toledo dans l'Ohio. Là, la compagnie Electric Auto-Lite était touchée depuis le 13 avril par la grève des Auto-Workers de l'A.F.L. Le soir du 22 mai, la présence de piquets de grève de masse, défiant d'ailleurs une injonction d'un tribunal fédéral, inspira à des centaines de « jaunes », craignant pour leur vie, le refus de quitter l'usine. Les grévistes commencèrent alors à s'en prendre aux gardes de la compagnie et ceux-ci ripostèrent par des bombes lacrymogènes lancées de l'usine sur la ligne des piquets. Minneapolis et Toledo, les deux autres « grandes grèves » de 1934, secouèrent les Etats-Unis par des titres plus gros encore. Les combats se poursuivirent à Toledo dans la journée du 23 et le lendemain les officiers de la Garde nationale arrivèrent devant l'usine en grève. Contrairement à ce qui se passait sur la côte ouest

24. Harry Fischer « On the Short Life and Death of Dick Parker », *Random Lengths*, San Pedro, Aug/Sep 1983 ; sur John Knudsen, *Western Worker*, n° 2, 1934-GSS-Berkeley.

25. Sur ces grandes grèves de Minneapolis et Toledo, voir Louis Adamic, *Dynamite*, 1934, Art Preis, *Labor's Giant Step*, 1864, sur Minneapolis, Tarel Dobbs, *Teamsters Rebellion*, 1972 et Ted Selander, discours de commémoration dans *Socialist Action* de juillet 1984.

où communistes et même Wobblies ne jouaient qu'un rôle secondaire et couraient après la base, dans le Middle West, les éléments de gauche étaient à la tête du mouvement qu'ils avaient solidement organisé: à Minneapolis, c'étaient les partisans américains de Trotsky, membres de la Communist League of America, et à Toledo, une organisation indépendante, l'American Workers Party, dirigée par un ancien pasteur, A.J. Muste, qui opérait essentiellement à travers une organisation de « front », la Lucas County Unemployed League.

L'arrivée des officiers de la Garde nationale donna à la lutte de Toledo un caractère semi-insurrectionnel. Le 24, des suppléants et des Gardes arrosèrent les grévistes de gaz lacrymogène, tandis que les jaunes les bombardaient de boulons et d'écrous. Malgré les appels au calme des dirigeants de la grève, la foule — qui dépassait les 10 000 personnes — se déchaîna lorsqu'un garde de la compagnie, embauché comme « suppléant », frappa un vieil homme. Des milliers d'hommes et de femmes se lancèrent sur les « forces de l'ordre » jetant briques et cailloux, coupant le courant électrique. Louis Adamic raconte :

« Ils enfoncèrent les portes de l'usine avec de grandes poutres de bois — en réalité des poteaux téléphoniques (S. Schw) — Des groupes se battirent toute la nuit contre la police et ses « suppléants », tandis que les jaunes demeuraient prisonniers dans l'usine privée de lumière. »²⁶

Le lendemain, les Gardes nationaux marchèrent sur l'usine, provoquant deux jours de combat supplémentaires, avec deux morts annoncés chez les grévistes et nombre de blessés de part et d'autre. Un autre compte rendu souligne que la population de Toledo était si résolument du côté des grévistes qu'on ne fit appel à aucun Garde national local. Le commentaire d'Adamic est éloquent :

« Toledo donnait à des millions de travailleurs dans tout le pays une leçon importante et une suggestion claire — à savoir qu'on y défiait physiquement ouvertement les injonctions, risquant sa vie. »²⁷

Cette leçon ne devait pas être perdue pour la côte ouest.

A la troisième semaine de mai, 8 000 marins au moins étaient en grève. Les armateurs, depuis le début, embauchaient des briseurs de grève, mais *Pacific Shipper*, après dix jours seulement, dans une revue de la situation, relevait que le travail était mal fait, le rendement dérisoire, les relations commerciales compromises.²⁸ Dans le nord-ouest, les syndicats menaçaient de lancer la grève générale si on amenait des troupes et on parlait du ralliement des dockers de Colombie Britannique.²⁹

26. Adamic, *op. cit.*

27. *Ibidem.*

28. *Pacific Shipper*, 19 mai 1934.

29. HQ Minutes, 28 mai 1934.

Peter Gill avait rendu compte que plus de 200 piqueteurs, syndiqués ou non-syndiqués, arboraient à Seattle le drapeau de la S.U.P. De San Francisco, W.W. Caves, récemment élu président du comité de grève, répondait que 3 à 4 000 hommes en moyenne patrouillaient activement le long du front maritime, dont 610 formellement engagés pour le service de piquet et titulaires de cartes de grève. Les syndicats avaient organisé en commun une cuisine au 84 Embarcadero.³⁰

C'est vers cette époque que commença de l'intérieur du mouvement gréviste comme de l'extérieur, l'offensive des militants du parti communiste. Actifs jusque là seulement dans les rangs de l'I.L.A., ils avaient cependant établi quelques contacts chez les marins. Le 25 mai, à la réunion du comité de grève I.L.A. de San Francisco, vinrent deux représentants des marins, W.W. Caves, de l'I.S.U. et — le fait était surprenant — Sam Telford, dirigeant de la M.W.I.U. qu'il cautionnait ainsi. Dès cette époque, incontestablement, le P.C. utilisait Caves, et son appui devait être déterminant dans l'offensive projetée pour imposer la M.W.I.U. A la réunion entre syndicats, qui se tint le 30 mai, il semble, si l'on en croit Carl Lynch, de la S.U.P., que les dockers de l'I.L.A. aient présenté un ultimatum dirigé contre la S.U.P. :

« Ou bien la S.U.P. convoque un meeting de masse de tous les marins de base, sans tenir compte de leur affiliation syndicale pour formuler les revendications à présenter aux armateurs, ou bien les dockers voteront la reprise du travail et laisseront les marins porter le sac tout seuls. »³¹

La proposition de ce « meeting de masse » ainsi formulée par l'I.L.A. et la M.W.I.U. est repoussée par le comité de grève unanime. Le 1er juin, un meeting S.U.P. réunit presque 2 000 marins qui proclament leur fidélité à l'I.S.U. et l'A.F.L. Le comité de grève des dockers prend alors acte de la proposition du sous-secrétaire fédéral au travail pour des élections pour la représentativité entre S.U.P. et M.W.I.U. et décide qu'il soutiendra loyalement le vainqueur au verdict des urnes.

Dans l'intervalle, la lutte de Toledo avait pris fin. Avec l'occupation d'Auto-Lite par les troupes, « l'inévitable s'était produit » :

« On tira une rafale dans la foule et deux hommes tombèrent morts et six blessés. Tout au long de la nuit, ambulances et voitures de pompiers hurlèrent dans la zone des combats. »³²

La Central Labor Union commença l'organisation de la grève générale. Le 1er juin, il y eut plus de 10 000 manifestants en soutien des grévistes. L'Edison Electric Cy annonça qu'elle acceptait les revendi-

30. *Ibidem.*

31. HQ Minutes, 30 mai, Strike-1934-HQ.

32. *Strikes under the New Deal*, *op.cit.*

cations ouvrières à la dernière seconde; Auto-Lite capitula le lendemain. A Toledo, la menace de grève générale avait finalement assuré la victoire ouvrière.

Dans le Nord-Ouest Pacifique, l'I.L.A., à l'initiative de Tacoma, avait organisé un comité central de grève groupant les représentants de seize ports. Fin mai, il avait lancé l'idée d'une fédération du front de mer embrassant tous les métiers de la mer.³³ Incontestablement, c'est dans cette région que se manifesta le plus haut degré de militantisme. William Pilcher, ancien docker de Portland devenu anthropologue, relève à juste titre que la littérature du syndicat des dockers, axée sur San Francisco, souligne le rôle des militants et sympathisants du P.C. alors qu'à Portland, « les éléments les plus actifs et les plus influents étaient des hommes de conviction et de formation I.W.W. » et « ce sont eux qui ont en réalité mené la grève, planifié la tactique et la stratégie, dirigé les hommes ».³⁴

Une histoire récente des dockers de Tacoma souligne l'absence presque totale de violences dans ce port où les grévistes, à l'instar de ceux de Minneapolis, avaient organisé un « piquet mobile », appelé comme dans le Middle West Escadron volant. Dans les débuts de la grève, 600 dockers de Tacoma et 200 d'Everett avaient « pris d'assaut le front maritime » de Seattle, le purgeant des jaunes, et l'Escadron volant intervint à plusieurs reprises partout où les employeurs tentaient de briser la grève.

Pendant ce temps, le dirigeant de l'I.L.A. Joseph P. Ryan parcourait le Nord-Ouest en promettant un règlement imminent. Début juin, un comité de grève commun I.S.U. à San Francisco décida même d'envoyer Caves à Seattle afin d'« essayer de contrecarrer la propagande répandue là par M. Ryan ».³⁵ Il fut remplacé par Blackie Vincent. Il n'est pas impossible qu'on l'ait envoyé dans le Nord afin d'éloigner un homme très proche de la M.W.I.U. Le problème « communiste » était en effet devenu très aigu avec la première semaine de juin. La presse quotidienne, *Pacific Shipper* en tête, chantait le refrain de la grève œuvre des organisations « moscoutaires », et le P.C. de son côté contribuait à cette interprétation avec son recto-verso titré *Western Worker* et sous-titré : « Ce bulletin est publié pour les dockers en grève et son contenu autorisé par le comité de publicité des grévistes ». Communément appelée « Baby Western » cette feuille parut pendant la grève et constituait la publication communiste pour les docks. Elle ne comportait que peu d'éléments sur la grève,

33. Sur Tacoma, Ronald Magden et A.D. Martinson, *The Working Waterfront*, 1982.

34. William W. Pilcher, « The Portland Longshoremen. A Dispersed Urban Community », in G. & L. Spindler, « *Urban Anthropology in the United States*, 1978. Il faut cependant relever que l'historien Otilie Markholt, le véritable auteur de l'histoire de la S.U.P. connue sous le nom de « Manuscrit Gill », conteste que P.C. ou même I.W.W. aient joué un rôle d'avant-garde et établit l'importance du courant militant inorganisé sur la côte ouest.

35. HQ Minutes, 7 juin 1934, Strike-1934-HQ.

célébraient les victoires communistes dans le monde et donnait le sentiment que les communistes contrôlaient le mouvement, ce qui n'était pas le cas. Dans quelle mesure ses déclamations étaient-elles approuvées par les dirigeants I.L.A. autour de Bridges, il est difficile d'en juger; en tout cas, l'I.L.A. publiait des bulletins de grève quotidiens nettement plus sérieux et responsables.

Pourtant la situation intérieure du front de grève s'aggravait avec les attaques du *Foc's'le Head* de la M.W.I.U. dont le feu était concentré, non sur les armateurs, mais sur les dirigeants de l'I.S.U., Scharrenberg, Furu-seth, qu'elle accusait de chercher à vendre la grève; Furu-seth était présenté comme sénile, parfois homosexuel. Les marins, pour se défendre, décidèrent de sortir une feuille de la S.U.P. Déjà des mesures d'organisation avaient cherché à isoler la M.W.I.U. L'objectif de la « publication à diffuser sur le front maritime » était donné clairement : « Il faut contrer la publication empoisonnée de la M.W.I.U. ». La question de la M.W.I.U. avait été ramenée au premier plan le 11 par une démarche de cette dernière, proposant par Telford et Q.A. Gorgan une démarche commune S.U.P.-M.W.I.U. pour solliciter l'aide aux grévistes du gouvernement fédéral. Les marins refusèrent brutalement d'aller « mendier ». Le 12, le comité de grève décida de ne plus admettre la M.W.I.U. Caves, de retour de Seattle, se contenta de rapporter sur la situation en Alaska. Le 14, en son absence, le comité de grève commun adopte une protestation contre les déclarations malveillantes qui attribuaient aux communistes un rôle dirigeant dans la grève.

Mais les militants du P.C. et leurs amis contre-attaquent. L'après-midi, Harry Bridges en personne parut à un meeting de masse des marins, dénonçant l'attitude « anti-communiste » du comité de grève, assurant que les résolutions de ce genre étaient « dangereuses pour l'unité totale des grévistes ».

De nouveau, les problèmes de la grève prenaient le dessus. La ceinture ferroviaire qui desservait le front de mer de San Francisco avait continué à transporter du fret; propriété de l'Etat de Californie, elle était exploitée par des compagnies connues pour leur agressivité à l'égard des syndicats. Le comité de grève I.S.U. avait désigné une délégation pour traiter avec le comité de grève I.L.A. de la nécessité de « tirer des plans en vue d'une action directe contre la ligue de ceinture ». Bien d'autres incidents, en particulier des violences policières, avaient tourné en faveur des grévistes une partie de l'opinion publique à San Francisco. Des rumeurs circulaient sur un éventuel élargissement de la grève à la côte Est et l'unité avec les grévistes du Golfe; les bateliers se préparaient à se joindre au mouvement.

A Portland, les grévistes avaient publiquement défié le Maire Joseph K. Carson :

« Pourquoi n'avez-vous rien à dire sur les conditions intolérables qui nous ont conduits à la grève? Vous brandissez au milieu du chemin l'épouvantail du communisme. Personne ne vous a-t-il donc jamais dit que le seul agitateur à craindre, c'est l'injustice? »³⁶

Le « règlement » de Ryan prévoyait une salle d'embauche commune employeurs-syndicats, une préférence pour les syndiqués (sans union shop) et l'arbitrage sur les salaires et les conditions. Mais les grévistes n'en voulaient pas. Les dockers voulaient la victoire, et rien de moins, et cette proposition n'apportait rien aux marins. A la réunion de masse du 17 juin à San Francisco organisée par l'I.L.A., 3 000 grévistes votèrent le rejet du « règlement Ryan » qui trahissait les marins.

C'est alors que se produisit un sérieux incident. La réunion s'était prononcée pour la formation d'un comité de grève commun, composé de cinq délégués de chaque syndicat en grève. La S.U.P. n'était pas invitée, mais Caves prit la parole en tant que président du comité de grève des marins. Il désavoua la résolution du 14, qu'il avait pourtant signée. Le soir, il prit seul la responsabilité d'appeler les marins grévistes à un meeting de masse dans lequel il se prononça pour la reconnaissance de la M.W.I.U., donnant la parole à Telford. Sur sa proposition, cinq délégués des marins furent élus pour le comité commun dont lui et un membre du P.C. Le 18 juin, en présence d'un journaliste du *Call Bulletin*, de San Francisco — un quotidien de Hearst — Caves prit ses distances vis-à-vis des revendications de la S.U.P. et se livra à de violentes attaques contre Larsen, précisant qu'il était personnellement plus favorable au « front unique » qu'à l'I.S.U. Le *Call Bulletin* s'empara évidemment de ses déclarations qu'il publia l'après-midi même. Larsen prit alors la décision de suspendre Caves de ses responsabilités et une foule de marins en colère vint saccager son bureau. Le soir, à l'assemblée syndicale, Caves se défendit avec énergie et soutint que, si l'on croyait Hearst, on devait l'exclure lui. L'assemblée annula la suspension décidée par Larsen, réintégra Caves dans le comité de grève et la délégation au comité commun (J.M.S.C.).³⁷

Le 19 juin, la réunion du comité de grève de la marine refusa d'admettre la M.W.I.U. puis décida d'envoyer Bridges chez le maire Rossi avec mission de rechercher les voies d'un accord qui garantirait les grévistes contre les listes noires et serait accepté par tous les syndicats. Le soir, Caves prit la parole dans le Civic Auditorium, lors du compte-rendu par Bridges de l'entretien avec Rossi. Une fois de plus, il prit la défense de la M.W.I.U., attaqua Larsen et surtout manqua à son devoir de discrétion en révélant la procédure de la réunion S.U.P. de la veille.

36. « Open Letter to Mayor Joseph Carson », 10 juin 1934, Portland-1934-HQ.

37. HQ Minutes, pour toute la période, Strike-1934-HQ.

Le 20, le comité commun eut une seconde entrevue avec le maire. Le soir même, la M.W.I.U. tenta de s'y faire admettre en représentation des monteurs-levageurs. Plus tard dans la soirée, au comité de grève des marins, Caves défendit une fois de plus la M.W.I.U., dénonçant la « jalousie » qui inspirait les attaques contre sa personne, défendant même le *Fo'c's'le Head* et reprenant son procès de l'I.S.U. Son attaque tourna court quand on s'aperçut qu'il n'était pas en règle avec ses cotisations syndicales. Il fut alors révoqué de la présidence du comité, puis suspendu du comité lui-même. Le comité confirma son refus d'admettre la présence de la M.W.I.U. et décida une enquête sur le montant de la somme qu'elle avait versée au fonds commun de secours. Portland de son côté sanctionnait Caves pour une absence injustifiée. L'affaire Caves était terminée et le syndicat des marins avait gagné sa première bataille contre l'infiltration des hommes du P.C.

On doit se demander cependant quels étaient les motifs de Caves. Il est possible qu'il n'ait pas été membre du P.C. ni même sympathisant camouflé, mais seulement un ambitieux séduit par quelques beaux parleurs ou une proposition tentante. Ce qui apparaît hautement improbable, en tout cas, dans la perspective de l'histoire, c'est malheureusement précisément la thèse à laquelle la majorité des historiens allaient se rallier : celle du prestige et de la puissance irrésistible des militants du P.C. dans le mouvement. Or ce rôle était secondaire. Il nous semble même peu probable que Bridges et les autres dirigeants I.L.A. aient pu délibérément prendre le risque de s'aliéner la masse des marins qui s'identifiaient à la S.U.P. en poussant Caves dans la voie où il est finalement tombé.

Dans l'intervalle, il s'était produit à Seattle des événements dramatiques qui annonçaient le cours du développement à San Francisco. Prétextant « l'accord » Ryan, les employeurs de Seattle s'apprétaient à rouvrir de force le port. Le 18 juin, on apprit que la police de la ville avait été réorganisée sur un modèle militaire, avec des détachements équipés de gaz, de bombes lacrymogènes et de fusils de chasse, et une armada de voitures prêtes au service jour et nuit. On avait mis sur pied une section de cavalerie de 20 hommes.

On décida que le « port ouvert » de Seattle reprendrait ses activités le 20 juin. A Portland, le 19, deux hommes furent arrêtés dans la foule qui s'était assemblée autour de la maison d'un jaune. Le lendemain, Seattle faisait sortir 450 policiers. Deux cents « adjoints » furent envoyés pour garder les docks et 150 en réserve pour protéger les jaunes. Mais cent grévistes arrêterent le travail sur les quais, arrêtant ainsi toutes les opérations au quai 40. Les piquets renvoyèrent aussi les camions avec des fournitures pour la police et les jaunes et persuadèrent un groupe de travailleurs de la ville de ne pas installer les feux de la police.

Le 21 juin, il y eut au Quai 41 une bataille au cours de laquelle le membre de la Sailor's Union Ole Helland fut blessé à la tête par une

grenade lacrymogène de la police. Les représentants syndicaux essayèrent d'arrêter le massacre en disant aux grévistes de ne pas se sacrifier devant les mitrailleuses de la police. Trois grévistes au total furent blessés au cours d'une tentative d'arrêter une grue en bloquant les tracteurs, quand il y fut répondu par une charge de la police montée et un matraquage. En réplique, les syndicats annulèrent l'accord pour les bateaux allant en Alaska.

Mais l'épreuve de force approchait. Après le rejet du « règlement » Ryan, les ennemis des grévistes, y compris la Waterfront Employers Union, représentée par l'usine T.G. (Gaz lacrymogène) et l'anti-syndicaliste Industrial Association of San Francisco, affirmèrent qu'ils allaient « ouvrir le port » de force. L'Industrial Association assumait la responsabilité de l'opération, fournissait l'espace dans ses magasins pour les véhicules, assurait la coordination avec la police. Le 21 juin, le comité de grève commun fut informé de cette situation par Bridges. Le 24, la S.U.P. éditait un bulletin spécial :

« Nous approchons de la crise, du moment le plus important de la grève. Tout homme qui combat honnêtement les armateurs, en luttant pour un niveau de vie décent, doit être debout et attentif. Maintenant plus que jamais, nous avons besoin de bons piquets de combat consciencieux. Les briseurs de grève, les renards et les foies jaunes peuvent rentrer chez eux et dormir sur leurs deux oreilles, s'il existe par ici quelque entreprise de ce genre. M. John Armateur et notre « Industrial Association » projettent de briser la grève ! Ils ont déjà une armada de camions prêts à y aller et des voyous, des tueurs et des jaunes pour les conduire. Ils vont bientôt essayer d'ouvrir les docks. [...] Allons-nous abandonner ? Nous sommes-nous battus pendant ces 38 jours seulement pour nous faire écraser ? Grévistes ! Avez-vous versé votre sang pour rien ? Allons-nous dire aux gens de San Francisco que nos frères qui sont à l'hôpital ont été blessés dans une cause perdue ? Ou au contraire qu'il nous faut nous battre jusqu'au bout ? A vous de répondre : pas d'erreur, il vous faudra répondre ! Et être prêts à répondre au premier moment ! ».³⁸

Soulignant que « les employeurs » avaient « plus d'un tour dans leur sac », le comité mettait les grévistes en garde contre les journaux, « menteurs bien connus », sans exception, et terminait par un coup de patte aux tracts ronéotypés largement anonymes des gens du P.C. :

« Attention au bulletin de grève. Il sera publié régulièrement et contiendra tous les tuyaux. Nous n'avons d'ailleurs pas peur, nous, de signer de notre nom nos informations ».³⁹

Le 25 juin, le *Pacific Shipper* dressait un bilan peu encourageant de son point de vue, cependant que le comité de grève commun décidait de

38. *Strike Bulletin* et brochure, Strike-1934-HQ.

39. *Ibidem*.

soumettre au sous-secrétaire d'Etat au Travail cinq « principes de base » : reconnaissance de tous les syndicats en grève, halls d'embauche de syndiqués, pas de discrimination contre les grévistes, arbitrage immédiat sur les horaires, les salaires et les conditions de travail. En fait, il était devenu la direction véritable du mouvement pour toute la côte ouest. Un délégué de Seattle et un de Portland, pour la S.U.P. étaient venus rejoindre les cinq délégués S.U.P. de San Francisco. Le 26 juin, le président Roosevelt intervint à nouveau officiellement dans le conflit en désignant une commission nationale d'arbitrage. Le même jour paraissait le premier numéro de *Strike Bulletin*, des marins, publié par Carl Lynch et Charles Quentin, un pompier. Il faisait état d'informations en provenance de New Orleans, où la M.W.I.U. avait divisé le front des grévistes par un appel au « front uni » des gens de mer, puis aidé à briser la grève. Il soulignait également que le San Francisco Labor Council avait adopté une résolution, reprise ensuite par la S.U.P., condamnant les tentatives des communistes pour s'emparer du mouvement maritime ; en particulier à travers la « prétendue M.W.I.U. ». Le 27 juin, les négociations commençaient pour une grève générale de la Baie. Furuseth, arrivé de Washington, y participait. La S.U.P. se prononça pour une grève générale au cas d'une tentative d'« ouvrir le port ». Le *Strike Bulletin* annonça que tous les piquets étaient fondus en une ligne unique, chaque piqueteur recevant trois repas au lieu de deux. Quatre « capitaines de quai » étaient mis en place de chaque côté du bâtiment du ferry. Les marins citaient le bulletin du comité de grève I.L.A. du 26 :

« Frères ! Nous sommes sur le chemin de la victoire ! Conservez notre unité et notre solidarité ! ».

Les marins répondaient :

« O.K., I.L.A. ! L'I.S.U. d'Amérique est avec vous à 100 % ! ».

Le bulletin des marins indiquait également que le tanker *Arizona*, de Texaco, avait quitté Portland deux jours auparavant, « six mitraillettes tenant en respect nos piquets sur le quai ».

Alors même que les marins se préparaient à l'affrontement, les frictions continuaient. Le bulletin des marins du 29 juin écrivait que la M.W.I.U. n'avait personne à San Pedro et seulement 25 à Portland. Il énumérait les cinq revendications que la M.W.I.U. accusait la S.U.P. de ne pas soutenir : « un accord de tous les syndicats en grève, pas de discrimination, abolition des halls des jaunes, création d'un hall d'embauche des marins contrôlé par des comités de marins démocratiquement élus à terre » et « comité commun de négociation ». Les marins soulignaient qu'ils étaient pleinement d'accord avec les trois premiers points et que le comité de négociation existait déjà. Ils concentraient leur feu sur le hall d'embauche contrôlé à terre. Ils voyaient là une menace bien connue

depuis les années 1880, le risque que le syndicat tombe aux mains de gens qui n'allaient pas sur la mer pour vivre. Ou bien la M.W.I.U. ne le comprenait pas ou bien elle le comprenait et pensait utiliser sa structure basée sur la terre ferme pour contrôler les marins normalement absents. La S.U.P. répondait :

« Nous ne reconnaitrons jamais un hall d'embauche administré par des paysans ou des mineurs de charbon ».

Dans la même veine, un éditorial du nouveau président du comité de grève indiquait que la M.W.I.U. ne nourrissait que 350 hommes par jour, en majorité monteurs-leveurs et non marins, tandis que la S.U.P. en nourrissait 1970.

En fait, précisément au moment où les grévistes avaient besoin d'une authentique unité devant la menace de réouverture du port, les gens du P.C. avaient poursuivi leurs entreprises de division. Le 28 juin, Sam C. Telford, le dirigeant de la M.W.I.U., avait télégraphié au bureau national des dockers à San Francisco :

« Au nom des deux mille travailleurs marins en grève, nous exigeons le droit de la Marine Workers Industrial Union de participer aux négociations actuelles pour régler cette grève ».

Scharrenberg se contenta de démentir : une attitude modérée si l'on considère les insultes que lui avaient adressées les gens du P.C. depuis sa critique, à la fin des années vingt, de la « patrie des ouvriers » russes. Comme Furuseth, il était devenu le « punching ball » de la M.W.I.U. qui les traitait tous les deux de « jaunes » et de « traîtres ». En fait, comme Larsen en rendait compte le 30 juin, c'était Scharrenberg, à la tête d'une délégation du comité de grève S.U.P., qui avait présenté les revendications au gouverneur de Californie Merriam, « assurant que la grève pouvait être terminée en 24 heures si les armateurs écoutaient la voix de la raison ». Le même jour, Lynch relevait qu'au comité de grève commun I.S.U., Furuseth avait déclaré qu'

« Il aimait la tournure que prenaient les choses, qu'il avait espéré cette grève et prié pour elle pendant très, très longtemps et qu'il avait été heureux qu'elle soit déclarée. Il était content que nous y soyions allés avec notre tête au lieu d'y avoir été entraînés par le bout du nez. Il attendait la victoire et disait que son opinion personnelle était que l'I.S.U. était en train de remonter ». ⁴⁰

Lynch concluait son rapport en indiquant qu'il y avait sur la côte 9018 grévistes de l'I.S.U., « ce chiffre grossissant d'heure en heure » (2495 grévistes enregistrés à San Pedro, 451 à Portland, 2368 à Seattle et 4604 à San Francisco). Le même jour, trois hommes du S.U.P. et deux du P.C.

40. Lynch, *Synopsis*, Strike-1934-HQ.

furent arrêtés à Portland pour avoir arrêté un camion-citerne de la Standard Oil. On apprit par la presse que les marins avaient été condamnés à trente jours de prison chacun, tandis que les militants du P.C. qui s'étaient contentés de parler, avaient été relaxés.

L'association des patrons avait fixé le jour J au lundi 2 juillet ; le dimanche fut calme malgré la tension. Les marins étaient occupés à la transformation de leur *Strike Bulletin* en un *Joint Marine Journal* quotidien tiré à 4 000, ainsi qu'à d'autres questions matérielles. L'octroi d'un troisième repas quotidien avait revivifié les lignes de piquet, mais c'était là un luxe coûteux, qui ne pouvait durer. A l'assemblée régulière du 2, les marins notèrent que le hall s'était trouvé vide à deux reprises mais qu'aucun camion n'avait essayé de traverser les lignes. 20 000 personnes, grévistes et sympathisants bloquaient l'Embarcadere de San Francisco. Les navires d'Alaska avaient été retenus à Seattle par les grévistes. Le syndicat avait expliqué la situation au maire Charles L. Smith :

« Il avait fait de grandes faveurs aux armateurs en mettant sur le quai des centaines de policiers armés pour faciliter l'introduction de briseurs de grève ; s'il voulait bien retirer cette armée privée du quai 40, la flotte d'Alaska pourrait reprendre le travail ». ⁴¹

A Portland, les marins débattaient de la question des pétroliers. Carter notait :

« Du fait que les compagnies pétrolières avaient eu une protection policière suffisante, nous avons été obligés de laisser les tankers seuls. Le rapport de forces pour nos piquets était de un contre cinq, mais nous changeons de tactique. Le maire avait dit que nous ne pourrions pas avoir plus de dix hommes en piquet à Linnton (zone du pétrole) mais [...] actuellement nous en avons 80 et nous avons bien l'intention de les y laisser, et au diable le maire Carson ! ». ⁴²

Dans son élan, le représentant des marins avait décrit le maire comme une « combinaison de Mussolini, Hitler et Staline ».

Le 3 juillet, le comité de grève commun de San Francisco prévint tous les syndicats A.F.L. que le chef de la police de San Francisco venait d'ordonner l'évacuation totale du front de mer :

« Les piquets de tous les syndicats en grève qui ont tenu solidement leurs lignes pendant huit semaines sont maintenant rejetés à plusieurs blocs des quais ». ⁴³

Il appelait les syndicats A.F.L. à désigner des délégués à une conférence prévue le samedi 7 juillet, afin de discuter et de préparer une grève

41. Gill, 2 juillet 1934, Strike-1934-HQ.

42. Carter, 2 juillet, *ibidem*.

43. SFJMSC, 3 juillet 1934, 1934-GSS-Berkeley.

générale dans la zone de la Baie, « rendue nécessaire par l'intention ouverte des employeurs de briser la grève par la force et l'effusion de sang ». Il demandait l'envoi au front de mer des syndiqués en chômage de toutes professions pour « être épaulé contre épaulé avec nos frères en lutte ».

Et puis, ce fut la guerre. L'historien Felix Reisenberg Jr, témoin des événements, raconte :

« La police avait chassé les piquets du côté Embarcadero du quai 38 le matin ensoleillé du 3 juillet. Des dockers armés de briques, de crampons de rails et de bâtons, avaient reflué lentement vers 1st Street où ils étaient massés en silence, tandis que les bruits parvenaient des docks. L'Industrial Association de San Francisco avait répondu aux requêtes des commerçants en organisation l'Atlas Trucking Cy. Ils se préparaient à briser la grève en ouvrant de force le port de San Francisco ». ⁴⁴

C'était la tactique déjà utilisée trois décennies auparavant dans la grande bataille de 1901. Reisenberg poursuit :

« Aux cris venant des quais, les grévistes proches de l'entrée répondaient : "Sortez, sales jaunes, venez, montrez-vous !" Un pavé vola par-dessus la foule et résonna contre une porte de tôle ondulée. Il y eut un coup de sifflet. Puis on aperçut une ouverture au-dessous de la barrière d'acier : elle se levait. Des cris sauvages noyèrent celui de la ruée d'un engin quand la porte se leva. La foule se rua en avant, lançant une nuée de projectiles sur le premier camion. Les matraques des policiers s'abattirent sur les têtes sans protection ; injures, cris et grondements montaient de la foule de ceux qui étaient matraqués. Dans un nuage de poussière, ils se battaient furieusement avec n'importe quoi, faute d'armes à feu, repoussant les forces de la loi. Des officiers de police hurlèrent de nouveaux ordres : un barrage de tir de grenades lacrymogènes brisa les rangs des grévistes, suffoquant, dressant le poing, lançant aux policiers les pires injures. Sur les bords, des voitures remplies de grévistes poursuivaient les camions d'Atlas, leurs banquettes garnies de marins, de dockers et de militants hurlant. Chassés par les gaz, de petits groupes explosèrent le long des rues Brannan, Townsend, King. Des conducteurs qui n'avaient pas l'insigne syndical furent arrachés de leurs sièges et rossés, les passants dans les rues adjacentes, interrogés avec rudesse. La paix revint temporairement vers cinq heures. Les blessés, après cette première journée de combat ouvert, s'élevaient à 25, dont 13 policiers ». ⁴⁵

A Portland, la police arrêta une trentaine de marins près du quai Linnton. La journée du lendemain fut comparativement tranquille à San Francisco. Les personnels du chemin de fer de ceinture se mirent en grève. Les tentatives pour leur trouver des remplaçants dans les grandes lignes ferroviaires échouèrent. Le gouverneur Merriam prit prétexte de la grève sur une ligne de chemin de fer appartenant à l'Etat pour envoyer la Garde nationale à San Francisco, mais avec vingt-quatre heures de délai.

44. Felix Reisenberg Jr, *Golden Gate*, 1940.

45. *Ibidem*.

Quand commença la matinée du 5 juillet, il y avait des centaines de piquets sur le front maritime de San Francisco entre les rues King et Mission. Des milliers de spectateurs étaient venus, alléchés par les titres des journaux. De nombreux piqueteurs portaient des armes à feu. Reisenberg raconte :

« Des groupes excités, jurant, passaient rapidement devant les quais silencieux, comme des nuages de tempête volant bas. Les hommes s'arrêtaient pour ramasser des briques et les autos des grévistes se hâtaient, transportant des stratèges ». ⁴⁶

Les policiers patrouillaient avec leurs masques à gaz, désormais familiers. A 8 heures, tout se déclencha quand un camion sortit du quai 38 et que la police commença à utiliser gaz et matraques contre les piquets. Tous les témoins sont d'accord : un cri s'éleva de la foule, les grévistes se jetèrent dans la mêlée.

C'était la guerre, de nouveau. Les wagons sur les rails de la ceinture furent incendiés. Des groupes de grévistes attaquaient les policiers qui continuaient à balancer les grenades lacrymogènes et leurs longues matraques brutales. On voyait de terribles blessures ; le sang coulait et une brume rouge semblait recouvrir le champ de bataille. On continuait à se battre dans la fumée des gaz lacrymogènes que les ambulances déchiraient en circulant le long d'Embarcadero. Les grévistes, enragés, étaient pourtant repoussés dans le bas de la ville. Les spectateurs prenaient la fuite. Depuis, ce jour est connu sous le nom de « jeudi sanglant ».

Les grévistes, fuyant gaz et matraques, couraient dans 1st Street et remontaient Rincon Hill où éclatèrent des combats plus acharnés encore. Les nappes de gaz obligèrent les grévistes à monter jusqu'en haut de la colline. Les combats firent rage jusqu'à midi où il y eut tout d'un coup un grand calme, comme une trêve, mais ils reprirent plus féroces encore dans l'après-midi. Il y eut encore plus d'incendies de voitures de transport près du quai 38, bien que la majorité des piquets se fussent massés dans la zone de Mission Street, près d'Embarcadero, à quelques blocs au nord.

Les gaz, les matraques et les balles de la police avaient atteint bien des spectateurs au même titre que les grévistes. Le ressentiment grandissait même chez les badauds. La police commença à prendre peur et tira une première fois en l'air. Tout changea de nouveau. Reisenberg écrit : « Des hurlements de protestation secouèrent toute la longueur du front de mer : « Ils nous tuent ! », « Ils tirent ! ». Sur Mission, à Steuart, la police abattit deux hommes. Un autre fut abattu à l'angle de la rue. Des deux premiers, l'un, un docker gréviste nommé Howard Sperry, fut tué, comme l'homme abattu au coin de la rue, un cuisinier communiste grec du

46. *Ibidem*.

nom de Nick Coundarakis, qui se faisait appeler Bordoise et avait travaillé pour la cuisine de secours de l'I.L.A. On n'oubliera pas ces hommes. Mais le combat continuait. Les employés fuyaient leurs bureaux, malades du carnage et du gaz. La nausée pliait les hommes en deux, laissant ici et là des flaques de vomis. Beaucoup, dans la foule, étaient couverts de poussière, de sueur et de sang, leurs vêtements en lambeaux.

Le gouverneur Merriam avait fait appel à la Garde et elle fit son apparition dans les rues en fin de soirée. A Portland, on s'était battu aussi. Au chemin de fer du réseau Seattle, Portland et Spokane, les grévistes avaient barré les rails en se couchant dessus et en prenant d'assaut les locomotives.

Cette nuit-là, Paul Nundstedt, chef de piquet du S.U.P. à San Francisco, fit un rapport sur ce qu'il avait personnellement vu et vécu dans la bagarre. A 8 heures, il était allé au quai 38, puis au 34, où les policiers bloquaient les travailleurs dans toutes les directions. Les marins essayèrent alors de se frayer un chemin vers 3rd Street, mais la police les refoula vers les quais 30 à 32. A 9 h 30, un inconnu avait essayé d'inciter les piquets à s'ouvrir une voie vers le quai 36, mais leur tentative avait été repoussée et ils avaient été rejetés jusqu'au bas de Main Street. A 9 h 45, la police lançait les grenades lacrymogènes. Les grévistes se cachaient derrière les camions de transport, avec les grenades qui pleuvaient tout autour. Rampant sur les voitures, ils réussirent pour la plupart à atteindre les rues Harrison et Main et recommencèrent à lancer des pierres. La police les arrosa de lacrymogènes, puis, à 10 h 30, chargea au coin des rues Rincon Hill et Harrison. La foule se replia vers Main et Folsom mais se heurta à des voitures de police qui descendaient Folsom Street portes ouvertes, prêtes au lancement des grenades. Repoussés vers le bas de Folsom et Main, les grévistes ont été de nouveau submergés par les gaz. Nundstedt a réussi à revenir à 11 heures au local du syndicat pour chercher des instructions.⁴⁷

Lynch ajoutait au rapport de Nundstedt un résumé rédigé vers 5 heures. Le combat continuait toujours, alors qu'on comptait entre 8 et 12 morts et 44 blessés. La police tirait directement sur la foule et utilisait beaucoup de gaz. Le comité de grève avait décidé des patrouilles sur le front de mer pendant la nuit pour empêcher heurts ou attentats. Lynch notait : « Tenter de tuer des policiers ne fera aucun bien à notre cause ». Entre temps, la cuisine d'aide du syndicat avait été noyée sous les gaz. Pas de bulletin de grève ce jour-là : « on n'avait pas le temps d'écrire ».

Le 6 juillet fut très calme à San Francisco. L'impact de la mort de Sperry et Coundarakis était énorme : malgré la couverture hostile de la

47. Paul Nundstedt & Carl Lynch « Hour by Hour Report of the Battle », 5 juillet 1934, Strike-1934-HQ.

presse quotidienne, le gros de l'opinion publique était maintenant fermement du côté des grévistes. La grève générale n'était plus seulement une protestation contre l'appel à la Garde Nationale, mais un nécessaire hommage aux hommes abattus par la police. Surtout, on considérait que la grève générale pouvait obliger les employeurs à céder.

Ecrivant le 6 juillet à Carter, Larsen commente en ces termes le « jeudi sanglant » :

« Hier, c'était pourtant le pire ; une vraie guerre avec deux morts et pas mal de blessés, la plupart graves. Ce fut un changement de tactique complet de la part de ceux qui ont juré de défendre la loi et l'ordre : il semble que ce ne soit valable que dans un sens unique et pour une seule classe.⁴⁸

Le 7 juillet parut dans le *Joint Marine Journal* un éditorial intitulé « Unité » :

« Grévistes. Vous avez livré une splendide bataille en défense de vos droits et, depuis cette bataille, l'impression générale est que la grève a gagné. Nos adversaires ont essayé de diviser l'I.L.A. en attaquant dans la presse certains de ses dirigeants. Ils ont échoué. Aussi ont-ils recommencé dans l'I.S.U. où ils travaillent pourtant un peu différemment. [...] *Allez-vous vous laisser prendre ? Allez-vous abandonner maintenant, après ce splendide combat ?* ».

Le même numéro décrivait dans un autre article « l'étrange ouverture » du port de San Francisco :

« La Garde Nationale est là, avec les baïonnettes au canon devant chaque quai [...] avec des mitrailleuses sur les ponts, sur les toits et partout où l'on peut surveiller. Les piquets sont ensermés dans un anneau d'acier [...], une demi-douzaine de camions font des courses rapides d'un quai à un magasin trois dépôts plus loin [...] et c'est alors que l'Industrial Association a l'aplomb d'annoncer avec plaisir que le port de San Francisco est de nouveau ouvert au commerce [...]. Ce serait comique si ce n'était pas aussi sérieux [...] ni aussi stupide [...]. Deux de nos camarades, qui s'étaient engagés dans le combat contre ces conditions ignobles [...] sont morts. D'autres agonisent. [...] Beaucoup sont mutilés. [...] Ils ne se battent plus ».

Le journal des marins appelait à l'enterrement de Sperry et Coundarakis, demandant aux anciens combattants de venir en uniforme le lundi 9. A San Francisco, dans l'après-midi du 7, une assemblée nombreuse écouta à Eagle's Hall des rapports des syndicats de la Baie sur les conditions de la grève générale. A Portland, il y avait eu « une certaine excitation » le matin, car les employeurs avaient voulu faire rouler des trains, alors que les rails avaient été huilés sur plusieurs centaines de mètres. La police chargea les piquets, puis renonça. Le comité de grève rapporte :

48. Larsen, 6 juillet 1934, Portland-1934-HQ.

« Les gars ont repris ici un vieux passe-temps de leur enfance, les lance-pierres et, si l'on en juge par l'aspect des fenêtres de la cabine de la vedette de la police, ils sont en train de devenir très adroits ». ⁴⁹

Les syndicats A.F.L. de Portland avaient prévu une réunion le 9 pour décider la grève générale.

L'enterrement de Sperry et Counderakis, le matin du 9 juillet, fut l'une des manifestations publiques les plus dramatiques jamais vécues à San Francisco. Les syndicats avaient demandé le silence dans le défilé et proscrit toute banderole: seuls les drapeaux syndicaux étaient autorisés. Les grévistes appelèrent pourtant à la marche le Spartacus Club, groupe communiste de langue grecque dont Counderakis était membre. Selon Carl Lynch, le passage des marcheurs durait plus d'une heure et il les évalue à 25 000. Lors de l'assemblée du S.U.P., le rapport note à sa façon laconique:

« Au cours des bagarres provoquées jeudi par la police en armes de San Francisco, deux hommes ont été tués et de nombreux autres blessés et gazés, dont nombre des nôtres. Un des tués était gréviste et membre de l'I.L.A. et l'autre membre du syndicat des cuisiniers et valets. L'enterrement a eu lieu aujourd'hui et fut impressionnant, plus que tout autre événement de ce type jamais vu à San Francisco. Quand le cortège remonta Market Street, il était entièrement sous la responsabilité des grévistes eux-mêmes, aucun policier n'étant visible nulle part sur son itinéraire ». ⁵⁰

La question de la M.W.I.U. revint au premier plan dès la fin des combats de rue. Le jour de l'enterrement, dix militants S.U.P. avaient mis en circulation une lettre ouverte dans laquelle ils réclamaient la suspension de Caves. Pourtant cette initiative ne venait pas au bon moment. Le 10 juillet en effet, une assemblée tumultueuse de plus de 1 500 marins révéla l'existence au sein du syndicat de dissensions fondamentales, infiniment plus importantes que les problèmes introduits de l'extérieur par la M.W.I.U. mais susceptibles de se combiner avec eux.

La direction du syndicat devait rendre compte des possibilités de règlement. Dans le cours de la négociation, Paul Scharrenberg avait indiqué que son syndicat accepterait l'arbitrage sur ses revendications « à la condition qu'on soit également arrivé à un accord avec les autres syndicats concernés ». C'est sur cette base qu'il avait élaboré un projet de règlement en cinq points: reconnaissance des syndicats I.S.U. comme représentant les travailleurs et vote immédiat pour trancher la représentativité; abolition des « halls des jaunes » et de toute discrimination contre les grévistes; négociation d'une convention collective après la reprise du

49. Portland Branch Strike Committee (S.U.P.), Strike-1934-HQ.

50. HQ Minutes, 9 juillet 1934, Strike-1934-HQ.

travail; décision d'arbitrage si aucun accord n'était intervenu après trente jours; effet de rétroactivité pour les augmentations de salaire au premier jour après la grève. Le rapport à l'assemblée du 10 juillet présenta ces cinq points en y ajoutant la revendication de 75 dollars par mois et de la journée de travail de 8 heures. ⁵¹ Il fut fort mal accueilli, l'assemblée manifestant beaucoup de méfiance à l'égard de leurs dirigeants, et les militants du P.C. cherchant à capitaliser ce sentiment parfaitement sain. Interpellant la tribune de leur place, les syndiqués contestaient les méthodes qui avaient servi à élaborer les revendications, se plaignaient des sanctions qui avaient frappé Caves et critiquaient la présence aux négociations d'un permanent de l'I.S.U. représentant le syndicat des travailleurs des ferries. On remit à plusieurs reprises sur le tapis l'affaire Caves en accusant un fonctionnement anti-démocratique. On accusa les dirigeants de frauder dans les élections et d'exclure la base des décisions importantes. L'état d'esprit des grévistes était à ce point d'excitation qu'ils étaient incontestablement prêts à écarter leurs dirigeants sans se préoccuper de savoir qui ils allaient mettre à leur place.

Furuseth sauva la situation. Parlant avec beaucoup d'émotion, il rappela les luttes passées et attaqua avec une grande énergie l'institution du « hall des jaunes » dont la suppression lui paraissait la condition de tout accord. Il s'opposa également à tout arbitrage sur les salaires ou sur les horaires et conclut:

« Ma conviction est qu'il faut obliger l'Industrial Association et les armateurs à reculer. Il nous faut nous en tenir à nos revendications de base du moment, pour gagner maintenant ». ⁵²

Ces amendements insérés dans le texte Scharrenberg ramenèrent le calme et la réunion se termina dans l'unanimité.

Dès le lendemain cependant, des pétitions dactylographiées commencèrent à circuler parmi les grévistes, exigeant le désaveu de Scharrenberg et Furuseth et leur remplacement par ... Caves. Le même jour, le rédacteur en chef-adjoint du *Joint Marine Journal*, Charles Quentin, fut arrêté en diffusant le journal. Il se trouva pourtant un juge, J. Steiger, pour refuser de le poursuivre, indiquant « qu'il pensait que nous avions encore la liberté de la presse et qu'il était bien content que les travailleurs aient encore quelques droits ». Le journal des marins, reprenant le thème central de l'intervention de Furuseth, martelait la revendication « principale » des grévistes, « l'abolition de l'infâme hall des jaunes » et de « tous les bureaux d'embauche des employeurs ». La F.L. de Californie, de son côté, invitait à verser de l'argent pour aider les grévistes, affirmant que

51. P. Scharrenberg, Meeting of the Blue Strike Card Men... 10 juillet 1934, Strike-1934-HQ.

52. *Ibidem.*

les syndicats devaient « venir au secours des hommes qui ont arboré le drapeau dans ce grand conflit entre la richesse et le New Deal ».

Le 12 juillet, on apprit le rejet des propositions Scharrenberg amendées soumises au vote des syndicats: 1558 pour, 1980 contre, 34 avaient voté nul. Le lendemain, le Labor Council de San Francisco avait invité tous les syndicats affiliés à une réunion qui devait étudier les modalités du soutien aux grévistes. Aucune décision ne fut prise, mais chaque syndicat désigna des représentants pour un comité éventuel. Finalement la grève générale commença le 16 juillet. L'hystérique « chasse aux Rouges » dans la presse était passée au niveau supérieur: il s'agissait d'épouvanter les secteurs de l'opinion publique les moins informés, mais l'opération servait au P.C. qui voyait sa crédibilité augmenter dans les rangs des grévistes, y compris en accréditant à travers la presse les calomnies qu'il lançait contre les Scharrenberg, Larsen et Furuseth qu'il accusait toujours de « vendre la grève ». Pourtant, le 17, Gardes nationaux et policiers de San Francisco effectuèrent une spectaculaire descente dans le local de la M.W.I.U., postant une mitrailleuse en face de l'entrée: initiative à double tranchant, manifestant la fermeté contre les « Rouges », mais révélant aussi le caractère fictif de leur « rôle dirigeant »: on a peine à imaginer le bain de sang qui se serait produit si les « forces de l'ordre » avaient tenté semblable opération contre la véritable direction de la grève, I.L.A. ou S.U.P. Les « vigilantes » savaient ce qu'ils faisaient: ils trouvèrent la plupart des locaux en question, y compris celui du *Western Worker* complètement vides, car leurs responsables, douloureusement conscients de leur force réelle, avaient sagement décidé de les évacuer d'avance.

Quentin résumait le point de vue de la direction S.U.P.:

« Nous nous battons pour des conditions de vie décentes et le droit à la liberté et à la poursuite du bonheur. Nos adversaires sont les armateurs et la San Francisco Industrial Association. Nous ne nous battons pas contre d'innocentes femmes et de petits enfants! Une grève générale est un remède désespéré et elle peut facilement nous conduire à une terreur imprévue, la misère et les privations. Elle est conçue comme une protestation de masse gigantesque de tout le monde ouvrier contre des accusations injustes. Ne nous laissons pas emporter par notre enthousiasme ou notre amertume jusqu'à nuire à l'innocent. Une grève générale est dirigée contre les intérêts capitalistes [...] et pas contre nos frères des classes ouvrières [...]. N'oubliez jamais que vous faites *ce que vous pensez!* ».⁵³

Parmi les salariés qui n'étaient pas en grève se trouvaient les livreurs du chemin de fer municipal de San Francisco et le personnel récemment embauché de la ligne de ceinture, régis par des conventions qui excluaient la grève. Les cheminots des grandes lignes avaient continué le travail malgré un appel du comité de grève à la solidarité, arguant que « les

53. Editorial du *Joint Marine Journal*, 17 juillet 1934.

grévistes de Toledo, Milwaukee et Minneapolis avaient arraché leurs revendications avec la menace de grève générale ». 19 restaurants étaient autorisés à fonctionner en ville et le lait et le ravitaillement des hôpitaux étaient assurés par décision des grévistes.

Dès le 18 juillet cependant les indices se multipliaient d'une fin proche de la grève générale. Ce jour-là, Lynch écrivait:

« Il semble que notre grève générale soit en train de se dissoudre sous nos pieds: les dirigeants du Central Labor Council ont adopté une résolution qui nous conseille de soumettre à un arbitrage toutes nos divergences avec les armateurs. Ce qui montre ce qui arrive quand on laisse quelqu'un s'occuper de vos affaires. Notre expérience pendant cette grève générale a été que nous n'avions plus rien à dire. Maintenant, ce sont d'autres syndicats qui mènent la grève et les conservateurs, avec la puissance de leur vote, ont l'air de vouloir nous obliger à reprendre le travail tout de suite ».⁵⁴

La grève générale fut rapportée le 19 juillet. Depuis deux jours, les camionneurs avaient recommencé à charger et décharger sur les docks, alors qu'aucun bateau n'arrivait ni ne partait. Lynch, très amer de ce comportement, ne dissimula pas qu'il s'attendait à quelque chose de semblable de la part de l'I.L.A. Le syndicat des marins cherchait avant tout à maintenir son pouvoir de décision propre et à refuser d'être lié par toute décision autre que celle de ses organismes propres: les syndicats des pompiers et des stewards l'approuvèrent. Lynch notait dans son rapport:

« Il vient d'arriver ici un comité de cinq dockers envoyés par le comité de grève du Nord-Ouest. Il semble que les gars de ce coin ne reçoivent plus rien de San Francisco. Si les dockers décident de revenir au travail avant nous, nous ne pourrions pas les arrêter ».⁵⁵

Les dockers décidèrent en effet la reprise du travail le 25 juillet par 6388 voix contre 1471. Les marins étaient désormais seuls. William Crocker, le fameux banquier de San Francisco, écrivait:

« Cette grève est la meilleure chose qui se soit jamais produite à San Francisco. Il est vrai qu'elle nous coûte de l'argent: nous avons perdu des millions sur le front de mer au cours des derniers mois. Mais c'est un bon, un excellent investissement. Elle est en train de régler le problème ouvrier pour des années, pour toujours peut-être. [...] Quand les gars auront été ramenés à leur travail, on n'aura plus à se tracasser pour eux. Ils auront compris la leçon. Le mouvement ouvrier est écrasé ».⁵⁶

Pourtant, citant Crocker, dans un discours à San Pedro, le « vieux » Furuseth s'écriait:

54. Lynch, 18 juillet 1934, *Strike-1934-HQ*.

55. Lynch, 19 juillet 1934, *Ibidem*.

56. Cité par Furuseth, *Speech before the I.S.U.*, 27 juillet 1934, 1934-GSS-Berkeley.

« Non, tout n'est pas fini ! Je sais que ce n'est pas fini si vous êtes des hommes ! ». ⁵⁷

Les grévistes l'acclamèrent. Le même scénario se reproduisit le 26 à San Francisco dans une assemblée de 2000 personnes. Le matin, le *Joint Marine Journal* avait été clair :

« Nous n'avons pas fait grève par sympathie pour les dockers. Nous avons fait grève indépendamment et pour nos revendications à nous. Nombre d'entre vous semblent penser que nous étions dans une grève de solidarité et que, si les dockers retournaient au travail, nous devrions y retourner aussi. Abandonnez *tout de suite* cette idée ! ». ⁵⁸

La grève se décomposait, mais les dirigeants des dockers étaient mécontents de la lenteur de sa conclusion. Le 28 juillet, à une réunion du comité commun, les délégués de l'I.L.A. demandèrent à ceux du S.U.P. d'appeler à la reprise. Le 29 juillet, appelé à une assemblée de marins, un docker de Tacoma, permanent de l'I.L.A. assura que la grève avait été un échec, que les dockers seraient obligés d'accepter l'arbitrage même sur la question du hall des jaunes. Il plaidait avec éloquence :

« La reprise des camionneurs a affaibli notre position. [...] Nous ne pensons pas que la grève soit terminée. Elle a juste commencé. Ce n'est qu'une trêve. Les armateurs ont eu avec eux tous les capitalistes ; c'est un combat entre le travail et le capital ». ⁵⁹

Mais il préconisait ensuite la « retraite ». Harry Bridges prit la parole après lui :

« Je pense que les dockers sont prêts à s'arrêter demain. Je ne pense pas que cela durera. Ils en ont assez. Ils ont une famille à nourrir. Ils sont découragés par le retour au travail des camionneurs. Ils n'ont pas été assez soutenus. Je suis en désaccord avec nos responsables pour des tas de choses qu'ils ont faites. Mais là-dessus, je suis d'accord. Je pense qu'ils ont raison et mon propre jugement me dit qu'ils ont raison ». ⁶⁰

Après le départ des délégués des dockers, Furuseth prit la parole pour un réquisitoire contre l'institution du hall des jaunes dont il considérait la suppression comme la condition préalable de tout accord. Aux acclamations enthousiastes des grévistes, il proposa de brûler spectaculairement tous les carnets du hall des jaunes : « Brûlons-les, brûlons-les, brûlons tout ça ! ». Ce fut chose faite le 31 à midi dans une « cérémonie » qui attira l'attention du pays tout entier. On érigea une croix pour marquer la tombe de l'institution abhorrée et on décida de reprendre le travail.

57. Discours de Furuseth à San Pedro, *ibidem*.

58. *Joint Marine Journal*, 26 juillet 1934.

59. Intervention de Morris, Unsigned stenographic Report, Meeting, San Francisco, 29 juillet 1934, Strike-1934-HQ.

60. *Ibidem*.

Lendemain de grève

La lutte était à peine achevée pour le S.U.P. qu'il eut à faire face à la bataille de la représentation dans laquelle il affrontait le M.W.I.U. et un énorme appareil de mensonges, de calomnies et d'injures — et la légende maintenant mondialement répandue, notamment par les soins d'*Inprekorr* selon laquelle la M.W.I.U. avait fait la grève et contraint la S.U.P. à s'y engager pour la saboter. Les trotskystes de la C.L.A., auréolés de leur victoire à Minneapolis, avaient une attitude bien différente. Ils diffusèrent un tract : « Ne placez aucune confiance dans les bureaux de médiation, l'arbitrage et les commissions ! Ne faites confiance qu'à votre force unie à vous — et employez-la ! ». Les I.W.W. à travers leur organisation de marins, la M.T.W., avaient salué la grève « comme une des plus grandes de tous les temps dans l'« industrie maritime ». Ils étaient fiers de la solidarité qu'ils avaient suscitée parmi les marins du Golfe et dénonçaient le rôle de « jaunes » qu'avaient joué là les gens de la M.W.I.U.

Sur le plan national, les nouvelles étaient contradictoires. Fin août, la grève de Minneapolis avait pris fin avec la victoire des chauffeurs de camions et des magasiniers qui avaient eu deux morts le 20 juillet, puis subi la loi martiale. En août, un congrès national de l'United Textile Workers avait décidé une grève dans le pays pour le début septembre. Il y avait des affrontements entre police et grévistes du textile un peu partout, au moins une dizaine de morts, des centaines de blessés. La grève s'était terminée le 24 septembre sur des promesses du gouvernement fédéral. Il y avait aussi une vague de grèves dans l'agriculture.

L'esprit militant se maintenait parmi les marins. En septembre, Carl Lynch et Fred (Shanghai) Brown commencèrent la publication de l'hebdomadaire *Pacific Seaman*, « un journal bien gréé — pour les hommes des vapeurs ». Le 20 septembre une grève non-officielle sur trois bateaux, avec le soutien des dockers et chauffeurs de taxi, obtint le renvoi de 17 jaunes du *President Taft*. La M.W.I.U. dénonçait la « frime et l'hypocrisie » qu'il y avait à voter pour déterminer le syndicat qui représenterait les marins : souhaitait-elle une décision du « gouvernement » à Washington à défaut de Moscou ? Les résultats du vote le 22 octobre furent conformes aux espoirs de la S.U.P. : ils l'emportaient partout, sauf dans la flotte de la Standard Oil où la division syndicale mettait en tête le syndicat-maison.

Pourtant, bien des jeunes éveillés à la lutte par le grand mouvement sur la côte ouest se tournaient vers le parti communiste et ses organisations, présentés par la presse comme les « ennemis n° 1 » de... leurs ennemis. La même opération recommença avec l'insurrection des Asturies en octobre, dirigée comme on sait par une Alliance ouvrière que le P.C.E. rallia à la toute dernière seconde, mais que la presse mondiale et américaine présenta comme inspirée par « Moscou ». En fait, les ouvriers des Asturies étaient clairement influencés par les événements de février à

Vienne, leur refus du fascisme et aussi l'exemple exaltant de San Francisco que *La Batalla* de Barcelone avait décrit comme « la grève la plus impressionnante de l'histoire des Etats-Unis, une grève qui a inquiété les capitalistes du monde entier ». On peut se demander pourquoi les P.C. ont alors attiré tant de jeunes militants et réussi à accrédi-ter la légende de leur « rôle dirigeant ». La réponse est complexe. La majorité des nouveaux venus à l'action étaient des jeunes, naturellement hostiles sur le plan des générations aux vieux qui animaient des organisations jusque là peu combattives, et ils n'avaient ni expérience, ni formation. Mais la véritable raison se trouve en fait dans le tournant opéré au cours de l'année par les partis communistes du monde : ils avaient commencé 1934 en condamnant violemment tous leurs adversaires à l'intérieur du mouvement ouvrier comme des « social-fascistes ». Mais à travers la grève des dockers puis l'insurrection des Asturies, ils ont commencé à mener une politique double, combinant les alliances (comme avec les dockers autour de Bridges) et les attaques destructives (comme avec le S.U.P. qui les tenait à l'écart). L'U.R.S.S. avait commencé à sentir le danger allemand et s'orientait vers une politique de soutien public à certains éléments de la gauche non communiste, les Fronts populaires. Bien des militants, et surtout les jeunes y voyaient une conversion à une politique d'unité de la classe ouvrière qui leur paraissait nécessaire...

En octobre et novembre arrivèrent d'importantes nouvelles. D'abord la décision du N.L.B., son arbitrage pour les dockers : la journée de 6 heures et la semaine de 30, avec l'administration en commun syndicat (I.L.A.) — employeurs des bureaux d'embauche. Les marins reçurent en janvier un « arbitrage » du même type. En fait, tout le monde avait considéré l'arbitrage comme une solution temporaire : le nouvel état d'esprit militant, lui, était tout sauf temporaire. A la mi-décembre, les marins de Seattle débattent de l'aide concrète qu'ils ont le devoir d'apporter aux grévistes des mines de Juneau dans l'Alaska.

L'année 1934 vit d'autres événements importants que nous avons laissés jusqu'à présent hors de notre horizon. Bruno Hauptmann, kidnapeur présumé du bébé Lindbergh, fut arrêté, le bandit John Dillinger tué par les G-men, une terrible sécheresse frappa l'agriculture américaine, le monde s'émerveilla de la naissance des quintuplés Dionne, l'empire financier de Samuel Insull s'effondra, Dizzy et Daffy Dean gagnèrent les séries mondiales contre Detroit pour St-Louis. Les démocrates dirigés par F.D.R. aiguisèrent leur tranchant politique à l'échelle nationale dans une année sans élections présidentielles. Le roi de Yougoslavie Alexandre 1er fut assassiné en France devant la presse et les caméras des actualités cinématographiques. En octobre, sans que le fait soit mentionné dans la presse mondiale, dans l'arrière-pays chinois, une « armée rouge » dont la situation était devenue impossible à cause de ses « conseillers » étrangers, commença à partir de son ancien bastion du Jiangxi ce qu'on devait

appeler la « Longue Marche ». Pourtant, tout au long de l'année, c'est la radicalisation du mouvement ouvrier qui se trouva au centre de l'attention. On pourrait mentionner par exemple pour le mois de juillet, outre la magnifique lutte que nous avons essayé de raconter, la grève des autobus urbains de Milwaukee qui était devenue presque une grève générale, ou le débrayage des 6000 travailleurs des mines et fonderies de Butte dans le Montana. A l'échelle internationale, en août, à Costa-Rica, une grève bananière de masse a bouleversé l'Amérique Centrale et toutes les Caraïbes ; les émeutes des ouvriers chrétiens soutenus par les syndicalistes de la construction ont secoué à Amsterdam en Hollande le quartier de Jordaan, les manifestants incendiant plusieurs ponts et semant des clous dans les rues pour arrêter les policiers à moto.

L'action menée par les travailleurs de la côte ouest est restée sur le plan de l'Histoire aussi importante qu'elle paraissait l'être à l'époque. Tous les témoins s'accordent pour reconnaître qu'elle fut en fait l'expérience de pointe, la crête d'une puissante vague qui souleva le monde.

Pierre Broué

1934 : les « Léninistes » du P.S.O.E.

Lorsque s'ouvre le 19 avril à la Maison du Peuple de Madrid le V^e congrès de la Fédération nationale des Jeunesses socialistes d'Espagne, l'observateur étranger peut légitimement se demander si l'on n'est pas en train d'assister à une répétition en terre ibérique de l'époque de 1920-1921 où la S.F.I.O. française et l'U.S.P.D. allemand passaient, avec armes et bagages et des centaines de milliers de membres à la cause de la révolution mondiale et à l'Internationale communiste. Le journal des J.S., *Renovación*, qui reparait la veille du congrès, proclame l'approche inéluctable de la guerre civile et conclut son salut aux congressistes : « Vive l'insurrection armée du prolétariat ! Vive la Révolution sociale ! ». Dans les mêmes colonnes, le dirigeant sortant Rafael Castro assure qu'il « vote contre » une IV^e Internationale. Dès les premières minutes du congrès, on adopte des télégrammes que l'on adresse au gouvernement français ainsi qu'au *Populaire* protestant contre « la persécution systématique dont est l'objet le camarade Trotsky » pour lequel d'ailleurs *El Socialista* du 20 avril réclame en première page le droit d'asile.

Ce spectaculaire congrès n'est qu'une étape dans un développement ouvert aux yeux du grand public par le tournant politique du dirigeant incontesté du P.S.O.E. Francisco Largo Caballero, tel qu'il l'a proclamé le 14 janvier 1934 devant les travailleurs de l'imprimerie :

« Il n'y aura aucune émancipation tant que le pouvoir restera aux mains de la bourgeoisie. Et pour réaliser cette transformation, il faudra le lui arracher. [...] Il faut préparer les masses à la révolution, spirituellement, mais aussi matériellement. La classe ouvrière doit comprendre que ce n'est pas avec des discours qu'on transformera la société capitaliste ». ¹

C'est au combat « classe contre classe » que le vieux tribun appelle ses camarades :

1. F. Largo Caballero, *Discursos a los Trabajadores*, rééd., p. 158.

« Les ouvriers espagnols sont assiégés, sans espoir que d'autres forces viennent à leur aide ou qu'une brèche s'ouvre dans les rangs des assaillants. Parmi ceux qui nous assiègent se trouvent aussi les républicains. [...] Il ne s'agit pas d'une lutte entre quelques patrons et quelques ouvriers isolés. C'est la classe capitaliste, d'accord avec ses partis politiques, qui tente de nous détruire. Nous devons nous en convaincre et nous préparer pour nous battre et pour vaincre ». ²

Simple effets de tribune ? Démagogie pour enflammer les auditoires ? Le congrès des Jeunesses démontre déjà que ce n'est pas si simple. Le plus féroce des critiques contemporains de Largo Caballero, Mario de Coca, auteur de *Anti-Caballero*, parle d'une « avalanche rouge » ³ chez les ouvriers, mentionne « les signes bolcheviques qui étaient devenus le mot d'ordre unanime de l'immense majorité du prolétariat socialiste » et affirme qu'« au printemps de 1934 tout le prolétariat espagnol était dévoué corps et âme à l'esprit dynamique de la révolution » en reconnaissant qu'il y avait là « déjà une force en marche, un esprit avec sa vitalité propre que personne n'aurait pu retenir ». ⁴

Le présent article se propose d'éclairer le groupe des hommes qui ont voulu être en 1934 les interprètes de ce puissant mouvement de masses en même temps que ses dirigeants, et de préciser dans la mesure du possible sa « politique révolutionnaire » de 1934 dans la marche à cette insurrection d'octobre qui allait être à la fois un terrible fiasco et un germe d'avenir.

Le « noyau »

L'histoire, les intéressés et leurs adversaires ont attaché à ces hommes l'étiquette de « léninistes » et parfois de « bolchevisateurs ». Le paradoxe est qu'aucun de ses hommes n'a véritablement de lien avec la tradition bolchevique, ceux qui ont été les contemporains de la révolution de 1917 ayant été des adversaires conscients de Lénine et les autres étant à l'époque beaucoup trop jeunes pour s'être rattachés à son courant international.

Francisco Largo Caballero, porte-parole et patron du courant « bolchevisateur » est surnommé à l'époque le « Lénine espagnol ». Il n'a pourtant absolument rien du théoricien du bolchevisme. Cet ouvrier plâtrier — qui a déjà 65 ans en 1934 — n'est pas un homme instruit : il n'a appris à lire qu'à l'âge adulte, dans le cadre de ses activités militantes précisées. Conseiller municipal à Madrid à partir de 1905, permanent syndical, membre de la direction de l'U.G.T., il a été, en tant que membre du comité de grève en 1917, condamné par un tribunal militaire à la réclusion perpétuelle, mais libéré l'année suivante avec son élection aux Cortes

2. *Ibidem*, p. 177.

3. G. Mario de Coca, *Anti-Caballero, una critica marxista de la bolchevización del Partido Socialista Obrero Español*, p. 98.

4. *Ibidem*, p.103.

comme député du P.S.O.E. Sous la dictature de Primo de Rivera, il a été membre du Conseil d'Etat et a joué le jeu de l'arbitrage et des institutions de la dictature avec le ferme dessein de développer son organisation. Sous la République, il a été ministre du Travail dans les gouvernements républicains-socialistes. C'est dans cette dernière expérience qu'il a sans doute puisé les premiers arguments pour son spectaculaire retournement qui se manifeste depuis le milieu de 1933, en particulier depuis son discours devant l'Ecole d'été des Jeunesses socialistes où il avait été invité au dernier moment.⁵ Disciple de Pablo Iglesias,⁶ ce n'est ni un organisateur, ni un débateur, ni un grand orateur, mais les travailleurs se reconnaissent dans cet homme calme, sincère, dévoué et travailleur.

Quelques-uns de ses proches collaborateurs sont à son image des militants ouvriers solides et peu phraseurs, l'ouvrier du bâtiment Anastasio de Gracia, 44 ans, les métallos Enrique de Francisco, 36 ans, et Pascual Tomas, le typographe Wenceslao Carrillo et bien d'autres. Mais il a aussi un *brain-trust* d'intellectuels : Luis Araquistáin, qui a 50 ans, n'a jamais joué un rôle important de premier plan dans la vie politique, a vécu en Allemagne, où la République avait fait de lui un ambassadeur, la montée de Hitler et sa victoire sans combat.⁷ C'est dans une conférence organisée par les J.S. le 29 octobre 1933 qu'Araquistáin, parlant de l'«écroulement du socialisme allemand», a exprimé avec éclat le sentiment de beaucoup de militants sur la responsabilité des socialistes allemands dans cette catastrophe historique.⁸ Collaborateur de Largo Caballero, cet intellectuel espagnol classique est arrivé avec lui et sans doute un peu avant à la conviction que les socialistes espagnols devraient prendre le pouvoir ou disparaître comme leurs frères d'armes allemands. Son beau-frère, Julio 'Alvarez del Vayo, 43 ans, journaliste international et lui aussi diplomate expérimenté, l'ancien militant catholique et nationaliste basque, l'excellent journaliste Carlos de Baráibar, sont les autres personnages de ce groupe de conseillers aussi brillants que cosmopolites et peu familiers du mouvement des masses qu'ils n'ont jamais vues que de haut et de loin.

Le dernier cercle de l'entourage de Largo Caballero est formé par des militants de la jeune génération, dont certains sont issus de l'U.G.T. où ils occupent d'importantes responsabilités et dont d'autres ont été tout simplement nourris dans le sérail des Jeunesses, devenues depuis l'été 1933 le point d'appui le plus enthousiaste du vieux chef. L'ouvrier des transports Carlos Hernández Zancajo, 32 ans, jeune président du syndicat

5. F. Largo Caballero, *op. cit.* pp. 27-31.

6. Pablo Iglesias (1850-1925), ouvrier typographe, fondateur du P.S.O.E. et directeur d'*El Socialista* fut aussi président de l'U.G.T. Il est le père reconnu du socialisme espagnol.

7. Marta Bizcarrondo, *Araquistáin y la Crisis Socialista en la IIa Republica. Leviatán*, 1975, est ici l'ouvrage de référence indispensable.

8. Voir aussi son article dans *El Socialista*, 28 janvier 1934.

des ouvriers des transports, adversaire juré du syndicat «réformiste» des cheminots, l'employé de banque Amaro del Rosal, un Asturien de 30 ans qui vit à Madrid, l'instituteur de Pampelune Ricardo Zabalza, constituent la première couche. De tout jeunes arrivent cette année-là aussi, les étudiants José Laín Entralgo, 24 ans et Segundo Serrano Poncela, 22, avec le fils de Wenceslao Carrillo, qui n'a jamais été autre chose qu'un militant politique, le jeune Santiago, 18 ans, qui s'est fait les griffes avec l'hebdomadaire des J.S. *Renovación*, qu'il a dirigé de fait pendant plus d'un an et situé nettement «à gauche».

Le projet d'insurrection

La période de l'histoire espagnole connue sous le nom de *bienio negro* (les deux années noires) a commencé par une défaite électorale du P.S.O.E. Mais une de ces défaites qui laissent un goût d'amertume et ne prédisposent pas à la résignation : les socialistes ont recueilli plus d'un million et demi de voix et obtenu deux fois moins de députés que les radicaux qui ont eu deux fois moins de voix. La fraude, la corruption, la menace, les violences ont faussé les résultats. Ce ressentiment, le sentiment d'avoir été floués s'ajoutent à la colère que provoque la volonté de la réaction d'utiliser sa victoire.

Le candidat à la dictature et à l'Etat national corporatif qui dirige la coalition des droites, la CEDA, a conscience, de son côté, de la précarité du résultat électoral. Convaincu qu'un gouvernement de la droite alliée au centre — l'unique solution qui ne comporte pas un appel quelconque à la gauche — provoquerait un rassemblement général contre elle, il se prononce pour un gouvernement du centre soutenu par les députés de la CEDA. Il expose le 19 décembre 1933 ce qu'il attend d'un tel gouvernement radical afin de pouvoir le soutenir : l'amnistie des militaires soulevés en 1932, la révision des lois sur la religion, la remise en question des lois de réforme agraire et surtout la suspension de l'application des lois sociales dans les campagnes. Il ne dissimule cependant pas qu'il s'agit pour lui seulement d'une étape transitoire et que, le moment venu, son parti réclamera le pouvoir qui lui revient, révisera la constitution et appliquera intégralement son programme.

C'est dans ces conditions que les dirigeants du P.S.O.E., parfaitement convaincus que Gil Robles se préparait en effet à prendre le pouvoir et à détruire le contenu «progressiste» de la République qui était leur œuvre, jouèrent la carte de la pression sur les éléments modérés du camp de l'ennemi de classe et notamment le président de la République Alcalá Zamora en brandissant la menace révolutionnaire qu'accréditait la combativité renouvelée de leur base. Ainsi que l'écrit Paul Preston, «la menace de la révolution avait le double objectif d'obliger Lerroux et Gil Robles à

réfléchir deux fois avant de réaliser leurs plans et à persuader Alcalá Zamora de la nécessité de convoquer de nouvelles élections».⁹

La première réaction de la direction du P.S.O.E. est donc de désigner le principal danger dans l'ambition affichée de Gil Robles et de ses partisans d'implanter l'Etat corporatif — d'instaurer «le fascisme» — ce qui implique la destruction de la République et de ses lois. La seconde est alors d'appeler à se préparer à repousser «par tous les moyens» une telle entreprise. Et Largo Caballero annonce, un soir de décembre 1933 à Juan Simeón Vidarte que Prieto et lui-même ont pris d'importantes décisions :

«Je crois que le moment décisif est venu. Nous n'avons pas d'autre issue que la révolution et notre devoir est de la préparer rapidement, sans perdre de temps, pour n'être pas dépassés par les événements et avoir tout le reste de notre vie à déplorer une passivité comme celle d'Otto Bauer».¹⁰

En fait, comme il le précise dans le manifeste commun du P.S.O.E. et de l'U.G.T., il ne s'agit pas en réalité de préparer l'insurrection quoi qu'il arrive, mais seulement si la voie «démocratique», parlementaire demeure fermée. Le texte proclame «sa ferme décision, quand l'heure sera venue, de remplir les devoirs que nous imposent nos représentants et nos idéaux». Le menace est conditionnelle : les socialistes se déclarent prêts à recourir à la violence révolutionnaire si se manifeste quelque intention d'instaurer le fascisme en Espagne, comme, par exemple, l'entrée au gouvernement de ministres de la CEDA. C'est dans ce cadre que sera votée la résolution commune de janvier qui décide du mouvement et institue la commission spéciale, «comité révolutionnaire», dirigé par Largo Caballero et Enrique de Francisco, chargée de la préparation concrète de l'insurrection éventuelle. Et, curieusement, à partir de ce moment, tout se passe comme la situation politique de l'Espagne était devenue un bloc immobile, comme s'il s'agissait seulement d'un chantage et d'une menace d'un côté, de l'immobilisme de l'autre. La chute du gouvernement Lerro, au mois de mai, la constitution d'un nouveau gouvernement du même type, sous la présidence de Ricardo Samper ensuite, montrent les hésitations des classes dirigeantes et même celles de Gil Robles et de son état-major. Ce n'est qu'en octobre 1934 que la droite espagnole se décide enfin à revendiquer ce qu'elle estime son dû et, du coup, à prendre le risque de l'affrontement dont ses adversaires socialistes l'ont menacée avec l'espoir de ne pas avoir à le provoquer. Comment un tel tournant de la situation a-t-il été possible et quels facteurs l'ont facilité? En d'autres termes, comment le chantage exercé sur la bourgeoisie espagnole par ceux qu'on appelait «les léninistes du P.S.O.E.» s'est-il retourné contre eux et les a acculés à une insurrection au moment choisi par l'adversaire?

9. Paul Preston, *La Destrucción de la Democracia en España*, p. 165.

10. Juan-Simeón Vidarte, *El Bienio Negro y la Insurrección de Asturias*, p. 111.

La Conquête de l'Appareil

C'est à peu près au moment où Largo Caballero prononçait son discours devant les imprimeurs syndiqués que commençait en secret la conquête, par Largo Caballero, Prieto et leurs amis, des différents appareils gravitant autour du P.S.O.E. et, au premier chef, de l'U.G.T. La décision est prise dans le secret du sommet du parti de passer à une insurrection armée dans le cas où le Dollfuss¹¹ espagnol et ses hommes accèderaient aux leviers de commande et placerait ainsi à la tête du pays les ennemis déclarés de la République, déterminés comme leurs homologues italiens, allemands et autrichiens — avec toutes leurs nuances — à écraser le mouvement ouvrier.

Il est nécessaire pour cela d'unifier le commandement ouvrier. Dans cette voie, le principal obstacle est la direction de l'U.G.T. dont le président est le professeur Julián Besteiro,¹² théoricien de la «droite» réformiste et non participationniste, adversaire de toujours du «révolutionnarisme», dont les deux piliers sont la fédération des travailleurs de la terre (presque 500 000 membres, le tiers des effectifs de l'Union) et celle des cheminots (plus restreinte avec moins de 50 000 membres). Rien n'est possible contre la fédération des cheminots, saignée à gauche par démissions et scissions, ni contre son appareil solidement tenu par Trifón Gómez. En revanche, la situation de la Federación Nacional de Trabajadores de la Tierra, présidée par son fondateur, Lucio Martínez Gil, est précaire, car elle doit faire face à une offensive patronale forcenée et à une volonté de combat exceptionnelle de ses propres troupes. Martínez Gil commet l'erreur grave de faire prendre position à sa fédération sans avoir consulté les fédérations de province qui sont prêtes à soutenir Largo Caballero dans le débat au sommet de l'U.G.T. Sous le feu des critiques publiées par l'organe central du P.S.O.E., *El Socialista*, la commission exécutive est obligée de convoquer une commission nationale et celle-ci désavoue la direction besteiriste, la remplaçant par une équipe nouvelle conduite par l'instituteur navarrais Zabalza. Ce changement dans la F.N.T.T. permet de faire basculer la majorité du comité national de l'U.G.T. du côté des largocaballeristes. Déjà, la commission exécutive de Besteiro avait en quelque sorte rendu inévitable la confrontation en publiant en circulaire — donc à un nombre important d'exemplaires — le texte de la résolution del Rosal qu'elle a repoussée et qui affirmait «la nécessité de l'organisation, d'urgence, avec le parti socialiste, d'un

11. Engelbert Dollfuss (1892-1934), chancelier d'Autriche depuis 1932, chrétien social était un représentant de ce qu'on peut appeler l'«austrofascisme» catholique, une variante autrichienne du mouvement d'extrême-droite de Gil Robles.

12. Julián Besteiro (1870-1939), professeur de droit, était l'inspirateur de la droite réformiste du P.S.O.E. et président de l'U.G.T.

mouvement de caractère révolutionnaire national afin de s'emparer du pouvoir politique intégralement pour la classe ouvrière». Désavoué, l'exécutif Besteiro démissionne. Anastasio de Gracia est élu président, José Diaz Alor vice-président et Largo Caballero secrétaire général. Del Rosal, Hernández Zancajo et Zabalza font partie du bureau.⁴⁸

Dans le même élan, l'aile «léniniste» réussit également à mettre la main sur l'*Agrupación* madrilène du parti, une position névralgique jusqu'à maintenant tenue, avec l'appui de bureaucrates syndicaux, par le cheminot besteiriste Trifón Gómez, adversaire de ce qu'il appelle «les solutions faciles à imaginer parce que trop simples». L'opération a été conduite par les jeunes socialistes de Madrid, derrière le député Carlos Hernández Zancajo. Avec lui, Santiago Carrillo, des J.S., et Rafael Henche, de l'U.G.T., se retrouvent dans le nouveau bureau après qu'une assemblée générale, dans une salle «faite» par leurs soins, ait voté un blâme pour l'équipe de Trifón Gómez.¹⁴ Largo Caballero et ses proches peuvent donc désormais miser sans réserve sur la commission mixte P.S.O.E.-U.G.T. spéciale présidée par Largo Caballero lui-même et dont Enrique de Francisco assure le secrétariat: c'est elle qui est chargée de la préparation de l'insurrection.

La dernière position des partisans de Besteiro tombe le 20 avril, avec la clôture du congrès des Jeunesses socialistes. Les besteiristes Mariano Rojo et Rafael Castro qui ont dirigé la fédération pendant des années sont écartés. C'est encore Hernández Zancajo, décidément homme-clé de ces préparatifs, qui prend la présidence: il avait été coopté quelques mois auparavant pour remplacer un dirigeant «réformiste» contraint de démissionner sous l'avalanche des critiques. Le pouvoir réel, on le saura bientôt, est en réalité entre les mains du tout jeune Santiago Carrillo qui est secrétaire avec José Laín comme adjoint, les autres membres de l'exécutif étant le trésorier Federico Melchor, José Cazorla, Segundo Serrano Poncela, le Valencien Leoncio Pérez et l'Asturien Juan Pablo García. Avec les Jeunesses, c'est d'une base de masse homogène — 40 000 militants à cette date —, d'une véritable force de frappe, que l'aile Largo Caballero dispose désormais. Sont-elles absolument sûres? Largo Caballero, accueilli par des transports d'enthousiasme au Métropolitain le 21 par les congressistes et militants madrilènes, semble en être convaincu. Pourtant la question semble pouvoir être posée: deux jours après leur congrès, et malgré la mise en garde très claire du secrétariat du parti, les J.S. se lancent, avec l'alliance ouvrière de Madrid, dans une action dont l'initia-

13. *Boletín de la Unión General de Trabajadores de España*, janvier 1934. La démission des «besteiristes» est annoncée dans *El Socialista* du 28 janvier, le jour même où changeait la direction de la F.N.T.T. La nouvelle direction de l'U.G.T. fut désignée le 29.

14. *El Socialista*, 28 janvier 1934.

tive provient du trotskyste Munis,¹⁵ un appel à la grève générale de 24 heures qui vise à paralyser les efforts des partisans de Gil Robles pour le gigantesque rassemblement qu'ils préparent à l'Escorial. La grève est un succès et l'acte d'indiscipline des J.S. n'a donc pas de suites.

Les perspectives politiques

Il n'est pas facile de dégager une ligne des discours ou articles de Largo Caballero et de ses disciples. La plupart des commentateurs insistent à juste titre sur le caractère vague des propositions du vieux chef que Preston résume avec un humour tout britannique: «Pour faire la révolution, il faut contrôler l'appareil de l'Etat. Si la classe ouvrière prenait le pouvoir, il fallait armer le peuple. Pour prendre le pouvoir, il fallait battre la bourgeoisie».¹⁶ Le même auteur souligne que des discours de Largo Caballero, dans les premiers mois de 1934, sont très éloignés de la situation politique concrète et qu'il n'insiste que sur un seul point qui semble, pour lui, dominer tout le reste: «la leçon qu'il fallait tirer de la défaite du socialisme européen était que seule la destruction du capitalisme pouvait en finir pour toujours avec la menace fasciste».¹⁷

Marta Bizcarrondo, qui est l'une des personnes les plus compétentes pour l'analyse des positions politiques de ce courant, considère comme particulièrement intéressante la tentative de Largo Caballero de définir un modèle espagnol du socialisme marqué par la conviction que la situation révolutionnaire est créée autant par l'aveuglement des capitalistes que la conviction révolutionnaire des masses. Dans la partie «minimum» du programme, la socialisation doit selon lui toucher d'abord la grande industrie et les *latifundia*, pour ne s'étendre aux petites entreprises qu'ultérieurement et sur leur demande expresse. Deux des conditions de cette politique de socialisation sont la nationalisation des banques — qui détruira la puissance du Grand Capital — et celle de la terre qui respectera la petite propriété mais favorisera les expériences collectivistes dans le but de convaincre. Marta Bizcarrondo souligne par ailleurs l'importance de la politique d'unification des organisations ouvrières, pour Largo Caballero, dans cette perspective.

15. Manuel Fernández Grandizo, dit *Munis* (né en 1912) était membre de l'Opposition de gauche depuis 1930, puis de la Izquierda comunista avec laquelle il avait fait scission quelque temps en 1933. Il a écrit un ouvrage remarquable, *España: Jalones de derrota, promesa de victoria*, qui a été récemment réédité. Il nous refuse toute collaboration depuis des années, et nous le regrettons sincèrement. Son récit de l'épisode ci-dessus dans son livre, pp. 113-115.

16. Paul Preston, *op. cit.*, p. 175.

17. *Ibidem*.

Réfutant les appréciations inspirées par le conservatisme sur le « verbalisme » révolutionnaire, simple vernis de l'« opportunisme » chez le vieux dirigeant, l'historienne refuse aussi de réduire le largocaballerisme à un simple reflet de la pression du mouvement ouvrier et paysan. Elle écrit à ce sujet :

« Il constitue à notre avis une valorisation précise du saut qualitatif que représentait pour le mouvement ouvrier organisé la lutte de classes dans l'ordre social et politique, engendrée par l'impuissance de la coalition républicano-socialiste face au bloc du pouvoir économique traditionnel, celui du grand capital et de la propriété agraire ». ¹⁸

On trouvera une expression plus agitative des perspectives largocaballeristes dans la presse des Jeunesses socialistes et, en particulier dans cette période, dans leur hebdomadaire *Renovación*. On trouvera sans doute la même tendance à éviter l'analyse concrète et l'on constatera une propension à tirer, par exemple, des combats de Vienne, des conclusions extrêmement générales ou au contraire étroitement techniques plus que des considérations tactiques quant à la préparation de l'affrontement et à l'analyse d'une situation concrète.

Renovación est l'organe permanent de l'agitation générale en faveur de la voie révolutionnaire. La résolution déposée par José Laín, après son rapport politique au V^e congrès, souligne entre autres « la ferme conviction (des J.S.) quant aux principes de la révolution prolétarienne et que, dans la période actuelle, ils n'offrent d'autre issue que l'insurrection armée de la classe ouvrière pour s'emparer complètement du pouvoir politique, instaurant la dictature du prolétariat "et" sa proposition que, dans le plus bref délai possible on arrive à une entente avec les organisations ouvrières politiques de classe sur la base de l'action commune pour ce mouvement insurrectionnel ». ¹⁹

Pour « faire la révolution », l'unité des différentes tendances du parti est une nécessité. Mais cette unité n'est tout de même pas un impératif catégorique. Dans un article qui exprime le point de vue de la nouvelle équipe dirigeante, le 18 avril, Serrano Poncela, sous le titre « Crise de confiance » expose ses craintes, celles de ses camarades, que la vieille génération soit désormais incapable de prendre le pouvoir, d'instaurer la dictature du prolétariat et la marche vers le socialisme, dans la mesure où pèsent sur son esprit « tant d'années d'interprétations fausses, réformistes, de la tactique marxiste ». Il n'exclut certes pas qu'un homme du parti, ou un autre, se range au côté des jeunesses, mais, de toute façon, il prévient que « la nouvelle génération socialiste s'opposera à toute altération de la pureté marxiste dans son concept du pouvoir politique ». Surtout,

18. Marta Bizcarrondo, *op. cit.*, p. 178.

19. *Renovación*, 18 avril 1934.

l'organe des J.S. met bientôt en avant la perspective de l'épuration du parti de ses principaux éléments réformistes. *Renovación* attaque Besteiro pour son réformisme et ses prétentions au monopole théorique, mais aussi pour l'indiscipline larvée qu'il cultive dans ses expressions publiques. En septembre, la revendication d'épuration devient nette et ouverte : « C'est un devoir des masses socialistes de faire pression pour l'élimination de la fraction réformiste », qui est devenue une nécessité.

La discussion de juillet entre J.C. et J.S. permet de préciser la façon dont les dirigeants de ces derniers expriment la ligne en 1934 avec un dogmatisme gauchiste parfois saisissant. C'est ainsi que le jeune Carrillo explique tranquillement à ses camarades J.C. que le front unique en Espagne ne peut avoir qu'un seul programme, celui de la conquête du pouvoir politique. Il affirme avec énormément de sérieux qu'aucune lutte n'est digne d'être poursuivie si elle n'a pas un tel objectif : « Le prolétariat n'a rien à gagner dans des escarmouches ; il veut se battre pour une solution définitive ». Il soutient également qu'il n'existe en Espagne aucune tradition qui donne quelque crédit au mot d'ordre des « soviets » : pour lui, les « alliances ouvrières » seront, dans la révolution qui vient, aussi bien organes de lutte qu'organes de pouvoir ». ²⁰

Relevons que, pendant cette période, la direction des Jeunesses socialistes continue à avoir une attitude fraternelle et même amicale avec les militants qui se réclament du trotskysme, dont plusieurs d'ailleurs vont collaborer à la revue théorique que dirige Luis Araquistáin, *Leviatán*. On relève aussi collaboration semblable, dans les colonnes de *Renovación*, à côté d'articles élogieux ou de reportages enthousiastes sur les « réalisations » soviétiques dans tous les domaines, présentées comme le fruit du « modèle » soviétique de dictature du prolétariat avec lequel la seule distance marquée par les jeunes dirigeants socialistes est précisément l'affirmation qu'il n'existe pas de « modèle » exportable, ce qui signifie que l'Espagne doit trouver sa voie propre et son propre modèle dans la marche au socialisme.

Luttes partielles et lutte finale

En fait, bien que la question soit soulevée par les délégués des J.C. de manière un peu abstraite et schématique, un vrai problème se pose avec la question des luttes partielles qui va se traduire dans la véritable crise de la direction socialiste à propos de la question de la grève des ouvriers agricoles déclenchée par la F.N.T.T. — et de son écrasement par la répression gouvernementale.

On le comprend sans peine : l'état d'esprit des ouvriers agricoles après l'échec des partis ouvriers aux élections de 1933 est celui d'une

20. Interventions de Santiago Carrillo au cours de la rencontre J.S.-J.C. dans R. Viñas, *La formación de las Juventudes Socialistas*, pp. 77-86.

volonté farouche de défendre leurs maigres acquis et les outils qui leur ont tant bien que mal permis de résister et au premier chef, le syndicat. Ecœurés de l'inefficacité de la direction ancienne face à l'offensive gouvernementale et patronale depuis le début du *bienio negro*, ils attendent désormais tout des révolutionnaires qui les dirigent. Au mois de mai 1934, sous le gouvernement Samper, la réaction fait adopter plusieurs mesures qui constituent des attaques directes contre la paysannerie pauvre : décret permettant de licencier des milliers de métayers, annulation des expropriations de terres effectuées après le *pronunciamiento* réactionnaire de Sanjurjo du 10 août 1932, droit restitué à l'employeur de fixer les salaires et surtout révocation définitive de la loi sur les territoires communaux qui permet aux grands propriétaires de faire appel à une main d'œuvre étrangère à la commune voire au pays lui-même. Dans le même temps, le ministère de l'intérieur donne toute son attention à la nécessaire destitution des municipalités socialistes — pour une raison ou une autre — ces dernières, par les secours qu'elles donnent à la couche la plus déshéritée de la population permettant de desserrer l'étreinte de la faim, donc d'aider la résistance des sans-travail... La presse dite d'information, comme la presse de droite, mènent en outre campagne pour encourager les patrons à n'employer que la main d'œuvre non-syndiquée et à briser ainsi dans les campagnes les éléments d'organisation et de force des « rouges ».

Le résultat — attesté par des témoins irréfutables — est tout simplement la faim dans les campagnes. On connaît la célèbre formule des propriétaires opposée à la demande de travail motivée par la faim : « Vous avez faim ? Mangez donc la République ! ». Elle résume le cynisme brutal d'une couche sociale particulièrement rapace mais sans doute acculée à de tels moyens pour préserver une domination chancelante. Le nombre des familles vivant en-dessous du minimum vital est certainement de l'ordre de 150 à 200 000. Les révocations de maires socialistes s'accompagnent d'interventions des forces de l'ordre au compte des propriétaires et de leurs agents contre les travailleurs et surtout les syndicalistes.

Paul Preston a résumé comme suit la politique parfaitement contradictoire menée dans cette situation, véritablement dramatique pour ceux qu'ils représentent, par les dirigeants de la Fédération Nationale des travailleurs de la terre :

« La riposte de la F.N.T.T. à ce défi est un exemple révélateur de la façon dont les socialistes récemment radicalisés réagissaient devant les agressions grandissantes des propriétaires. Après l'élimination de l'exécutif besteuriste, le 28 janvier, le périodique de la F.N.T.T., *El Obrero de la Tierra*, avait adopté une ligne révolutionnaire. L'unique solution à la misère de la classe travailleuse rurale, affirmait-il, c'était la socialisation de la terre. Pendant ce temps cependant le nouvel exécutif adoptait une politique pratique indistinguable de celle de ses

prédécesseurs. Il adressait aux ministères du Travail, de l'Agriculture, de l'Intérieur, une série de pétitions pour l'application de la loi du travail forcé, des accords de travail, de la rotation stricte du travail et des dispositions relatives aux bureaux de placement, ainsi que des protestations contre la fermeture systématique des Maisons du Peuple. Tout cela se passait pendant la troisième semaine de mars. Comme aucune mesure n'était prise et que s'aggravait la persécution des travailleurs de gauche avec l'approche de la moisson, on envoya une pétition rédigée en termes corrects à Alcalá Zamora, qui n'eut également aucun résultat. La F.N.T.T. affirmait que des milliers de personnes étaient en train de mourir misérablement de faim, et rendit publique une liste interminable de villages, avec des détails, où on refusait le travail et où l'on agressait physiquement les membres des syndicats ». ²¹

Quelle solution les responsables de la F.N.T.T. pouvaient-ils envisager ? L'échec des pétitions et des protestations ne démontrait que trop clairement que le gouvernement ne reculerait que contraint et forcé, c'est-à-dire devant une action. Mais quelle action pouvait-elle faire reculer le gouvernement ? Les ouvriers agricoles souhaitaient une grève générale dont ils ne doutaient pas qu'elle serait soutenue par les ouvriers des villes et marquerait cette « révolution » que leurs dirigeants célébraient quotidiennement comme la perspective proche. Mais la direction de Largo Caballero est résolument opposée à une grève générale des ouvriers agricoles et s'exprime en ce sens par la bouche de la commission exécutive de l'U.G.T. Il y a d'abord les arguments dits techniques, d'une part la difficulté d'organiser une grève générale qui demande une simultanéité alors que le travail de la moisson ne se fait pas au même moment dans toutes les régions du pays, d'autre part les difficultés qu'une telle grève pourrait occasionner aux fermiers et métayers utilisant pour la moisson les services d'un ou deux journaliers. En réalité de tels arguments ne font que servir de couverture aux arguments politiques qui sont, eux, tout à fait nets. Les dirigeants de l'U.G.T. pensent qu'il est inévitable, étant donné l'attitude des propriétaires et du gouvernement, l'exaspération des travailleurs agricoles, que ces derniers en viennent à soutenir des affrontements violents. La répression gouvernementale rendrait nécessaire une riposte ouvrière impossible pour le moment et retarderait en outre au minimum très sérieusement les préparatifs d'insurrection en détruisant ses éventuels points d'appui dans les campagnes. La mise en garde est claire. Largo Caballero signifie aux dirigeants de la F.N.T.T. qu'ils ne peuvent escompter aucune aide des ouvriers d'industrie, et le comité « révolutionnaire » spécial P.S.O.E.-U.G.T. prévient toutes les organisations que le projet d'une grève générale des ouvriers agricoles n'a rien à voir avec le projet de « mouvement » qu'il est chargé de préparer.

21. Preston, *op. cit.*, p. 189.

Juan-Simeón Vidarte se souvient :

« J'ai assisté à une rencontre entre Largo Caballero et le nouveau dirigeant de la Fédération, Ricardo Zabalza. Il insistait pour qu'on évite la grève qui signifierait une catastrophe non seulement pour les travailleurs, mais pour les plans ultérieurs du parti, et comme la moisson ne se fait pas partout au même moment, mais dépendent de ce qui a été semé, du climat et autres circonstances, il proposait de lutter contre la baisse des salaires et la répression par des grèves partielles qui pourraient améliorer la terrible situation des travailleurs. Mais Zabalza ne se laissa pas convaincre et présenta le 24 mai le préavis de grève. En vérité, il avait procédé démocratiquement, et l'immense majorité des travailleurs de la terre, plus de 90 %, approuvèrent la déclaration de grève ». ²²

Pourquoi les dirigeants de la F.N.T.T., pourtant étroitement liés à Largo Caballero, se sont-ils engagés dans ce mouvement que celui-ci a combattu de toute son énergie ? Juan-Simeón Vidarte, futur pilier du « centre » prietiste, lui aussi hostile à la grève, donne tout de même un témoignage très intéressant quand il note :

« Cette grève fut un mouvement insensé que nous n'avons pas pu affronter. Mais aucun des dirigeants socialistes n'était blanc de toute faute : les travailleurs de la campagne — en majorité des analphabètes — quand nous leur parlions d'une révolution possible, dans leur désespoir la prenaient déjà pour réalisée. [...] Le 1er mai de cette année fut célébré dans toute l'Espagne par un arrêt du travail général. La majorité des députés allèrent présider des grandes concentrations de nos forces en province. Là, les dirigeants de la Fédération des Travailleurs de la Terre étaient convaincus que leur grève était le signal de la grève générale et de la révolution sociale ». ²³

En ce qui concerne l'attitude de l'équipe dirigeante autour de Zabalza, il écrit :

« Dès qu'il eût pris possession du secrétariat général de la Fédération, Ricardo Zabalza commença à envoyer des manifestes et des instructions pour le moment à venir de déclarer la grève. J'eus souvent l'occasion de parler avec lui et je crois sincèrement que son idée n'était pas de prendre la direction du mouvement insurrectionnel ni d'en fixer la date, comme disait avec indignation Largo Caballero. Lui et ses camarades croyaient de bonne foi que le gouvernement, atterré par les proportions d'une grève paysanne, céderait à leurs revendications ». ²⁴

L'exécutif de l'U.G.T. ne pouvait finalement que constater le désaccord. Largo Caballero proposait d'étudier une tactique de grèves échelonnées suivant la date des moissons, par provinces et régions, que la F.N.T.T. repoussait. Il ne restait plus qu'à prendre acte de ce profond désaccord et la direction P.S.O.E.-U.G.T. laissa donc la F.N.T.T.

22. J.S. Vidarte, *op. cit.*, p. 151.

23. *Ibidem*, p. 155.

24. *Ibidem*.

s'engager dans un combat où ses dirigeants étaient prévenus que, quoi qu'il arrive, ils allaient rester isolés...

Tenant d'expliquer cette grave crise dans les rangs des largocaballéristes, Amaro del Rosal, à l'époque dirigeant du syndicat des banques et de l'exécutif de l'U.G.T., écrit que Zabalza était « personnellement très influencé par l'extrémiste de tempérament Margarita Nelken, également députée socialiste de la province de Badajoz et fortement impressionnée par la situation des paysans de cette province qui, comme ceux du reste de l'Espagne agricole et paysanne, subissaient les conséquences d'une répression déchaînée ». ²⁵ L'explication est faible : indépendamment de ses liens probables avec le P.C. à l'époque, Margarita Nelken ne faisait que subir le poids d'une pression de la base qui n'entraînait aussi les dirigeants syndicaux que parce qu'elle était réellement irrésistible. Informant la direction de l'U.G.T. qu'elle ne pouvait abandonner les paysans à la faim et à la répression, la direction de la F.N.T.T., réunie les 11 et 12 mai, décidait le début de la grève générale des ouvriers agricoles le 5 juin. La presse socialiste a publié des faits indiscutables qui expliquent un tel développement. A cette époque, dans la province de Badajoz, on compte 20 000 chômeurs et 500 travailleurs emprisonnés. A Fuente del Maestre, la Garde civile a tiré sur une manifestation de la faim, faisant plusieurs blessés, quatre morts et 40 arrestations. Dans la province de Toledo, alors que les salaires établis doivent être de 4 pesetas, 50 pour une journée de 8 heures, les propriétaires ne paient en fait pas plus de 2,50 pour la journée du lever au coucher du soleil...

C'est après une campagne d'information sur l'ensemble de ces faits, après une pétition solennelle adressée au ministre du travail le 28 avril et demandant simplement l'application des lois sociales existantes, que la direction de la F.N.T.T. lance le mot d'ordre de grève dont elle donnera préavis aux autorités conformément à la loi. L'objectif de la grève est double : d'une part améliorer les conditions de vie intolérables des ouvriers agricoles, d'autre part protéger les syndiqués et l'organisation contre la brutalité de l'offensive patronale. Les dix revendications présentées s'inscrivent dans cette perspective d'application des lois, d'aide aux chômeurs et d'application des mesures prévues et légales de réforme agraire. Les négociations sont commencées finalement avec le ministère du Travail quand les initiatives du ministre de l'Intérieur, Salazar Alonso, vont faire de cette grève une épreuve de force.

Député de Badajoz, dont il représente les grands propriétaires, proche collaborateur de Gil Robles, le ministre de l'Intérieur, Salazar Alonso, ne peut qu'être parfaitement informé des divergences, pratiquement publiques entre les dirigeants de l'U.G.T. Il ne peut pas ignorer que

25. Amaro del Rosal, *Historia de la U.G.T. de España 1901-1939*, t. I., p. 381.

Largo Caballero a solennellement et énergiquement averti Zabalza qu'il n'y aurait de la part des ouvriers aucune action de solidarité avec une action qu'il juge pour sa part totalement irresponsable. Il sait donc qu'il a les mains libres pour écraser ce mouvement qu'anime la plus puissante des fédérations de l'U.G.T. et qui constitue un des bastions du socialisme «largocaballeriste». Il prend donc un décret faisant de la moisson un «service public national» ce qui transforme la grève des ouvriers agricoles en «conflit révolutionnaire»: toute réunion, manifestation, propagande même en liaison avec cette action subversive est déclarée illégale; la censure s'abat sur la presse; la police ferme *El Obrero de la Tierra*, organe de la F.N.T.T. et des grévistes. Le groupe parlementaire socialiste interpelle vigoureusement le ministre et dépose une motion déclarant illégale le décret. José Prat García, député d'Albacete la défend avec brio, dressant un impressionnant tableau de la situation des campagnes et affirmant la légitimité de l'action de grève de la F.N.T.T. Le ministre répond en expliquant que la grève est un acte révolutionnaire puisque les dirigeants de la fédération se réclament de la tactique préconisée par Largo Caballero «disant qu'il n'y a rien à faire dans le cadre de la légalité et que l'unique solution à la situation actuelle est la révolution» — Largo Caballero criant de sa place: «C'est faux!» — ce dont le ministre qui, «lui non plus ne veut pas de révolution», se félicite aussitôt.

Sur le terrain, le ministre de l'Intérieur déclenche les mesures d'exception soigneusement préparées avec les responsables des forces de l'ordre au cours des semaines précédentes. Toutes les personnalités socialistes ou seulement «de gauche» des régions concernées, de très nombreux avocats et beaucoup d'enseignants, sont immédiatement arrêtés; parmi eux, plusieurs députés socialistes envoyés par le parti pour protéger les grévistes des coups et témoigner de l'action de la police: Rubio Herrera, député de Badajoz que le gouverneur prétendait expulser de sa circonscription, Lozano Ruiz, député de Jaen, ainsi que Carlos Hernández Zancajo lui-même, député de Madrid, arrêté, emprisonné à Pozuelo, puis ramené de force à Madrid sous escorte de Gardes civils. Dans de nombreux districts, les Gardes civils obligent sous la menace de leurs armes les ouvriers agricoles — des milliers sans doute — à monter dans des camions qui les transportent à des centaines de kilomètres de leur village et les abandonnent à leurs propres moyens. Pendant ce temps, d'autres camions amènent Portugais ou Galiciens affamés qui brisent la grève pour trois fois rien. Le décret donne pratiquement tous les pouvoirs au ministère et à ses forces de police; il ne s'en prive pas, les Maisons du Peuple sont fermées, les responsables arrêtés — les dirigeants de la grève condamnés, dans une procédure sommaire, à quatre ans de prison. Plus de 193 municipalités socialistes élues sont aussi révoquées et remplacées par des délégations formées de gens de droite et de patrons. Toujours à la recherche de la subversion, la police perquisitionne au local des J.S.,

saisit archives et correspondance, ferme le local et empêche la sortie du journal. Pourtant, la grève a lieu, presque totale dans les provinces de Jaen, Granada, Ciudad Real, Badajoz et Caceres, selon Paul Preston, et très importante dans le reste du Sud. Del Rosal qui était hostile à la grève des ouvriers agricoles et la condamne toujours *a posteriori*, écrit:

«Les paysans se lancèrent dans la lutte avec un enthousiasme total. Indépendamment des considérations [critiques] que nous venons de faire, cette grève a été unique dans l'histoire de nos luttes et elle l'est aussi, sans aucune exagération, dans l'histoire du mouvement ouvrier international. La montée du mouvement révolutionnaire était parallèle à celle de la répression gouvernementale». ²⁶

Isolés, les grévistes des campagnes sont cependant voués à l'écrasement devant le déchaînement de la répression. Paul Preston résume: «Par son action déterminée et agressive, le ministre de l'Intérieur avait infligé un coup terrible au syndicat le plus nombreux de l'U.G.T. Il avait fait face aux menaces révolutionnaires de Largo Caballero et ainsi modifié profondément l'équilibre des forces en faveur de la droite». ²⁷ Del Rosal, ancien conspirateur devenu historien de l'U.G.T., écrit ce bilan particulier:

«La grève paysanne perturba considérablement les préparatifs du mouvement révolutionnaire. Les centres ouvriers fermés, des centaines d'arrestations; quant aux éléments de défense qu'on avait réussi à se procurer, quelques-uns furent utilisés, mais le gros fut détruit dans la période de répression déchaînée par le gouvernement. Le ministre de l'Intérieur Salázar Alonso avait gagné une bataille». ²⁸

Un débat instructif

Il est intéressant de relever la façon dont a été interprétée la grève des ouvriers agricoles et l'attitude à son égard des dirigeants qui se voulaient les «léninistes» de P.S.O.E. Certains historiens ne trouvent pas aujourd'hui de mots assez sévères pour condamner comme «ultra-gauchistes» ou «irresponsables» les dirigeants de la grève — au même titre que Largo Caballero qui les condamnait aussi. C'est le 31 juillet que se déroule le débat sur la grève et la lourde défaite qui l'a suivie. L'accusation contre Largo Caballero est soutenue par un jeune militant qui représente la Fédération des travailleurs de l'enseignement, Ramón Ramírez: les enseignants, ces «prolétaires instruits du village», comme écrivait autrefois Marx, sont au carrefour entre le mouvement ouvrier et le mouvement paysan, les mieux placés pour avoir ressenti l'isolement des

26. *Ibidem*, p. 383.

27. Preston, *op. cit.*, p. 195.

28. A. del Rosal, *op. cit.*, p. 383.

paysans comme une erreur grave pour ne pas dire plus. Ramírez reconnaît bien volontiers que Largo Caballero avait prévenu Zabalza en prédisant la défaite de la grève. Mais, à partir du moment où Zabalza a constaté qu'il n'avait d'autre issue que de suivre ses troupes et a donc déclenché la grève en conséquence, les prédictions antérieures de Largo Caballero et de l'U.G.T. étaient peu importantes en regard de l'enjeu, et c'est finalement délibérément qu'ils ont choisi d'assister sans autre résistance que des proclamations, au démantèlement de leur syndicat le plus important.

La réponse de Largo Caballero ne souffre pas la moindre ambiguïté. Il s'en prend avec beaucoup de violence à ce qu'il appelle l'« extrémisme », d'autres diraient le « gauchisme », de son jeune critique, dont la ligne, dit-il, ne pourrait que reproduire en Espagne en 1934 la défaite subie en 1917. Aux textes de Lénine dont le jeune enseignant a émaillé, selon l'usage à l'époque, son intervention, le vieux leader répond brutalement non seulement qu'il ne se conformera jamais dans l'action à ce qu'a préconisé dans d'autres circonstances un théoricien, qu'il s'agisse de Lénine ou d'un autre, mais aussi que l'Espagne de 1934 n'est pas la Russie de 1917, que le prolétariat n'est pas armé, que la bourgeoisie est plus forte qu'en Russie, et que Lénine n'a jamais préconisé les « aventures révolutionnaires » qu'aurait signifié une solidarité agissante avec les travailleurs de la terre.

Il allait appartenir aux Jeunes socialistes de continuer à couvrir de phrases gauches et révolutionnaires la terrible défaite des ouvriers agricoles en juin. C'est une véritable théorie nouvelle que le jeune Carrillo assène à ses interlocuteurs des J.C. sur « réformes et révolution », « grèves partielles, grève générale et insurrection », à propos précisément de la grève des ouvriers agricoles. Il déclare :

« Nous affirmons que, de façon générale, on ne peut plus réaliser de revendications réformistes. A notre avis, une lutte pour des réformes ne peut être menée au sein de la démocratie bourgeoise [...] mais quand les pouvoirs publics prennent une configuration dictatoriale et jettent ouvertement toutes leurs forces du côté des patrons, alors il n'y a plus de possibilité d'obtenir des réformes. Telle est la situation de notre pays. Le pouvoir public ne cédera rien sous la pression des organisations. La majorité des conflits ont démontré que la grève générale était pour le prolétariat un outil ébréché. Prenons l'exemple de la grève des paysans. C'est peut-être la grève lancée pour des améliorations où il y a eu le plus de violence employée dans notre pays et depuis longtemps. Pourtant, bien que l'on ait obtenu quelques succès locaux, la grève des paysans a été une défaite, quoique transitoire. [...] Les paysans ont fait un grand sacrifice pour obtenir très peu, parce qu'il aurait fallu, pour que leurs revendications l'emportent, que la lutte se déroule sur l'objectif de la conquête du pouvoir ».²⁹

29. Intervention dans Viñas, *op. cit.*, p. 78.

Le besteuriste Mario de Coca n'invoque pas, lui, la lutte pour la conquête du pouvoir, mais son réquisitoire contre l'esprit du temps dans les rangs du P.S.O.E. a des accents très proches. Citons-le :

« En juin l'exécutif de la Fédération des travailleurs de la terre lança les paysans dans une grève-suicide, alors que le pouvoir public avait organisé un appareil policier formidable pour l'écraser. Les ouvriers agricoles subirent une féroce répression [...] la Fédération fut mise hors de combat et ne put donner en octobre de signes d'existence. L'Association des Arts de l'Imprimerie perdit aussi une bataille importante en lançant la grève des imprimeurs à cause de quelques licenciements effectués par le quotidien ABC. Les journaux de droite réorganisèrent leur main d'œuvre ouvrière hors du contrôle des organisations socialistes et, pendant la révolution d'octobre, ne furent publiés que les quotidiens de cette tendance, les journaux républicains souffrant en revanche de la grève ».³⁰

En fait, les arguments de ceux qui croient que les grèves — partielles ou générales — et, plus généralement toute action ouvrière qui n'est pas l'insurrection, ne pouvaient que renforcer l'ennemi de classe et faciliter son action, passent sous silence des éléments qui les démentent cruellement dans cette période. Ainsi, à la suite de la grève entreprise à Saragosse par la C.N.T. pour que le projet de loi d'amnistie concerne également ses militants emprisonnés, la répartition des quelques 20 000 enfants de grévistes dans des familles de Barcelone et de Madrid manifesta toute la profondeur du sentiment ouvrier de solidarité, démontra aussi qu'il était, dans cette période, possible d'« exercer des pressions » et de remporter des victoires partielles. De même, les travailleurs de la construction — dirigés par de Gracia — et les métallurgistes — présidés par P. Tomas, les seconds en dépit d'un *lock-out* décrété par les patrons, obtiennent la semaine de 44 heures et une augmentation des salaires. Del Rosal écrit que ces deux grèves, ainsi que celle, battue, des ouvriers de la presse, auraient « contribué aussi à perturber les travaux préparatoires au mouvement et à affaiblir ses potentialités révolutionnaires »... alors qu'ils incarnaient le mouvement même de la classe dans lequel se soudait réellement, dans la solidarité agissante, l'unité du front ouvrier qui passait alors en Espagne par l'action commune avec la C.N.T.

On peut en dire autant d'une autre « action partielle » qui ne visait pas non plus à « prendre le pouvoir » — une proposition de la Izquierda comunista reprise à son compte par l'Alliance ouvrière de Madrid et confisquée après son succès par les J.S. —, la grève du 22 avril contre le rassemblement de l'Escorial, combattue par les dirigeants madrilènes du P.S.O.E. et que ce dernier ne tenta pas d'utiliser alors même qu'elle provoquait la chute du gouvernement Lerroux et son remplacement par Samper.

30. Mario de Coca, *op. cit.*, p. 103.

On est frappé ici, chez les « léninistes » du P.S.O.E., de leur totale absence d'effort pour une analyse concrète du moment, de leur passivité dans l'attente de l'heure H du « Grand Soir ». Munis, délégué de la Izquierda comunista de Madrid, rapporte qu'à ses propositions d'étudier les moyens de manifester la solidarité ouvrière aux paysans en grève, les délégués P.S.O.E. rétorquaient à l'alliance ouvrière que la grève était l'affaire des seuls paysans, que le moment d'agir n'était pas venu et qu'il ne fallait surtout pas donner au gouvernement un « prétexte » pour fermer la Maison du Peuple. Le schématisme infantile de ceux qui croient qu'une révolution peut se faire au sifflet manifestait au grand jour son impuissance. Laissons un instant la parole à Munis, rappelant le contenu de son intervention à la réunion de l'Alliance ouvrière, dans la soirée du 4 juin, à la veille du début de la grève des paysans, avec la conviction qu'il avait qu'un appel à la grève de solidarité couplé avec l'exigence de la démission du gouvernement et de la dissolution des Cortes aurait pu créer les conditions d'un vrai tournant politique et inciter la bourgeoisie à renoncer à son projet d'amener la C.E.D.A. au pouvoir. Munis disait :

« Le gouvernement Samper résulte de l'indécision entre révolution et réaction. L'attaquer est la seule possibilité de faire pencher la situation en notre faveur. Nous ne pouvons pas avoir d'occasion meilleure. Ce gouvernement est incapable de résoudre un important conflit, si on ne lui facilite pas les choses en fuyant la bataille. Il le sait et il espère être chassé par la gauche ou par la droite. La possibilité s'offre de lui porter des coups simultanément à la campagne et dans les villes. Il ne survivrait pas à une attaque concentrique ; mais il sera assez fort pour vaincre les paysans s'ils sont isolés. L'impression que produirait dans les masses une défaite et l'affaiblissement consécutif, amèneraient un tournant à droite dans la composition du gouvernement. Le prolétariat perdrait l'alliance des paysans, qui ne se relèveraient que lentement après leur défaite. Samper cèderait vite son poste à un gouvernement Lerroux-Gil Robles. Il y a maintenant 100 000 paysans en grève. Si nous les laissons seuls, le gouvernement concentrera contre eux les forces de répression ; se voyant abandonnés, ils perdront leur combativité. Battus, les paysans ne seraient plus une force pour la révolution et le Gouvernement aurait toute liberté de concentrer ses forces contre le prolétariat. La contre-révolution aurait gagné une importante bataille. Elle pourrait battre le prolétariat isolément, certaine qu'il ne trouverait pas d'appui dans les campagnes. Au contraire, si cette nuit nous déclarons quarante-huit heures de grève d'un bout à l'autre de la péninsule, les travailleurs de la campagne se sentiront forts et certains de l'appui du prolétariat. Barcelone suivra notre exemple et, le lendemain, Séville, Bilbao, Saragosse, les Asturies, etc. Au lieu de 100 000, il y aurait demain 150 000 paysans en grève, après-demain 200, 300 000 au bout de quatre jours. Ce gouvernement débile, attaqué de tous côtés, devra diviser ses forces. L'unité d'action entre ouvriers et paysans élèvera à son maximum la capacité nationale de lutte révolutionnaire et obligera la réaction à reculer. Limitées dans le temps, les grèves de solidarité dans les villes n'ont que peu de chance d'échouer. Elles auront atteint leur objectif avant que le gouvernement commence à organiser leur écrasement. Prenant appui sur les diverses villes, les paysans se sentiraient constamment

appuyés et soutenus. Cette action est décisive pour la marche ultérieure de la révolution. C'est une action politique de laquelle dépendra, dans l'étape immédiate, la question de savoir si c'est la bourgeoisie ou le prolétariat qui a l'offensive. En cas de défaite des paysans, on ne peut espérer que des défaites ultérieures du prolétariat. Samper sera le marchepied du gouvernement fort que la réaction espère. Par ailleurs, seul le prolétariat peut donner son expression et sa densité politique au mouvement des paysans. Lançons les mouvements de solidarité aux cris de "Vive la grève des paysans ! A bas le gouvernement Samper ! Dissolution des Cortes contre-révolutionnaires !" ». ³¹

On comprend le silence fait par les historiens liés aux courants qui ont, quelles que soient leurs raisons, combattu, voire calomnié, la grève des ouvriers agricoles : la position développée ci-dessus par Munis n'est ni une position dogmatique et simpliste, ni un acte de foi. Elle repose sur une analyse concrète et formule malheureusement des prophéties qui ont été totalement vérifiées en ce qui concerne la suite des événements si elle n'était pas écoutée. Car le gouvernement Samper, après le succès remporté dans les campagnes, sera enfin le marchepied du gouvernement « fort » espéré par la réaction — le gouvernement avec des ministres de la CEDA que les classes dirigeantes formeront quand elles auront jugé le moment venu de mettre les socialistes au pied du mur, avec toute la force que leur aura donné à ce moment-là l'expérience de juin...

La position défendue ci-dessus par le porte-parole de la Izquierda comunista ne rencontra que le soutien des représentants de la Fédération du tabac et des « syndicats de l'Opposition » exclus de la C.N.T., et les délégués socialistes demandèrent un délai de 24 heures. Mais, le délai écoulé, ils s'opposèrent fermement à toute action même limitée de solidarité avec les paysans en grève. Munis a-t-il tort quand il suggère qu'une telle initiative signifiait en fait une rupture avec la légalité républicaine bourgeoise, qui les emplissait de terreur ? Nous ne le pensons pas et il nous semble même que le problème des liens qui subsistaient entre le parti, dont les « léninistes » se croyaient ou se disaient les maîtres, et le système institutionnel espagnol avaient conservé toute leur force, même pendant cette période de préparation de l'insurrection et de « lutte exclusivement pour le pouvoir », comme le répétait le jeune Carrillo.

Un lien préservé avec la bourgeoisie: Prieto

La grande querelle qui commence, à partir de 1935 et traverse les années de la Révolution et de la guerre civile, pour se prolonger dans l'exil et se poursuivre par personnes interposées, entre Largo Caballero et Indalecio Prieto, a parfois singulièrement occulté aux yeux de certains la signification de la présence de ce dernier et de ses partisans les plus

31. Citation dans Munis, *op. cit.*, p. 120-121.

proches, comme Juan Simeón Vidarte, dans l'équipe dirigeante du P.S.O.E. au temps où on la voit sous la forme des « léninistes du P.S.O.E. ». On sait qu'adversaire n° 1 de Largo Caballero dans le parti de 1935 à 1937, Prieto se fit ensuite le champion de l'alliance plus modérée du Front populaire avec le parti communiste avant de devenir, en liaison avec les gouvernements démocratiques de l'Occident, en qui il plaçait sans doute quelques illusions, le principal champion de l'anti-communisme dans le parti socialiste espagnol.

On se tromperait pourtant lourdement en voyant dans les parties les mieux connues de son itinéraire politique retournements et palinodies. La conduite politique d'Indalecio Prieto fut, au contraire, d'une cohérence et d'une continuité exceptionnelles. Edward Malefakis, qui lui voue une admiration sans doute parfaitement sincère, écrit au sujet de ses années de formation :

« Cette prédisposition précoce à préférer l'activité politique à l'activité syndicale, à collaborer avec les groupes républicains plus qu'avec les groupes non socialistes de la classe travailleuse, son intérêt pour des concepts comme celui de démocratie parlementaire authentique, associés plus spécifiquement à la bourgeoisie progressiste qu'aux socialistes, ont caractérisé Prieto tout au long de sa carrière politique. De telles prédispositions, s'ajoutant à sa tendance à peu apprécier l'idéologie et à agir sur la base des réalités sociales et politiques existantes à tout instant, le désignent clairement comme un social-démocrate. Prieto est apparu comme social-démocrate à un moment où son parti suivait une politique social-démocrate et c'est pour cela qu'au début il n'y eut pas de conflits. »³²

Mais, comme l'admet très honnêtement Edward Malefakis, c'est parce que Prieto n'a ultérieurement pas cessé d'être social-démocrate, alors que son parti changeait par la force des choses, que ces conflits ont commencé. La question qui se trouve posée en tout cas à propos de Prieto dans le cadre de cet article est de déterminer quelle fut l'attitude exacte de ce « social-démocrate » vis-à-vis de la ligne défendue alors par « les léninistes du P.S.O.E. » et les raisons qui expliquaient cette attitude.

Analysant le fameux discours que Prieto prononça à l'été de 1933 à Torreldones devant les stagiaires de l'école d'été des Jeunesses socialistes, Malefakis fait l'analyse suivante :

« Dans ce discours, il acceptait la validité psychologique et morale de la radicalisation qui avait commencé, mais repoussait la conclusion selon laquelle elle devait conduire à un changement dramatique dans la politique socialiste, au cours duquel on abandonnerait la collaboration avec la République bourgeoise progressiste en faveur d'une politique sociale révolutionnaire qui conduirait à l'instauration d'une dictature du prolétariat. »³³

32. Edward Malefakis, prologue de Indalecio Prieto, *Discursos Fundamentales*, p. 17.

33. *Ibidem*, p. 23.

Et l'historien américain de relever ce qu'il appelle l'ambiguïté de la position de Prieto à ce moment :

« Prieto n'argumentait pas sur la base d'un échec probable de toute tentative révolutionnaire. [...] Il affirmait qu'une révolution pouvait triompher, mais que sa victoire n'en vaudrait pas la peine pour la République ni pour les socialistes, étant donné ce qu'elle coûterait et ce qu'en seraient les conséquences. »³⁴

Malefakis souligne à ce propos la double mission de Prieto pendant la période qui nous intéresse — de la décision de préparer conditionnellement l'insurrection, si la droite arrivait au pouvoir, position qu'il avait formellement approuvée, jusqu'à la veille de la révolution d'octobre. Le dirigeant basque a en effet un double rôle. Il continue d'être le véritable animateur du groupe parlementaire et il est le principal agent de liaison entre le comité insurrectionnel et les fournisseurs d'armes ainsi que les militaires éventuellement associés à un soulèvement.

En ce qui concerne le rôle de Prieto aux Cortes, Malefakis écrit :

« Bien qu'il ait nourri bien des doutes, il s'abstint d'attaquer cette politique (la « ligne révolutionnaire ») et, au lieu, concentra tous ses efforts dans la double tâche de bloquer les excès de la droite de façon à ce qu'on puisse conserver le *statu quo* et éviter la révolution, et de créer les meilleures conditions possibles pour la victoire de celle-ci si elle devait malgré tout éclater. »³⁵

Et c'est bien ainsi qu'il faut évidemment interpréter l'infatigable activité de Prieto au Parlement ainsi que la fameuse déclaration qu'il prononça le 7 février disant aux Cortes qu'il ne verrait lui-même aucune autre solution que la révolution si l'offensive continuait contre les conquêtes sociales des années 1931-1933 :

« Quelle que soit la sévérité et la gravité de la rigueur dont nous menace M. Lerro, face aux efforts et à la trahison qui détruisent et annihilent l'essence même de notre Constitution, notre devoir, je le répète, c'est la révolution, avec tous les sacrifices, avec toutes les tristesses et amertumes des châtements dont on nous menace. »³⁶

Aveu imprudent comme affirment certains? Certainement pas. Confiance calculée, oui, appel du pied du vieux parlementaire à ses collègues : « Même moi, je ne peux plus retenir ce mouvement, cessez de mener la politique du pire ! ». Et les « amertumes, tristesses et sacrifices » dont il enveloppe la menace de la révolution sont, de toute évidence, plus adressés à l'honorable assemblée qu'aux foules qui vont défiler le 1^{er} mai. Dans la décision de déclencher la révolution au cas où la CEDA parviendrait au pouvoir, le P.S.O.E. s'est bien gardé de couper les ponts.

34. *Ibidem*, p. 23.

35. *Ibidem*, p.

36. Cité par J.S. Vidarte, *op. cit.*, p. 115.

Largo Caballero parle de révolution, et son collègue Prieto essaie d'effrayer les parlementaires avec cette menace brandie par son propre parti, à laquelle il ne croit guère — Malefakis en est convaincu — et qui ne l'enthousiasme vraiment pas !

Peut-on cependant suivre Malefakis jusqu'au bout et estimer avec lui que Prieto cherche « les meilleurs conditions possibles pour la victoire de la révolution au cas où celle-ci éclaterait malgré tout ». ³⁷ — et malgré tous ses efforts pour convaincre la bourgeoisie d'éviter cette éventualité ? Si l'on entend par là une « révolution » au sens où les Jeunesses socialistes de l'époque entendent « la prise du pouvoir », il est clair que non. Mais Prieto, avant d'être ministre de la République, a fait partie au début des années 30 du « comité révolutionnaire ». Il sait, mieux que personne, qu'il y a révolution et révolution. Celle qu'il accepterait *au besoin* serait celle qui balayerait les agressions revanchardes des oligarques, rétablirait le régime parlementaire et la possible collaboration dans une ère de réformes — et pour celle-ci, il peut effectivement trouver des appuis dans l'armée, notamment parmi les officiers francs-maçons hostiles à la CEDA et à la conspiration de leurs confrères intégristes. C'est dans la même perspective que dans un autre discours fameux, prononcé le 4 février au cinéma Pardiñas de Madrid, il trace la seule esquisse jamais publiée avant l'insurrection, du programme de celle-ci, dont on notera, avec Malefakis encore qu'il se garde bien de défendre une socialisation totale qui « rejeterait les bourgeois progressistes dont il considère que l'appui est nécessaire pour le succès de la révolution ». Faut-il considérer, avec cet historien que « la politique de Prieto qui cherchait à garantir à la révolution l'appui des groupes bourgeois insatisfaits échoua » et qu'échoua aussi « l'orientation purement ouvriériste » que Largo Caballero avait voulu donner aux préparatifs ? ³⁸ Ce n'est possible qu'à travers une vue manichéenne et une analyse simpliste qui oppose en cette période deux hommes qui, en réalité, se complètent, et, de fait, se partagent le travail.

Nous en voulons pour preuve une anecdote rapportée dans ses mémoires par Juan-Simeón Vidarte. Lors de la discussion en commun par les deux exécutifs, P.S.O.E. et U.G.T., du projet d'insurrection dont Largo Caballero souligne le caractère « nettement socialiste » ; Amaro del Rosal prend la parole pour souligner l'incompatibilité qu'il voit pour sa part entre la participation à la direction d'un mouvement « nettement socialiste » et l'appartenance à la franc-maçonnerie où se trouvent également des éléments, comme les radicaux lerrouxistes, qui sont les pires ennemis de la classe ouvrière. Vidarte, lui-même franc-maçon, interpelle Largo Caballero : « Comment allez-vous faire maintenant, Prieto et vous,

37. Malefakis in Prieto, *op. cit.*, p. 23.

38. *Ibidem*, p. 25.

après la décision que nous venons de prendre, pour continuer à conspirer avec des généraux et des militaires maçons comme Cabanellas, Nuñez del Prado, Mangada, Riquelme, González Gil et tant d'autres... Largo Caballero, si l'on en croit Vidarte, se contente de sourire, disant qu'il ne faut pas exagérer la portée de la décision laquelle n'interdit pas le contact avec les francs-maçons. ³⁹ Ecrivant ses mémoires, l'ancien secrétaire du P.S.O.E. ferraille encore contre le souvenir d'Amaro del Rosal et, tout en admettant que le ministre de l'Intérieur, Salázar Alonso, était franc-maçon, assure combien son action de l'époque souleva le cœur de ses frères en maçonnerie. ⁴⁰

Nous n'irons pas plus loin sur ce point. Aucun des chefs militaires d'une importance quelconque mentionnés dans la conversation citée plus haut ne s'engagea le moins du monde en octobre 1934 et les officiers et sous-officiers engagés dans le complot en furent totalement paralysés, comme on sait, laissant totalement isolés à Madrid, par exemple, les groupes de choc de jeunes socialistes. Trois jours avant la formation du nouveau gouvernement, comportant cette fois — la provocation était évidente — trois ministres de la CEDA, le 1^{er} octobre, le socialiste et franc-maçon Fernando De Los Ríos lança un ultime appel au gouvernement et aux organisations des classes dirigeantes pour qu'elles cessent de précipiter les socialistes dans l'illégalité, suggérant au Président de la République d'appeler les socialistes à faire partie d'un gouvernement qui aurait eu pour mission de préparer de nouvelles élections. Pendant trois jours, les membres du « comité révolutionnaire » autour de Largo Caballero, réunis dans l'appartement de Prieto, vont attendre ... la réponse d'Alcalá Zamora — et Caballero refusera de croire que ce dernier a pris des ministres de la CEDA tant qu'il ne l'a pas lu de ses yeux dans la *Gaceta*.

Le 1^{er} octobre, mis en minorité à la commission exécutive sur une proposition de soumettre le groupe parlementaire à l'autorité de la direction du parti, Largo Caballero démissionne de la présidence et l'exécutif revient sur toutes les décisions prises : seule la décision de passer à l'insurrection et l'échec de celle-ci vont remettre à plus tard un conflit inévitable depuis que la vie politique, leur propre passivité et leurs propres illusions avaient placé les dirigeants socialistes le dos au mur et face à leurs propres engagements. On connaît la suite.

Vapeur, cylindre et piston

Trotsky, qui se fit l'historien d'une révolution qu'il avait contribué à conduire à la victoire — ce qui lui donne une certaine supériorité sur nombre d'auteurs ou acteurs cités ci-dessus — relève dans sa préface de

39. J.S. Vidarte, *op. cit.*, p. 143.

40. *Ibidem*, p. 144.

l'Histoire de la Révolution Russe que « le trait le plus incontestable d'une révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques ». Après avoir indiqué au passage : « Qu'il en soit bien, ou mal, aux moralistes d'en juger », il poursuit en indiquant qu'il n'ignore nullement le rôle des partis et des leaders :

« Ils constituent un élément non autonome mais très important du processus. Sans organisation dirigeante, l'énergie des masses se volatiliserait comme de la vapeur non enfermée dans un cylindre à piston. Cependant, le mouvement ne vient ni du cylindre, ni du piston, mais de la vapeur ». ⁴¹

Il semble bien qu'aucun des prétendus « léninistes du P.S.O.E. » de 1934, anciens réformistes convertis sur le tard ou néophytes à l'enthousiasme sommaire, la théorie courte et l'argumentation d'autorité facile, n'ait, sinon lu, du moins compris et fait sienne cette analyse élémentaire. Sauf les malheureux dirigeants de la F.N.T.T. pour qui la « vapeur » devenait un torrent bouillant qui les entraînait sans recours, la plupart de ces hommes ne croyaient visiblement pas au rôle moteur de la vapeur à qui ils conseillaient d'attendre que le cylindre soit alésé et le piston peaufiné avant de chercher à sortir : d'autres, dans les mêmes dispositions, faisaient fouetter la mer de chaînes dans l'espoir de déclencher la tempête !

Que ces hommes aient agi délibérément et en toute conscience — ce qui, nous l'avons déjà dit, nous paraît peu probable, sauf dans le cas de Prieto et de ses amis, acculés par la vapeur à tenir des positions intenable, ou qu'ils n'aient pas compris que le mouvement des masses espagnoles était le fait essentiel autour duquel ils devaient ordonner leur analyse, leurs perspectives, leurs mots d'ordre et leur tactique, aussi bien que leur stratégie, ils ont prétendu le régenter et l'enrégimenter, le commander au sifflet, en disposer comme s'ils étaient maîtres de l'histoire au lieu de se mettre à son service avec toutes les connaissances qu'ils pouvaient tirer de la riche expérience révolutionnaire du XX^e siècle. Est-il tellement paradoxal de constater, au terme de ces quelques pages de bilan et de réflexion, qu'Andrés Nin avait sans doute raison quand il constatait en 1936 que le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans espagnols était infiniment plus profond encore que celui des Russes en 1917 : jamais vapeur plus puissante n'attendit aussi désespérément cylindre pour s'y couler et piston pour le mouvoir ! Jamais non plus ne se trouvèrent face à un tel mouvement des hommes d'une aussi médiocre qualité. Ces « chefs » qui refusaient un « modèle », dont ils auraient pourtant beaucoup appris, refusaient de comprendre que les masses en mouvement ne se soumettent pas aux oukazes d'hommes qui n'ont pas de la situation et du rapport de forces entre les classes une analyse concrète ouvrant des perspectives

41. Préface de *l'Histoire de la Révolution russe*.

politiques concrètes, ces « chefs » n'étaient bons à rien et ont plus paralysé le mouvement qu'ils ne l'ont aidé tout en prétendant l'instruire et le guider.

Peut-on ajouter que, désespérément, les masses ont cherché pour leur vapeur cylindre et piston et tenté même d'utiliser à leurs propres fins ceux des organisations traditionnelles qui se trouvaient des décennies en arrière, mais que cette tentative a, elle aussi, échoué ? Alors, au risque de faire s'esclaffer les régiments de précieux et savants pour qui Lénine n'est aujourd'hui qu'une fable pour débiles, nous nous contenterons de relever en conclusion qu'il est tout à fait incorrect et parfaitement injuste de décerner à Largo Caballero et ses amis, jeunes et vieux, le qualificatif particulièrement immérité de « léninistes » : nous espérons l'avoir démontré. « Que cela plaise ou non aux moralistes », bien sûr !

Gilles Vergnon

Des socialistes « révolutionnaires » en France ?

Discutant dans la *Bataille socialiste* la conférence de juin 1933 de l'Internationale socialiste, le vétéran Amédée Dunois¹ distinguait à l'intérieur de la S.F.I.O. une « droite », démocrate avant d'être socialiste, un « centre » défendant « le socialisme tel qu'il était il y a vingt ans et dépassé par des événements qu'il n'a pas prévus ». Il définissait la gauche comme les partisans d'« un socialisme accordé au rythme du temps, ayant pour but le pouvoir, tout le pouvoir aux travailleurs et dès qu'il se pourra ».²

L'article ci-dessous se propose de brosser un tableau succinct de cette gauche socialiste, des conditions de son émergence et de l'évolution de la discussion et des contradictions en son sein.

Le moment décisif pour la constitution de la gauche, c'est l'expulsion des « néosocialistes » de la S.F.I.O. en septembre 1933. Trotsky le reconnaîtra plus tard et a posteriori dans une lettre à ses camarades belges :

« Si nous avions été capables d'effectuer l'adhésion à la S.F.I.O. au lendemain du départ des néos, avant la réalisation du front unique en tout cas, nous pourrions maintenant nous réclamer de succès considérables ».³

Extrême droite de la S.F.I.O., les « néos » s'étaient manifestés avec éclat au congrès extraordinaire de juillet 1933. Ce courant animé par

1. Amédée Catonné, dit Amédée *Dunois* (1879-1944) dit également Jean Leunois, avait été militant du parti socialiste puis du P.C., après avoir été anarchiste et avoir fondé *La Bataille syndicaliste*. Porte-parole de l'opposition au congrès de Clichy du P.C. en 1926, il avait quitté le P.C. en 1927 et était revenu à la S.F.I.O. Il était journaliste au *Populaire* et lié à Léon Sedov, procurait des livres à Trotsky. Organisateur du P.S. clandestin sous l'occupation, il mourut en déportation.

2. *La Bataille socialiste* n° 71, 15 septembre 1933.

3. L. Trotsky, *Œuvres*, 3, p. 235.

Déat, Marquet et Montagnon⁴ bien qu'hétérogène certes et déchiré par des rivalités personnelles, exprimait ouvertement la pression du fascisme sous sa forme italienne et abandonnant toute référence au marxisme, se prononçait pour une « rénovation » du parti dans un sens « national ». C'est ce qu'exprimait Montagnon au congrès :

« La force du fascisme vient de la nécessité qui semble évidente aujourd'hui d'un Etat fort, d'un Etat puissant, d'un Etat d'ordre. [...] C'est dans les classes moyennes qu'existent aujourd'hui les ferments révolutionnaires. [...] Vous les avez trouvés surtout en Allemagne, ils naissent prématurément en France. Que devons-nous faire ? Régénérer notre parlementarisme, cette grande machine vieillotte, faire un Etat fort, maître de sa monnaie, capable de contrôler l'économie et la finance, d'imposer au grand capitalisme certaines directives ».⁵

Déat, de son côté, apostrophait Léon Blum, lui reprochant « sa passivité tout orientale ».

L'existence des néos n'était pas un phénomène purement français et il faut évidemment lier leur apparition dans la S.F.I.O. à l'évolution de sir Oswald Mosley en Grande-Bretagne et surtout Henri De Man en Belgique,⁶ inspirateur général du courant et père du « planisme ». Elle traduit en effet l'attraction des « solutions » fascistes sur la droite d'organisations socialistes déstabilisées en même temps que la démocratie parlementaire sur laquelle elles s'adossaient. On peut dire d'une certaine manière que cette poussée « à droite » — réelle, bien que limitée à une fraction de l'appareil — tout comme la poussée inverse « à gauche », que la première accélère et renforce, sont toutes deux les conséquences de la victoire des nazis. La particularité française est que ce courant est exclu⁷ — et il semble d'ailleurs l'avoir cherché, alors que De Man joue la carte de l'unité, fait adopter son « Plan du Travail »⁸ par le congrès du P.O.B. dont il devient vice-président.⁹

4. Marcel *Déat* (1894-1955), professeur de philosophie, député de la Marne, avait été considéré comme le dauphin de Blum. Adrien *Marquet* (1884-1955) était député-maire de Bordeaux. Barthélémy *Montagnon* (1889-1969) était député de Paris en 1932. Tous les trois, comme le Belge De Man, finirent dans la « collaboration ».

5. Cité par J. Lacouture, *Léon Blum*, Seuil, 1977, p. 235.

6. Sir Oswald *Mosley* (né en 1896) avait appartenu à la gauche du Labor Party qu'il quitta en 1931 pour fonder le « New Party », puis la « British Union of Fascists ». Henri *De Man* (1886-1953), élève belge de la social-démocratie allemande, avait publié en 1926 son célèbre ouvrage *Au-delà du Marxisme*, dans lequel il préconisait un socialisme autoritaire dans un cadre national.

7. Partent avec les néos 28 députés, 7 sénateurs, mais moins de 20 000 membres, en majorité dans la région bordelaise.

8. Cf. L. Trotsky, « Le Révisionnisme et le Plan », *Œuvres*, 3, p. 163-175.

9. En décembre 1933.

Pour les combattre, les dirigeants S.F.I.O. s'appuient sur la mobilisation de la base du parti qui se regroupe et s'exprime dans *La Bataille socialiste*, journal et tendance existant depuis 1929 avec la participation d'une fraction de l'appareil, Paul Faure et J.B. Séverac notamment.¹⁰ Comme le note J.P. Joubert dans son livre *Révolutionnaires de la S.F.I.O.*,¹¹ la « B.S. » est en fait un courant à deux étages : d'une part des dirigeants qui sont plus généralement membres du « centre » que de la « droite », pour reprendre les termes de Dunois, et, de l'autre, le courant Zyromski-Pivert,¹² plus lié à la base militante de la région parisienne. Après le départ des néos — son apogée et le début de sa propre crise — la « B.S. » va se diviser à son tour : Séverac et Paul Faure la quittent et le conflit se développe entre Zyromski et Pivert.

Mais la principale conséquence de l'exclusion des néos, c'est la déstabilisation du parti dans son ensemble : la droite réformiste organisée disparaît avec le ralliement à Léon Blum du groupe-tampon de Vincent Auriol et chacun, désormais, se situe « à gauche ».

Amédée Dunois, exprimant de toute évidence le sentiment des militants qui ont combattu et vaincu les néos, écrit dans *La Bataille socialiste*, sous le titre significatif de « Maintenant qu'ils sont partis » :

« Ne craignons pas d'être trop socialistes. Nous ne le serons jamais assez. A l'heure de l'histoire où nous sommes, dans la décomposition grandissante du monde capitaliste, je dirais du socialisme ce que Victor Hugo disait d'un de ses livres : il est plus qu'utile, il est urgent ».

Il relève que le départ des néos facilite le combat pour le front unique avec le P.C. mais note également, non sans quelque ironie, que les dirigeants de ce dernier ont parfaitement compris le danger que constitue pour eux la radicalisation des partis socialistes :

« Ils savent qu'à mesure que le P.S. reprend sa physionomie de parti de classe, de lutte de classe et de révolution, les ouvriers se détournent de leur démagogie imprudente et s'en viennent grossir les sections socialistes ».¹³

Ainsi s'ouvre une situation nouvelle, dans laquelle la B.S. va perdre son rôle unificateur : la Fédération nationale des étudiants socialistes et le journal *L'Étudiant socialiste* représentent un pôle d'attraction nettement marqué à gauche.

10. Paul Faure (1878-1960), député-maire du Creusot, était alors secrétaire général de la S.F.I.O. Jean-Baptiste Séverac (1879-1951) était secrétaire administratif de la S.F.I.O.

11. Jean-Paul Joubert, *Révolutionnaires de la S.F.I.O. Marceau Pivert et la pivertisme*, Paris, FNSP, 1977.

12. Jean Zyromski (1890-1975), employé à la préfecture de la Seine, était secrétaire de la fédération S.F.I.O. du département. Marceau Pivert (1895-1958), enseignant, ancien combattant, avait adhéré à la S.F.I.O. après Tours. Il était un des militants les plus populaires dans la Seine et l'animateur de la XV^e section.

13. *La Bataille socialiste*, n° 75, 15 novembre 1933.

Les Etudiants socialistes

A vrai dire, les dirigeants « adultes » ont pris leurs précautions, et la F.N.E.S., de même que les Jeunesses, est ligotée par un ensemble de règles statutaires la plaçant sous l'étroit contrôle du parti : J.S. et F.N.E.S. sont rattachées à un comité national mixte formé pour moitié de représentants du parti et la F.N.E.S. est coiffé d'un président et de deux vice-présidents « adultes ». Pourtant la scission des néos donne un contenu différent à ce cadre puisque les nouveaux « tuteurs » adultes ne sont autres que des gens de la B.S., Bracke, Zyromski et Marceau Pivert — une claire indication de la nouvelle tendance comme le relève Jean Rabaut.

L'Étudiant socialiste a cependant un rôle plus particulier dans la mesure où il est l'organe commun des E.S. français, belges et suisses. La F.N.E.S. et *L'E.S.* vont être le cadre de discussion et de formation d'une pépinière de militants dont certains, comme Walter Dauge, Jack Enock et David Rousset vont aller loin à gauche.¹⁴ Le journal publie des textes répondant aux soucis de cette génération militante. En mai 1933, un rapport sur « les aspirations des générations d'après-guerre et le problème de l'unité ouvrière », assure :

« Si l'entente internationale s'est avérée pratiquement irréalisable, une seule chose est possible : le défaitisme. [...] L'action politique doit être l'œuvre de notre génération, laquelle, reconnaissant presque instinctivement le primat de l'économie, est marxiste, car les faits eux-mêmes sont marxistes, purement, simplement marxistes ».¹⁵

L'insistance sur la spontanéité des masses, le primat accordé à l'action directe de la base liquidant en pratique les divergences doctrinales et surtout la façon de poser les problèmes en termes de responsabilités de générations sont communs à toute la gauche socialiste, expriment à la fois son lien avec la base et ses illusions. Rendant compte dans *La Bataille socialiste* de la conférence internationale d'août 1933, Georges Lefranc commentait les paroles de Paul Henri Spaak, leader de la gauche belge, sur les divergences qui résultaient selon lui d'un « problème de

14. Walter Dauge (1907-1944), fils d'un mineur borain, étudiant, rédacteur en chef de *L'Étudiant socialiste* en 1932, fut ensuite dirigeant des J.G.S., puis animateur de l'Action socialiste révolutionnaire. Il fonda en 1936 le parti socialiste révolutionnaire et rallia la IV^e Internationale. Il abandonna la politique en 1939 et fut abattu peu avant la Libération. Jack Enock étudiant en droit, secrétaire des E.S. de 29 à 33, fut plus tard dirigeant de la Gauche révolutionnaire. David Rousset (né en 1912) était membre des E.S. depuis 1930 mais avait adhéré secrètement à la Ligue communiste en 1932. Dirigeant des J.S.R. en 1936, puis du P.O.I., il fut déporté pendant la guerre et écrivit sur les camps son célèbre livre *Les Jours de notre Mort*. Son évolution politique en fit plus tard un député gaulliste.

15. *L'Étudiant socialiste*, mai 1933.

génération» : il opposait « la génération des pionniers du socialisme » pensant aux victoires remportées depuis le début du siècle, aux jeunes « qui pensent aux échecs des vingt dernières années, qu'ils n'acceptent pas et dont ils veulent connaître les causes ». ¹⁶

La « jeunesse » est cependant revendiquée par tous. Ainsi, à Marius Meillat qui avait attribué la scission de 1920 à la politique de la social-démocratie, de Noske et de Scheidemann, Pierre Boivin¹⁷ rétorque que « tout jeune qu'il soit », Meillat « pense et agit comme un vieux ». On comprend cependant l'inquiétude de Boivin : c'est en effet la perspective de nouveaux « congrès de Tours » qui s'esquisse à travers la détermination de militants comme Meillat qui veulent reconquérir leur parti pour le restituer au combat révolutionnaire et il est naturel que s'en inquiètent les dirigeants « jeunes » ou « vieux », qui restent social-démocrates, tout « gauche » qu'ils soient. ¹⁸

La preuve qu'il ne s'agit pas d'un conflit de générations, mais d'un problème d'orientation politique, en est donnée par le prestige dont Marceau Pivert jouit parmi les jeunes : Pivert, qui parle d'« action directe », qui oppose la spontanéité des masses au conservatisme des hommes d'appareil, devient un véritable écho sonore de la radicalisation des jeunes et c'est vers « sa » section du XV^e que convergent « jeunes et étudiants parisiens, socialistes de gauche de toujours, oppositionnels dégoûtés de la logomachie et de la stérilité des sectes ». ¹⁹

En octobre, c'est Jack Enock, secrétaire national des E.S. qui prend la plume pour un article sur « Le socialisme international et les problèmes du temps présent », dans lequel se concentrent espérances et aspirations au combat, mais aussi inquiétudes des jeunes adhérents. Certes, la défaite allemande a « réveillé de leur torpeur une partie grandissante des militants » et on peut se réjouir de l'exclusion des néos et du langage « gauche » des dirigeants. Mais c'est insuffisant :

« Le socialisme recule ; les dirigeants de l'Internationale l'ont constaté. Cela ne nous suffit pas ; nous voulons les raisons de ce recul ; nous voulons qu'on nous

16. Dans *La Bataille socialiste* n° 71, 15 septembre 1933. Georges Lefranc (né en 1903) milita à la C.G.T. et à la tendance « planiste » de la S.F.I.O. Paul Henri Spaak (1889-1972) avocat bruxellois, dirigeait depuis 1932 le journal *Action socialiste*. Il rencontra Trotsky en février 1934.

17. Pierre Boivin (1906-1937), élève de l'E.N.S., avait été secrétaire parisien des E.S. et rédacteur en chef du journal ; il appartenait au groupe *La Révolution constructive*. Cet échange paraît dans *L'Étudiant socialiste* de mars 1933.

18. Paul Faure devait l'exprimer tout crûment, mais en 1935 : « Nous pensons à ce qui s'est passé en 1920 à Tours. Et permettez-moi de vouloir éviter que, dans les expériences actuelles, notre maison péniblement reconstruite ne soit à nouveau démolie. Quand je retrouve ici des idées que nous avons combattues en 1920, je suis inquiet ». (*Le Populaire*, 5 mars 1935).

19. Jean Rabaut, *Tout est possible ! Les Gauchistes français 1929-1934*, Denoël, 1974.

donne les moyens de l'arrêter. [...] Les militants ont entendu Blum leur faire des analyses pénétrantes et fécondes, puis, au moment de conclure, se taire. Nous avons envie de lui crier que nous avons compris, qu'il nous a convaincus des tares du capitalisme, et des beautés du socialisme, mais que nous voudrions bien savoir comment on y va ». ²⁰

1934 : nouveaux regroupements

Au début de l'année 1934, les dirigeants de la S.F.I.O. ont à répondre à un double problème : l'appel au patriotisme d'organisation et à la défense des vieux principes — perçus comme justes, mais abstraits — ayant épuisé leurs possibilités, comment répondre aux questions des Pivert et des Enock sans aggraver les contradictions internes et surtout comment répondre aux événements qu'accélère l'évolution rapide de la crise politique en France ?

L'un des éléments de la réponse de la direction socialiste est le livre de Paul Faure, *Au seuil d'une révolution*, publié début 1934²¹ : titre, contenu, langage cherchent à contenir les interrogations dans le cadre de la « majorité » du parti. Paul Faure dresse un bilan de la politique des partis socialistes que recouvrent les vocables divers de « ministérialisme », « bloc des gauches », « participation à des gouvernements démocratiques », etc. Ce bilan est pour lui négatif. A ses yeux, désormais, « le parti socialiste pose dans tout l'univers capitaliste sa candidature aux gouvernements et à la direction des États ». Pour étayer sa démonstration, il recourt aux dirigeants socialistes étrangers. Largo Caballero, bien sûr, dont le discours à l'école d'été des J.S. a affirmé l'impossibilité de réformer graduellement dans un sens socialiste la république bourgeoise. ²² Il mentionne également les enseignements des deux expériences de gouvernement travailliste en Grande-Bretagne et affirme hautement à propos de l'Allemagne que « la capitulation sans combat devant quatre hommes et un caporal restera un des spectacles les plus inimaginables que l'histoire et la politique aient jamais offerts à la méditation des hommes ». Plus étonnante sans doute, mais plus révélatrice enfin est cette citation d'Emile Vandervelde, incarnation du réformisme et dirigeant de l'Internationale, ²³ assurant au congrès de décembre 1933 du P.O.B. que « le P.O.B. ne possède pas de mous, mais seulement des durs ». Paul Faure y voit la preuve que « le congrès » « a rompu avec le réformisme tel

20. *L'Étudiant socialiste*, octobre 1933.

21. Paul Faure, *Au seuil d'une révolution*, Limoges, 1934.

22. Voir pp. 43 - 45 Ce discours est reproduit dans le volume *Discursos a los Trabajadores*.

23. Emile Vandervelde (1866-1938), membre du P.O.B. depuis 1886, député de Bruxelles, président de l'Internationale en 1900, avait été ministre pendant la guerre.

qu'il était conçu, défini, pratiqué souvent, par les socialistes dans les parlements » et en conclut au rejet de toute politique de participation.²⁴

En réalité, sa référence à Vandervelde « vend la mèche » et dévoile partiellement le caractère restreint du tournant à gauche tel que les dirigeants l'entendent. Il est clair en effet — et sans vouloir revenir ici sur ses raisons — que, pris à la gorge par la victoire hitlérienne et ce qu'elle révèle, les dirigeants de la social-démocratie européenne cherchent à prendre appui sur leur base militante pour résister à la destruction, non seulement des conquêtes démocratiques, économiques et sociales du prolétariat, mais aussi à celle de l'Etat démocratique dans lequel elles sont en partie imbriquées et dans lequel la social-démocratie s'est quant à elle totalement intégrée.

Trotsky, à propos de la révolution de février 1917 en Russie, avait noté quelques années auparavant qu'une révolution « délavant les limites habituelles de la politique, obnubile dans les premiers temps d'une rose brume tous et tout. Même ses ennemis s'efforcent, dans cette phase, de prendre sa couleur ». ²⁵ C'est bien de la même « brume rose » qu'il s'agit en 1934 et que la direction utilise pour mobiliser les militants en même temps que pour masquer les divergences et ramener certains dans le giron de l'appareil. Bien entendu, cette opération n'a rien de commun avec les aspirations des Dauge, Pivert, Enock, pour qui ce « rose vif » n'est qu'une transition vers le rouge, et les Paul Faure et Vandervelde espèrent qu'après la stabilisation qu'ils souhaitent, la transition se fera vers une retraite sur les positions anciennes avec lesquelles ils n'ont nullement rompu. C'est encore Trotsky qui donne une analyse de ce phénomène :

« La majorité écrasante des réformistes se repeint aujourd'hui de couleurs nouvelles. Le réformisme fait place aux innombrables nuances de centrisme qui couvrent aujourd'hui le champ du mouvement ouvrier dans la majorité des pays. [...] Le simple fait d'opposer la lutte légale à la lutte illégale, les moyens pacifiques à la violence, la démocratie à la dictature, passa, dans la majorité des cas, à côté de l'objectif parce que les réformistes effrayés se désavouant eux-mêmes sont prêts d'accepter les formules les plus « révolutionnaires » pourvu qu'elles ne les obligent pas aujourd'hui à une rupture décisive avec leur propre irrésolution, leur propre indécision et leur propre attentisme. C'est pourquoi la lutte contre les opportunistes cachés ou masqués doit être transférée principalement dans le domaine des conclusions pratiques à partir de prémisses révolutionnaires ». ²⁶

On peut penser que la référence de Paul Faure à Vandervelde n'éveillait pas chez les militants un enthousiasme débordant et ce n'est pas hasard si elle émane d'un homme du centre. Reste que le livre de Paul Faure ne répond pas vraiment à la question « comment y aller ? »...

24. Tous ces éléments sont extraits du livre de Paul Faure (n. 21) chapitre « Le Socialisme et les problèmes du gouvernement », pp. 138-150.

25. L. Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, t. III ed. Rieder, p. 196.

26. L. Trotsky, *Œuvres*, 3, pp. 239-247.

Certains se saisissent de l'idée du « plan ». En décembre 1933, le congrès du P.O.B. a adopté celui que proposait De Man, le « Plan du Travail » : Michel Kokoczyński, dans *La Bataille socialiste* du 15 janvier 1934 écrit que la page est tournée sur les néos et qu'il faut, comme en Belgique, engager la rédaction d'un Plan qui permettra la lutte « pour le pouvoir ». Henri De Man était, on le sait, la référence théorique du courant néo²⁷ et, après l'exclusion de ses membres, deux groupements s'étaient constitués à l'intérieur de la S.F.I.O. sur la base de ses analyses : *Révolution constructive* et *Combat marxiste* reprenaient sous une forme moins virulente la tentative des néos. La direction restait prudente en raison de la liaison existant dans les esprits entre l'idée de « plan » et le groupe des exclus. Pourtant, comme le note Zeev Steernhell, « si tous les néos étaient planistes, tous les planistes n'étaient pas néos » et il ne fait aucun doute que pour certains militants, l'idée de plan n'était pas autre chose qu'une sorte de programme d'action dans la lutte pour le pouvoir, ce qui était sans doute la raison véritable des réserves des dirigeants.²⁸

C'est février 34 qui balaie la discussion sur le plan et dissipe l'unanimité « brume rose ». Georges Lefranc affirme :

« Sans le savoir, les manifestants de la Concorde du 6 février 1934 ont condamné les deux tentatives de rénovation socialiste — si différentes à tant d'égards — qui se faisaient jour en ce début 1934, celle de Déat dans la S.F.I.O. et celle de *Révolution constructive* dans la S.F.I.O. ». ²⁹

C'est si vrai que René Modiano, dans *La Bataille socialiste*, va jusqu'à déplorer qu'« alors que le parti se regroupait entre « plans » et « anti-plans », les militants se laissent détourner au profit de la bataille de rues de leurs préoccupations d'avant le congrès ajourné : le plan de socialisation ». ³⁰ C'est que l'émeute du 6 février a effectivement fait ajourner le congrès de Lille ; elle a eu par ailleurs de tout autres conséquences.

Les Conséquences du 6 février

Les militants ont senti le vent du boulet fasciste : pour eux, le péril prend maintenant une dimension « nationale », c'est-à-dire concrète et vivante. En même temps, une sensibilité plus grande de leur parti à la pression des masses fait de lui un outil plus préhensible que le P.C.F. et accélère donc une vague d'adhésions, notamment d'anciens militants du P.C., organisés ou non dans des groupes d'opposition de « gauche » ou de « droite ».

27. De Man refusait de cautionner les néos et ses écrits parurent en France dans les *Cahiers de la Révolution constructive*.

28. Trotsky proposait à la Ligue communiste la rédaction d'un Programme d'action qui lui permettrait de rompre son isolement (*Œuvres*, 4, pp. 91-96).

29. G. Lefranc, « Marcel Déat à travers quelques-uns de ses inédits », *L'Information historique* n° 42, 1980.

30. *La Bataille socialiste* n° 77, 15 mars 1934.

Le 26 mars, c'est l'adhésion d'Albert Treint et de son petit groupe de *L'Effort communiste*.³¹ Dans sa demande d'adhésion, l'ancien dirigeant du P.C., puis de la Ligue communiste, écrit :

« Si la II^e Internationale s'avère à l'expérience capable d'accomplir son redressement révolutionnaire, la création de la IV^e ne saurait être envisagée ». ³²

Quelques mois plus tard, Treint écrit un *Où va la France ?* presque contemporain de celui de Trotsky dans lequel il assure qu'on peut envisager le redressement de la S.F.I.O., qui sera plus facile que celui du P.C. ou d'autres partis socialistes puisque la S.F.I.O. n'a que peu participé à des gouvernements bourgeois et du fait qu'« elle a accueilli de nombreux communistes qui ont joué le rôle vivifiant de globules rouges dans son organisme anémié ». ³³ Pour lui, ce redressement doit être mené à bien de l'intérieur et « se borner à influencer de l'extérieur (...) ce serait assumer une responsabilité peut-être décisive dans l'échec éventuel du redressement des partis socialistes ».

On assiste au même moment à l'auto-dissolution d'une opposition communiste « de droite » qui avait une base régionale relativement importante, la Fédération communiste indépendante de l'Est, à la suite de l'adhésion à la S.F.I.O. de son principal dirigeant, Paul Rassinier, ancien secrétaire du rayon communiste de Belfort qui imite ainsi son camarade Lucien Hérard à quelques mois de distance. ³⁴

Enfin, c'est Boris Goldenberg, ³⁵ dirigeant du S.A.P. allemand, longtemps lié à Sedov et réputé proche de Trotsky, en contact avec la S.F.I.O. depuis son arrivée en France et adhérent récent, qui s'explique dans la

31. Albert Treint (1889-1971), instituteur, membre de la S.F.I.O. en 1912, avait fait la guerre qu'il avait terminée avec le grade de capitaine. Délégué au congrès de Tours, il était entré au comité directeur, devenant un des chefs de file de la gauche. Protégé de Zinoviev, il était entré au secrétariat en 1923 et avait présidé ensuite à ce qu'on appelait la « bolchevisation » et de nombreuses exclusions. Il s'était engagé aux côtés de l'Opposition unifiée, publiant en France *L'Unité léniniste*, puis, après la capitulation des zinoviévistes, *Le Redressement communiste*. Après de longues discussions avec Trotsky, et une visite avec Prinkipo, il avait rejoint la Ligue communiste à l'automne 1931, mais s'était rapidement heurté à Raymond Molinier et avait quitté la Ligue en moins d'une année. Il anima alors un petit groupe qui publiait le bulletin *L'Effort communiste*.

32. La demande d'adhésion, signée de quatre militants, dont Treint et sa compagne Nelly Rousseau est aux archives Lefevre, B.D.I.C. Nanterre.

33. A. Treint, *Où va la France ?* archives Lefevre, B.D.I.C. Nanterre.

34. La F.C.I.E. s'était constituée en 1932 par la fusion de militants exclus du P.C.F. dans le Doubs et des exclus du rayon communiste de Belfort. Elle comptait nombre d'élus locaux et l'ancien membre du C.C. Henri Jacob. Lucien Hérard devait devenir un des principaux dirigeants du P.S.O.P.

35. Boris Goldenberg (1905-1980), d'une riche famille berlinoise avait milité au K.P.D. puis à la K.P.O. brandlérienne avant de rejoindre le S.A.P. Il avait été lié à Berlin avec Léon Sedov, avait correspondu avec Trotsky et passait en 1933 pour proche des positions de ce dernier. Il allait s'en éloigner très vite.

tribune libre de *Masses* sous le titre « Le fascisme vaincra-t-il en France ? » et développe des positions proches de celles de Treint :

« Le grande avantage du parti socialiste S.F.I.O. est qu'il existe en son sein une large démocratie. Ceci trace la tâche des révolutionnaires : agir où sont les masses. Nul ne peut contester qu'elles sont dans leur grande majorité derrière le parti socialiste... »

Il poursuit se posant curieusement en « conseiller des trotskystes » :

« Ce serait une erreur que de renoncer à la formation (dans le P.S.) d'une aile gauche clairement basée sur un programme d'action et de faire sortir les membres les plus avancés pour les faire adhérer à la Ligue communiste. [...] Pour nommer enfin le groupement le plus clair, qui mène maintenant une politique juste, c'est la Ligue communiste de Trotsky. Les camarades français ne font plus la même faute que leurs camarades allemands, de se considérer comme une fraction de l'I.C. staliniste et mènent donc la même politique qu'a menée le S.A.P. en Allemagne ». ³⁶

Au-delà de cette conclusion d'ailleurs, l'article de Boris Goldenberg démontre comment l'existence d'une gauche socialiste et d'un courant puissant d'adhésions au parti a eu l'effet en un sens négatif de ramener en arrière dans le giron des vieux partis les groupes socialistes indépendants qui, comme le S.A.P., s'étaient avancés dans la voie de la IV^e Internationale et entravent donc un développement indépendant de celle-ci. C'est d'ailleurs cette constatation, faite par Trotsky lui-même dans son article du 22 février, ³⁷ qui sera l'un des facteurs de sa décision de proposer à ses camarades d'entrer dans la S.F.I.O.

La S.F.I.O. est-elle, en 1934, comme l'insinuent certains, « une auberge espagnole » ? Nous ne le croyons pas. Le parti socialiste de 1934 n'est pas le lieu de rencontre de tout et de n'importe qui, mais bien celui de tous ceux — et ils sont alors nombreux — qui cherchent la voie de la révolution et un outil pour la faire, et qui ont été repoussés par un P.C. exsangue et qu'ils ont souvent appris à haïr. Le 6 février organise la discussion autour des tâches concrètes comme l'avait souhaité Trotsky. Les cadres de l'ancienne discussion se désagrègent : il n'y a plus désormais « les jeunes », « la Bataille socialiste », voire « la gauche », direction incluse, mais des militants qui veulent savoir comment on peut « y aller », comment on doit se battre.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre le nouvel article d'Enock dans *L'Etudiant socialiste* ³⁸ dans lequel il explique que le 6 février a imprimé

36. *Masses*, mars 1934.

37. L. Trotsky, « Centrisme et IV^e Internationale », *Œuvres*, 3, pp. 239-247.

38. *L'Etudiant socialiste*, avril 1934.

un « cours nouveau » à la vie politique, qu'il a rendu « oiseuses » les discussions sur le parlementarisme, et fait également apparaître que le parti n'est pas préparé à ses tâches nouvelles, « ou plutôt on ne l'y a pas préparé... ».

Marceau Pivert succède à son jeune camarade avec un article qui cherche à cadrer la discussion : « Les tâches actuelles de la S.F.I.O. ». Pour lui, une course de vitesse est désormais engagée entre fascisme et socialisme et le parti doit très vite se transformer en « une formation de combat ». Il propose un programme d'action centré sur l'expropriation sans indemnité des monopoles, la constitution d'un comité national anti-fasciste et la formation de groupes de défense. Tout en rejetant l'idée de IV^e Internationale, « mot d'ordre inactuel et incompréhensible », il propose la convocation d'une conférence internationale des partis ouvriers sur la base de l'acceptation de la lutte pour le pouvoir, pour la socialisation, pour la dictature du prolétariat. Le parti doit enfin, selon lui, « soulever le pays contre le régime des décrets-lois, contre la Chambre introuvable qui a violé la Constitution en abandonnant ses prérogatives » et adresser au gouvernement un ultimatum le menaçant de la grève de l'impôt. Il lance la formule :

« Le socialisme dans quelques mois et non en l'an 2000 ! »³⁹

On le voit, on est plus proche ici du « Programme d'action » précisé par Trotsky que du « Plan du Travail » de De Man. Pivert d'ailleurs passe à l'action et participe à la création de milices socialistes, les T.P.P.S. (Toujours Prêts Pour Servir). C'en est fini de l'unanimité temporairement réalisée pour rejeter Déat et les siens.

Bien entendu, la réplique à Pivert vient d'un homme qui passe pour un des porte-drapeau de la « gauche », J.B. Séverac, auteur des *Lettres à Brigitte* que Zyromski avait appelées dans la B.S. le « manuel du socialisme de gauche ». Dans *L'Étudiant socialiste* et dans *Révolte*, Séverac s'en prend à l'idée de la « course de vitesse » qui, dit-il, « a fait de grands ravages dans nos rangs » et risque de « carbonariser et de militariser le parti ainsi que plusieurs le souhaitent obscurément et que quelques-uns le réclament franchement ».⁴⁰

Une nouvelle bataille commence désormais dont nous savons tous qu'elle amènera finalement au pouvoir les adversaires de la « participation ministérielle » avec le soutien du parti communiste et la participation de ministres radicaux dans le cadre politique du Front populaire : il aura fallu, dans l'intervalle, briser la gauche.

39. *La Bataille socialiste*, 15 avril 1934.

40. Lettre de J.B. Séverac à *Révolte*, mai 1934.

Jean-Paul Joubert

L'affaire Kirov commence en 1934

L'affaire commence à Leningrad en 1934 avec les coups de revolver du jeune militant communiste Nikolaïev qui abattent à Smolny le secrétaire du parti S.M. Kirov.

Cinquante ans après, le dossier n'est pas refermé et les hypothèses l'emportent encore sur les certitudes. Dans l'abondante littérature consacrée à l'affaire, il n'y a aucun travail majeur et des contradictions importantes d'un auteur à l'autre. Depuis 1934 cependant, bien du chemin a été fait et le voile épais qui entourait ce que Chaoumian¹ qualifiera en 1964 d'« assassinat prémédité et soigneusement préparé », a commencé à se déchirer. Les témoignages partiels se sont accumulés qui permettent de tenter un point des connaissances sur cette affaire, départ de la répression massive en U.R.S.S. et aspect essentiel de cette année 1934 en train de se terminer.

Dans son *Staline* (1969), Jean-Jacques Marie, s'appuyant sur la biographie de Krasnikov, décrivait les dernières heures de Kirov en ces termes :

« Le 29 (novembre) au soir, après réunion du secrétariat et du bureau politique, la délégation leningradoise attend sur le quai de la gare (de Moscou) l'arrivée de Kirov. *La Flèche rouge* s'ébranle ; Kirov arrive en courant et saute sur le marchepied. Ses compagnons l'accueillent, anxieux : « Il ne t'est rien arrivé en route ? ». Le 1^{er} décembre, quatre heures et demi du matin, Kirov rentre à Smolny, abandonné par les ombres d'octobre 1917. La porte principale franchie, il cesse d'entendre les pas du chef de ses « gardes du corps », Borissov. Arrivé au troisième étage, il se dirige vers le bureau du deuxième secrétaire d'Obkom. Juste derrière lui, un coup de feu retentit ; sa nuque vole en éclats. Il s'effondre sur le parquet ».²

1. L.S. Chaoumian (1904-1971), fils du vieux-bolchevik S.G. Chaoumian, historien, se vit confier à l'époque khrouchtchévienne la « révélation » d'un certain nombre de détails de la nouvelle version de l'histoire du parti pendant la période dite du « culte de la personnalité ». Citons son article dans la *Grande Encyclopédie Soviétique*, précisément sur le « culte », dans l'*Encyclopédie philosophique* (t. 3) et « Au bord du premier Plan quinquennal », dans la *Pravda* du 7 février 1964.

2. Jean-Jacques Marie, *Staline* (1879-1953), pp. 173-174.

Aujourd'hui, après les ouvrages de Roy Medvedev et Anton Antonov-Ovseyenko³ qui ont eu accès aux documents de la commission d'enquête décidée après le XX^e congrès, et qui ont recueilli beaucoup de témoignages, il semble bien que le film des événements ait été quelque peu différent. C'est à quatre heures et demi de l'après-midi que Kirov fut abattu par Nikolaïev. Il était rentré de Moscou dans la nuit après un plénum du comité central et devait prendre la parole au Palais de Tauride dans une réunion de membres du parti. C'est vers quatre heures qu'il décida d'aller à Smolny consulter les documents dont il avait besoin pour son rapport. Son garde du corps, Borissov, retenu dans l'immeuble du N.K.V.D., ne l'accompagna pas dans Smolny. Il fut bien abattu au troisième.

Dès six heures, Poskrebytchev, secrétaire personnel de Staline, dicte le communiqué officiel « du comité central ». Le soir même, le secrétaire de l'exécutif des soviets, Enoukidzé, signe un décret « terroriste ». L'instruction doit être terminée en dix jours, les accusés n'auront connaissance de l'accusation que la veille du procès, ils n'auront pas d'avocats, les sentences seront sans appel et exécutées immédiatement.

Staline qui — le fait est inhabituel — a passé toute la journée du 1^{er} décembre avec N.I. Ejov — un de ses proches collaborateurs en pleine ascension — arrive au petit jour, flanqué de Molotov et de Vorochilov.

La responsabilité des services du N.K.V.D. dans l'assassinat ne fait aujourd'hui aucun doute. Les éléments qui l'établissent se sont accumulés au fil des années. Déjà, tout de suite après le meurtre, douze hauts fonctionnaires du N.K.V.D. de Leningrad dont son chef Medved et son adjoint Zaporjets, avaient été arrêtés pour « négligence criminelle » et condamnés, le 23 janvier 1935, par la justice militaire, à de lourdes peines de prison. Mais en 1938, c'est Iagoda, chef du N.K.V.D. en 1934, lors de l'assassinat de Kirov, qui se retrouve au banc des accusés, dans le « troisième procès ». L'acte d'accusation cite ses « aveux », lors de l'instruction :

« L'assassinat de S.M. Kirov fut préparé par décision du centre. J'en avais été informé à l'avance par Enoukidzé. Celui-ci m'avait invité à ne pas mettre obstacle à l'organisation de cet acte terroriste et j'y consentis. A cette fin, je fis venir de Leningrad Zaporjets et je lui recommandai de ne pas mettre obstacle à l'acte terroriste qui se préparait contre S.M. Kirov ». ⁴

3. On connaît bien en France Roy Medvedev et son livre *Let History Judge. The Origins and Consequences of Stalinism*, 1971, que nous avons utilisé et dont il existe une édition française. On connaît moins Anton Antonov-Ovseyenko (Ovseenko), fils du vieux-bolchevik fusilleur/fusillé, historien sorti de camp dans les années 1950 et auteur de *The Time of Stalin. Portrait of a Tyranny* New-York, 1980, bourré, comme le livre de Medvedev, de renseignements tirés de la littérature *samizdat* et d'entrevue avec des survivants de l'époque stalinienne.

4. « Acte d'accusation » (extraits) *L'Humanité*, 28 décembre 1934.

L'acte d'accusation précise également que les aveux de Kirov sur ce point ont été confirmés à l'instruction par les témoignages de Zaporjets et Enoukidzé : on sait que ces derniers ne figurèrent pas parmi les accusés du procès Iagoda. Boulanov, proche collaborateur d'Iagoda, déclare :

« Dans la première moitié de 1936, j'appris pour la première fois qu'Iagoda avait eu connaissance, en son temps, de la façon dont avait été organisé l'assassinat de Kirov. Une fois, j'entrai comme je le faisais toujours, sans me faire annoncer, dans le cabinet d'Iagoda : je le trouvai dans un état d'excitation violente, à la suite d'un entretien avec Moltchanov. Moltchanov parti, Iagoda irrité lança cette phrase : « J'ai l'impression qu'Ejov va déterrer aussi l'affaire de Leningrad ». Puis, s'étant ressaisi, bien qu'à l'ordinaire il ne me cachât rien, il m'avertit de la nécessité de garder rigoureusement secrète la communication qu'il allait me faire et, après avoir promis pour la vingtième ou la quarantième fois de me « faire sauter la tête » si je parlais, il me déclara avoir été au courant des préparatifs de l'attentat contre S.M. Kirov : il me dit avoir à Leningrad un homme sûr, initié à tout, le chef adjoint de la section du commissariat du peuple aux affaires intérieures pour la région de Leningrad, Zaporjets. Je me souviens qu'Iagoda, entre autres, raconta la chose, tout en gourmandant Zaporjets pour son manque de savoir-faire : car c'était tout juste s'il n'y avait pas eu repérage : alors, par méprise, la garde, quelques jours avant l'assassinat de Kirov, avait arrêté Nikolaïev dans la serviette de qui on avait trouvé un carnet et un revolver. Zaporjets le fit relâcher aussitôt. Iagoda me raconta ensuite que Borissov, collaborateur de la section de Leningrad du commissariat du peuple aux affaires intérieures était mêlé au meurtre de Kirov. Lorsque les membres du gouvernement arrivèrent à Leningrad, ils mandèrent à Smolny Borissov, pour l'interroger comme témoin de l'assassinat de Kirov. Zaporjets, inquiet, et craignant que Borissov ne livrât ceux qui étaient derrière Nikolaïev, décida de tuer Borissov. Sur les indications d'Iagoda, Zaporjets fit en sorte que l'auto qui devait amener Borissov à Smolny eût un accident. Borissov fut tué et c'est ainsi qu'il se débarrassa d'un témoin dangereux. Je compris alors le soin exceptionnel dont fit preuve Iagoda lorsque Medved, Zaporjets et les autres collaborateurs furent arrêtés et déferés en justice. Je me souviens qu'il m'avait chargé de prendre soin de la famille de Zaporjets et de celle de Medved. Je me rappelle qu'il les fit déporter d'une façon inaccoutumée, non pas dans un wagon cellulaire, mais dans un wagon spécial à destination directe ». ⁵

Il semble bien que ces aveux-là comportent une part de vérité importante, précisément destinée à masquer l'essentiel, à savoir la responsabilité personnelle de Staline. Au moment du procès, Trotsky écrivait :

« Il doit y avoir une raison assez impérieuse, directe et grave pour obliger Staline à ne pas reculer devant la perspective de faire de son agent n° 1 un agent de Trotsky. [...] La supposition la plus naturelle est qu'Iagoda a assumé la responsabilité d'un crime avec lequel il n'avait aucun lien. Mais alors pourquoi et à l'usage de qui l'aveu, sincère ou mensonger, de l'ancien chef du G.P.U., était-il nécessaire ? *Cui prodest ?* ». ⁶

5. Procès de Moscou (1938), réédition fac-simile du compte-rendu sténographique du troisième procès, pp. 594-595.

6. L. Trotsky, « Le rôle de Henrikh Iagoda » (7 mars 1938), *Œuvres*, 16, p. 276.

Montrant que les aveux des condamnés accusaient en fait Staline, il ajoutait :

« L'impérieuse nécessité de faire connaître à l'attention du monde entier que les douze hauts responsables du G.P.U. étaient informés à l'avance du complot tramé pour assassiner Kirov ne peut s'expliquer que par le fait qu'il fallait à tout prix établir des alibis pour certains responsables très haut placés. Les circonstances de l'assassinat de Kirov ne pouvaient manquer de susciter des murmures dans l'aristocratie des cercles gouvernementaux sur le fait que, dans sa lutte contre l'opposition, le « chef » commençait à jouer avec les têtes de ses collaborateurs les plus proches. [...] Pour apaiser ces rumeurs extrêmement dangereuses, il n'y avait rien à faire d'autre que de sacrifier les exécutants de Leningrad du plan élaboré à Moscou ». ⁷

Rappelant qu'en 1935, il avait déjà avancé l'idée que ni Iagoda ni Medved n'avaient pu se lancer dans une opération aussi risquée sans une initiative de Staline, Trotsky concluait :

« Plus le G.P.U. organisait de procès autour du cadavre de Kirov, plus insistante la question se posait dans l'esprit de tous : *cui prodest* ? A qui cela sert-il ? L'extermination de la vieille garde est un objectif clair et évident de Staline. Les dirigeants de Moscou ne doutèrent pas un instant qu'Iagoda n'aurait pu agir sans instructions de Staline. [...] Il était maintenant nécessaire pour Staline de désavouer Iagoda, de creuser entre lui-même et Iagoda un profond fossé, et, si possible, d'y jeter le cadavre d'Iagoda ». ⁸

Le procès connaît pourtant quelques ratés. L'ancien chef du G.P.U. résiste, ridiculise les accusations d'espionnage, fait renvoyer à huit clos les questions sur la mort du fils de Gorky. Surtout ses aveux, trop complaisants, sur l'assassinat de Kirov, vont au-delà des exigences de l'accusation et suggèrent un peu plus qu'il ne dit. Il confirme en effet que Zaporjets avait bien reçu l'ordre « de ne pas mettre obstacle à l'accomplissement d'un acte terroriste sur la personne de Kirov ». Allant plus loin, il met en cause G.A. Moltchanov, chef du service politique secret depuis 1931, un des metteurs en scène des procès de 1935 et 1936, arrêté au lendemain du procès de Piatakov et Radek. Or le nom de Moltchanov n'est pas dans l'acte d'accusation ni Moltchanov lui-même parmi les accusés. ⁹ Et Iagoda le présente comme un des organisateurs de l'assassinat de Kirov !

7. *Ibidem*, p. 277.

8. *Ibidem*, p. 278.

9. Contrairement à ce qu'écrivit J.J. Marie (*op. cit.* p.194) : « Parmi les 21 se trouve Moltchanov, chef de la section spéciale, etc. ». Impossible pourtant de trouver Moltchanov parmi les 21 accusés, ni trace de sa condamnation voire de sa mort. L'erreur de J.J. Marie s'explique par le fait que le nom de Moltchanov figure entre parenthèses dans le titre d'un article du *Bulleten Oppositsii* n° 66/67 de mai/juin 1938, ou plus exactement dans le titre qui figure au sommaire. L'article, signé « Br » est d'Elsa Reiss qui étudie le procès des 21 à travers les absents de marque.

Iagoda a sans doute raison et dit vrai, à cette nuance près que Moltchanov a agi sur ordre de Staline — et c'est peut-être là précisément ce que Iagoda a voulu indiquer dans une manœuvre dont les tenants et aboutissants nous échappent.

Quand Vychinsky demande à Iagoda s'il a « organisé » et « réalisé » l'assassinat de Kirov, Iagoda répond qu'il « se reconnaît coupable de complicité » — sans indiquer de quel assassin il a été complice. Sa déclaration finale est lourde de sous-entendus aux accents presque menaçants :

« Il n'est pas seulement faux de dire que j'ai été l'organisateur de l'assassinat de Kirov, il est également faux de dire que j'ai été complice. J'ai commis un des crimes les plus graves dans l'exercice de mes fonctions, c'est vrai. J'en réponds au même titre, mais je ne suis pas complice. La complicité, citoyen procureur, vous savez aussi bien que moi ce que c'est. Tous les matériaux de l'instruction judiciaire et de l'instruction préalable n'ont pas prouvé que j'ai été complice de cet assassinat scélérat ». ¹⁰

A la veille de la deuxième guerre mondiale et au lendemain, les « révélations » de deux anciens hauts fonctionnaires du G.P.U./N.K.V.D., Krivitsky et Orlov, ¹¹ ont confirmé pour l'essentiel les aveux exprimés au procès Iagoda mais aussi ce qui y avait été suggéré : le rôle de Staline. Orlov assure que Staline avait prévu de remplacer à la tête du G.P.U. de Leningrad Medved, dévoué à Kirov, par Evdokimov, un homme à lui. Mais Kirov s'était opposé à cette mutation et c'est ce qui avait contraint Staline à recourir aux services de Zaporjets. Ce dernier aurait même rencontré Staline pour préciser les détails de l'entreprise. Orlov se fait l'écho de ce que Moscou répétait : Medved et Zaporjets connaissaient une déportation « dorée » et vivaient bien. Krivitsky écrit que l'affaire Kirov troubla tous les gens du G.P.U. et qu'on pensait généralement qu'il valait mieux « ne pas y mettre le nez ». Il raconte également qu'on parlait d'un « froid » entre Staline et Iagoda, remontant à la nuit de l'assassinat de Kirov « commencement de leur rupture ». Selon lui, Staline se serait employé à empêcher Iagoda de mener les interrogatoires de Nikolaïev et de ses prétendus « complices ». Comme Borissov, Iagoda faillit d'ailleurs avoir un accident, un camion ayant heurté violemment sa voiture, et l'affaire fit beaucoup jaser dans le monde des agents secrets.

10. *Le Procès*, *op. cit.*, p. 835.

11. Samuel Ginzburg, dit Walter G. *Krivitsky* (1890-1940), ancien compagnon d'armes d'Ignace Reiss fit défection peu après lui à la fin 1937 ; il fut brièvement en contact avec Sedov, puis publia aux Etats-Unis un livre intitulé *I was a Stalin's agent*, dont nous avons utilisé la réédition en français, *J'étais un Agent de Staline*. Son livre parut pour la première fois en 1939. Lev L. Feldbine, dit Alexander Orlov (1895-1973) était un personnage plus important encore que Krivitsky et Reiss, lié à Moltchanov et autres. Il quitta l'Espagne où il était en mission en 1938 pour les Etats-Unis où il se plaça sous la protection des services de renseignements. Son livre *The Secret History of Stalin's Crimes* parut en 1953 et constitua une date dans l'histoire des révélations sur les procès et la répression.

Bien entendu, le XX^e congrès et la « déstalinisation » ont amené une gerbe de faits nouveaux. D'abord les insinuations de Krouchtchev qui assure que « les circonstances entourant le meurtre de Kirov cachent encore des choses inexplicables et exigent l'examen le plus sérieux » :

« Il y a quelques raisons de croire que le meurtrier de Kirov a été aidé par ceux dont la mission était de protéger Kirov. [...] Un mois et demi avant le meurtre, Nikolaïev avait été arrêté en raison de son attitude suspecte, mais avait été libéré sans même avoir été inquiété. Le fait que le tchékiste chargé de la protection de Kirov, qui devait être interrogé le 2 décembre 1934, ait été tué dans un « accident » d'automobile où les autres occupants de la voiture n'ont pas été blessés, constitue une circonstance extraordinairement suspecte. Après l'assassinat de Kirov, de très légères peines ont été prononcées contre de hauts fonctionnaires du N.K.V.D. de Leningrad, mais ils ont été fusillés en 1937. On peut supposer qu'ils ont été fusillés afin de faire disparaître les pistes qui auraient conduit aux organisateurs de l'assassinat de Kirov ». ¹²

En 1961, cinq années après les premières « révélations » de Khrouchtchev, le grand public soviétique entendait enfin parler de l'affaire Kirov dans le cours de l'attaque du Premier Secrétaire contre le « groupe anti-parti » de Molotov, Kaganovitch, Malenkov, etc. qui avaient combattu, assura-t-il, pour éviter que soit révélé « leur rôle de complice dans les répressions de masse ». Revenant sur l'histoire de la mort de Borissov, il racontait que les médecins qui avaient signé le rapport d'autopsie concluant à sa mort accidentelle, l'avaient fait sous la menace, Borissov étant mort des coups qui lui avaient été portés. ¹³ Dans le cours des débats, d'autres orateurs racontent la double arrestation de Nikolaïev, la saisie, puis la restitution de l'arme qui devait être celle du crime. On ne suppose plus, on considère comme établi l'exécution des fonctionnaires du N.K.V.D. pour faire disparaître des témoins.

Il n'y a pourtant là aucune « révélation » à proprement parler. Pour l'essentiel, les faits ont été versés au dossier depuis longtemps et Khrouchtchev ne fait au fond que confirmer les éléments produits en 1938. Il suggère cependant que c'était Staline qui tenait les fils. La commission d'enquête, qui fonctionna réellement, ne présentera jamais son rapport : en fait, Khrouchtchev ne cherchait sans doute pas à rouvrir ce dossier, mais seulement à jouer de la menace de le rouvrir dans le cadre de sa lutte contre Molotov et autres. Mais ces seules allusions changèrent profondément la situation et les véritables « révélations » émergèrent à travers la porte ainsi entr'ouverte. Des centaines de personnes s'adres-

12. Khrouchtchev, *XXII^e Congrès*, p. 84.

13. Madame Carrère d'Encausse, *Staline*, p. 47, reproduit la version officielle, depuis longtemps infirmée, selon laquelle Borissov aurait été « écrasé par une voiture ».

sèrent au C.C. pour apporter des témoignages dont beaucoup étaient précieux. Des historiens se mirent au travail, eurent accès aux dossiers de la commission, recueillant de leur côté les témoignages que rapportent Roy Medvedev, Antonov-Ovseyenko, Iakir et d'autres.

Depuis la publication de ces travaux, est-il possible d'écrire, comme l'a fait Madame Hélène Carrère d'Encausse, que « le meurtre de Kirov reste encore aujourd'hui une énigme ? ». ¹⁴ Nous ne le croyons pas. Il importe certes de rester prudent. Mais, s'il est vrai que la preuve irréfutable de la responsabilité personnelle de Staline n'a pas été apportée, il existe cependant un faisceau de présomptions tel que tout indique que tous les fils de l'assassinat aboutissaient entre les mains de Staline. On peut même ajouter qu'il était difficile, en 1938, pour n'être pas trop exigeants, de parler à ce propos d'une « énigme ».

Mais Trotsky n'écrit pas que les ordres de tuer Kirov ont été donnés par Staline et ne l'écrira jamais. Mieux, il fait mine d'ignorer les accusations en ce sens. Sa version est que les fils du meurtre remontent bel et bien à Staline, mais que la mort de Kirov a été « un accident » dans le cours d'une provocation dont les préparatifs de Nikolaïev constituaient un élément : le jeune homme, plus ou moins contrôlé par les policiers qui devaient à un moment ou un autre lui arracher l'aveu qu'il préparait cet attentat « selon la directive de Trotsky », leur a échappé et a commis l'acte qu'on devait empêcher au dernier moment. Nous reviendrons plus loin sur les raisons que Trotsky peut avoir de présenter semblable version. Disons simplement qu'elle est insoutenable aujourd'hui : tous les éléments nouveaux démontrent que l'assassinat de Kirov, loin d'être « une bavure », était une opération soigneusement montée. Quant aux « bavures », elles se sont produites avant, à travers les échecs successifs d'une chasse à l'homme impitoyable, si l'on en croit les confidences de Piotr Tchaguine, un proche de Kirov, à Roy Medvedev. Il y aurait eu notamment un attentat manqué au Kazakhstan à l'été 1934. A. Antonov-Ovseenko mentionne une tentative des frères Orlov, libérés de prison. Enfin n'oublions pas la première arrestation de Nikolaïev porteur d'une arme et épiant Kirov, et sa libération sur ordre de Zaporjets. Or il aurait été arrêté une seconde fois dans les mêmes conditions. Borissov, le garde du corps de Kirov, aurait informé Kirov, ce qui décida de son sort puisqu'il fut fusillé de même que ses assassin, devenus témoins gênants. Nous savons que Kirov craignait pour sa vie. Au lendemain du XVII^e congrès, en vacances, il confia à son vieil ami Aleksei Sevostyanov que sa tête « était sur le billot ». ¹⁵

14. *Ibidem*, p. 47.

15. Cette conversation eut lieu à Sestroriesk, dans le golfe de Finlande où Kirov avait une *datcha*. *L'Humanité* du 28 décembre 1934 assure que Nikolaïev y louait une villa... A. Antonov-Ovseyenko signale (p. 85) que la sœur aînée de la femme de Kirov, Sofia Lvovna,

Assassinat prémédité donc et soigneusement préparé, mais dans quel but? Jean-Jacques Marie écrit :

« Staline ne vit d'abord dans l'assassinat de Kirov que la liquidation du principal opposant de l'intérieur et le moyen de mettre Leningrad, puis le parti, à genoux. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'il devine l'usage qu'on peut en faire contre les opposants, repentis ou non ». ¹⁶

Cette interprétation n'est plus soutenable. Parmi les prétendus « Gardes blancs » fusillés se trouvent bon nombre d'opposants et le choix n'a pas été fait au hasard. Les prétendus « complices » de Nikolaïev appartenaient bien à un groupe d'opposants, même s'ils n'avaient rien de terroristes. On sait en outre que lors du procès, seuls ceux qui n'avaient pas appartenu à l'opposition zinoviéviste, avouèrent leur « complicité ». Les autres accusés avouèrent seulement avoir été des opposants et aucun d'entre eux ne nomma Nikolaïev en tant que membre du « centre » zinoviéviste.

Deux des auteurs les mieux informés présentent des versions très proches. Selon Roy Medvedev, ¹⁷ le N.K.V.D. avait demandé l'autorisation à Kirov d'arrêter le noyau des zinoviévistes et Kirov avait refusé. Antonov-Ovseenko raconte que Staline demanda les fiches des oppositionnels détenus, traça une ligne divisant en deux une feuille de papier, écrivant « centre terroriste de Leningrad » sur la partie gauche et « centre

confirmait que, depuis février 1934, Kirov craignait pour sa vie. Il aurait également exprimé ses craintes au secrétaire des J.C. de Leningrad, S.M. Soloviev et sa femme.

16. J.J. Marie, *op. cit.*, p. 176.

17. Selon Roy Medvedev, le décret du 1er décembre 1934 eut pour première conséquence de transférer au collège militaire de la Cour suprême de l'U.R.S.S. des dossiers en cours d'instruction. Il ne met pas en doute la qualité de « contre-révolutionnaires » des gens exécutés comme « Gardes blancs », mais signale l'arrestation en Ukraine, sous ce label, de l'écrivain « progressiste » Kroutchelsky — qui mourut en prison (il est aujourd'hui réhabilité) — et de ses deux fils, Ivan et Tarass, fusillés. Il relève aussi le nom de l'écrivain ukrainien Mazyk, fusillé à Kiev et qui ne peut être considéré comme un « contre-révolutionnaire ». Trotsky écrit, appelant à défendre les communistes étrangers emprisonnés en U.R.S.S. (lettre du 26 janvier 1934, *Œuvres*, 8, p. 37) : « On a essayé de lier à l'affaire Kirov l'assassinat d'un groupe important d'oppositionnels étrangers ». Nous n'en avons identifié aucun : tout au plus relève-t-on la présence d'un « Sidorov V. » qui était le nom utilisé en U.R.S.S. par un communiste bulgare membre de l'opposition de gauche et fils du vétéran du P.C.B. Sider Todorov. N'y aurait-il pas, parmi les « gardes blancs » fusillés plus d'opposants que Medvedev ne l'imagine ? Les noms, donnés par l'*Humanité* du 22 décembre, des membres du « centre » de Leningrad fusillés avec Nikolaïev sont les noms des dirigeants des Jeunesses communistes dans les années précédentes. Le plus connu était Kotolynov qui fut le porte-parole de l'Opposition unifiée dans les Jeunesses en 27. La femme de Chatzky, déportée à cette époque, assura toujours qu'à part Nikolaïev aucun des inculpés n'avait « avoué » ; elle participa dans les camps à toutes les luttes des « trotskystes ». L'*Humanité* annonce le même jour l'arrestation de Zinoviev, de Kamenev et de leurs proches dont les plus anciens ouvriers bolcheviques de Leningrad.

terroriste de Moscou » sur la partie droite, puis écrivit des colonnes de noms. Il mit d'abord Zinoviev et Kamenev ensemble à gauche puis fit passer Zinoviev à droite. La commission d'enquête a pu voir cette feuille.

Il faut également souligner que l'affaire du « consul étranger » démontre clairement les efforts de Staline pour impliquer d'emblée Trotsky dans ce meurtre. L'*Humanité* en témoigne avec éloquence. Le 4 décembre, citant le *Daily Herald* et son correspondant à Moscou, l'organe central du P.C. français indique qu'à Moscou beaucoup de gens — dont l'écrivain Aleksei Tolstoï — croient le meurtre inspiré par des mains terroristes « étrangères ». Le 7, elle annonce l'exécution à Moscou et Leningrad de 66 « Gardes blancs » membres d'une « organisation fasciste d'assassins professionnels » entrés illégalement en U.R.S.S. Le 10, Marius Magnien précise que ces « assassins » appartiennent à la « Confrérie de la Vérité russe », liée à l'« Union générale militaire de Miller-Gorgoulov ». Le 12, elle donne les noms de quelques « Gardes blancs ». Le 22, c'est le tournant. L'*Humanité* annonce que l'enquête a établi que Nikolaïev était membre d'un « groupe terroriste clandestin anti-soviétique », formé d'hommes de l'ancienne opposition zinoviéviste, qui avaient pour but de changer la politique soviétique dans l'esprit du « programme zinoviéviste-trotskyiste ». Le 28 décembre, un saut qualitatif est franchi : l'*Humanité* explique que les membres du groupe de Leningrad étaient en relation avec un consul étranger et escomptaient que l'assassinat de Kirov provoquerait une intervention étrangère. ¹⁸ Jacques Duclos monte au créneau et signe en première page un article intitulé « L'acte d'accusation de Nikolaïev montre la complicité de Trotsky dans l'assassinat de Kirov » :

« Il est démontré maintenant qu'entre l'assassin Nikolaïev, ses associés, Trotsky et un représentant diplomatique d'une puissance étrangère, des liaisons existaient, qui permettent d'établir la responsabilité de Trotsky dans l'assassinat de Kirov. Trotsky, recevant une lettre de l'ancien groupe trotskiste-zinoviéviste de Leningrad par l'intermédiaire d'un consul, voilà qui illustre les agissements de l'homme qui, en opposition contre le parti, s'est enfoncé dans la boue de la contre-révolution. Et l'homme de main de Trotsky à Leningrad, Nikolaïev, recevait 5 000 roubles de ce consul faisant office d'agent de liaison en récompense de son travail d'espion ». ¹⁹

La boucle était bouclée. La boucle qui prétendait nouer la chaîne des Gardes blancs aux zinoviévistes, à Nikolaïev, au consul de Lettonie, à Trotsky et à Hitler, puisque, le 8 janvier 1935, l'*Humanité* nous apprend que le consul complice des assassins est « l'homme de Hitler ». Le signal est donné de la campagne contre « le trotskisme, agent du fascisme

18. Le gouvernement soviétique n'avait pas initialement donné le nom du consul étranger. On apprenait celui-ci seulement dans l'*Humanité* du 3 janvier 1935.

19. L'*Humanité*, 28 décembre 1934.

international » :²⁰ « c'est Trotski lui-même, écrit-on, qui dirigeait, en liaison étroite avec la Gestapo, l'activité des trotskistes-zinoviévistes » — un langage qui annonce celui de l'époque des « procès ».

Reste à répondre à la question de savoir quelle impérieuse nécessité poussait Staline à ce meurtre et, à travers lui, à la répression de masse ? Ce qui implique une autre question : Kirov était-il un opposant à Staline, et, si oui, quelle était la nature de son opposition ? Dans un ouvrage récent, *L'Utopie au Pouvoir*, Alexandre Nekritch et Michel Heller répondent par la négative à la question ainsi formulée, à travers une critique de la thèse formulée par Nikolaïevsky dans sa célèbre composition connue sous le nom de *Lettre d'un Vieux-Bolchevik* :

« Boris Nikolaïevsky, historien perspicace, menchevik, qui connaissait bien les bolcheviks, eut l'occasion de discuter avec Boukharine en février 1936 à Paris : il pensait que Kirov avançait une nouvelle ligne politique, différente de celle de Staline. Ce point de vue, exposé par Nikolaïevski dans le *Courrier socialiste* en 1956, fut repris par les historiens soviétiques en 1964, en pleine lutte « contre le culte de la personnalité ». Ils tentaient de prouver que le XVII^e congrès était mécontent de Staline et de sa politique et qu'il songeait même à le remplacer par Kirov. On peut les comprendre : un congrès, marchant au sacrifice sans un mot de protestation, un parti tout aussi docile, provoquent des questions : pourquoi, comment ? Le mythe d'une « résistance » à Staline de la part des « meilleurs communistes », des authentiques léninistes, permet de les éluder... La conduite de Kirov à Leningrad et sa région n'était ni pire, ni meilleure que celle des autres gouverneurs de Staline : ses discours ne contiennent nulle trace d'un programme original ». ²¹

On peut certes « comprendre » aussi ces auteurs pour qui l'objectif essentiel est de démontrer que le stalinisme est l'aboutissement unique, normal et inéluctable du bolchevisme et la forme du socialisme réalisé, mais la question est ailleurs. *Le Contrat social*, pour justifier la coupure qu'il pratique dans un article de Hugo Dewar en septembre-octobre 1965, montre que l'un des aspects de la question est la crédibilité du témoignage de Boukharine. La rédaction écrit :

« Quand on sait, par exemple, que Boukharine était couramment traité d'« hystérique » par ses proches camarades, quand on a lu la lettre de Kamenev à Zinoviev datée de 1928 et le récit de Lydia Dan, où d'ailleurs Boukharine ne prononce même pas le nom de Kirov. Qui peut croire à la sincérité de communistes parlant à un adversaire politique, alors que le mensonge était devenu leur seconde nature, même entre eux ? Qui peut répondre de la véracité, sachant comment étaient gardés à cette époque les secrets du politburo ? Kirov avait participé activement aux pires méfaits de Staline, entre autres à la collectivisation

20. *L'Humanité*, 21 août 1936. Ce n'est qu'en 1938 que ce journal découvrira que « Trotski fut un agent de l'Intelligence Service depuis la fin de 1926 » (8 mars 1938).

21. Michel Heller, Aleksandr Nekritch, *L'Utopie au pouvoir*, pp. 229-230.

terroriste des campagnes, au massacre impitoyable de millions de paysans travailleurs, à la répression brutale des moindres vellétés d'opposition dans le parti. C'est lui qui, au XVII^e congrès, est allé jusqu'à proclamer Staline « le plus grand chef des chefs de tous les temps et de tous les peuples ». Boukharine, l'auteur de la formule inoubliable, « un parti au pouvoir, les autres en prison », a été complice intime de Staline avant de tomber en disgrâce à son tour. Il faudrait avoir perdu la mémoire pour s'exagérer les nuances qui ont pu diviser les parvenus de l'oligarchie bolchevique tous d'accord pour exploiter et opprimer l'ensemble des populations laborieuses de l'ancien empire des tsars ». ²²

Jugement « idéologique » revendiquant curieusement une certaine objectivité pour évaluer la valeur d'un témoignage à partir de la notion de la « nature » des communistes. Ici aussi la rédaction prudente de « ne pas exagérer les nuances » pourrait faire place à un résumé plus brutal, mais plus proche de la position des auteurs : « tous dans le même sac ». Nous discuterons néanmoins, ne serait-ce que pour montrer qu'il n'y a là qu'une parodie de discussion et une façon parfaitement totalitaire — à l'instar de la méthode stalinienne — de juger et de condamner. Ce témoignage est celui de Boukharine tel qu'il apparaît à travers la « Lettre du Vieux Bolchevik » parue en 1936 dans le *Sotsialisticheski Vestnik* (pas en 1956 comme l'écrivent Heller et Nekritch). ²³ On sait que Boukharine, venu négocier l'achat de documents d'archives en France avec Nikolaïevsky, eut avec lui des entretiens discrets. Il écrivit la « Lettre » après avoir détruit les notes de ses conversations à la suite du cambriolage de son Institut et le vol des archives de Trotsky perpétré par le G.P.U. dans la nuit du 7 novembre 1936. Boukharine, selon Nikolaïevsky, lui aurait indiqué que Kirov s'était opposé à Staline sur plusieurs plans et dans des circonstances diverses. A la fin de 1932, il avait parlé au B.P. avec beaucoup de force contre la peine de mort réclamée par Staline contre Rioutine auteur d'une plateforme qui recommandait de la « chasser ». Kirov avait gagné et Rioutine avait été épargné. En 1934, Kirov se serait prononcé pour l'abolition de la terreur et aurait cherché à se concilier des éléments de l'opposition. Il aurait assuré qu'il n'y avait plus désormais d'« adversaires irréconciliables ». Selon Boukharine, cette politique conciliatrice en politique intérieure s'expliquait par la volonté de Kirov d'une « réorientation occidentale en politique extérieure », la menace hitlérienne imposant aux dirigeants, « une réconciliation avec le peuple », nécessaire dans la préparation à la guerre inévitable contre l'Allemagne hitlérienne. Staline ne se serait pas opposé de front à cette orientation mais, poussé

22. « N.B. » de la rédaction du *Contrat social*, à l'article de Hugo Dewar, « L'Affaire Kirov », dans *Le Contrat social*, sept/oct. 1965, IX, 5, p. 298.

23. On trouvera le texte de cette lettre en traduction française, ainsi qu'un interview de Boris Nikolaïevsky, dans le livre de ce dernier, Boris I. Nikolaïevski, *Les Dirigeants soviétiques et La Lutte pour le pouvoir*, paru en 1965.

par son entourage, aurait cherché à en limiter la portée.

Or la thèse exposée par Boukharine à travers Nikolaïevsky a tout de même reçu des renforts qui n'accréditent pas la thèse d'un « mythe » inventé par les « destalinisateurs », sauf pour ceux pour qui entre communistes se battant à mort il n'y a jamais que des « nuances » qu'il ne faut pas « exagérer ». Orlov avait indiqué en 1953 qu'au XVII^e congrès, Kirov avait fait figure de concurrent à Staline à l'applaudimètre. Il avait émis au B.P. des critiques contre Ordjonikidzé et Mikoyan, aurait réquisitionné sans l'accord de Moscou pour les distribuer aux ouvriers les réserves alimentaires de l'armée à Leningrad. La thèse officielle admise depuis le XX^e congrès fait de Kirov un « opposant », mais sur un programme limité à la politique intérieure, présentant en termes puérils l'opposition entre Staline et Kirov. Chaoumian écrit ainsi dans la *Pravda* du 7 février 1964 que se groupaient autour de Kirov « tous ceux qui se souvenaient du Testament de Lénine » et « pensaient qu'il était temps d'enlever à Staline le poste de secrétaire général », une formule pratiquement reprise par l'édition de 1962 de l'histoire officielle du P.C.U.S. Medvedev et Antonov Ovseyenko apporte quelques éléments de plus. Medvedev pense que Kirov avait effectivement une ligne d'apaisement mais n'a pris aucune initiative, se contentant d'être le candidat de rechange auquel on pensait. Il assure, sur la base de plusieurs témoignages, qu'à l'élection du C.C. il y eut trois voix contre Kirov et 270 contre Staline, élu dernier — ce qui ne fut évidemment pas rendu public. Il indique également que se tint pendant le congrès une réunion des secrétaires régionaux sur la question du remplacement de Staline et qu'un groupe comprenant Mikoyan, Ordjonikidzé, Petrovsky, Orachelanchvili, pressa Kirov, sans succès cependant, de se mettre sur les rangs pour le secrétariat général.

De l'extérieur, le XVII^e congrès, auto-baptisé « congrès des vainqueurs » se présente comme un succès d'une ligne de réconciliation puisque les anciens dirigeants des oppositions comme Zinoviev et Kamenev, Boukharine, Rykov et Tomsky, Piatakov et Radek, Préobrajensky,²⁴ Lominadzé, prennent la parole sans être couverts de huées pour une autocritique qui garde une certaine dignité. Pour la première fois depuis le début de l'ère stalinienne, il semble que les anciens opposants — moins Trotsky, les trotskystes, I.N. Sminnov aussi et ses amis du « bloc des oppositions » — soient acceptés. Staline laisse faire, mais prépare la reprise en mains : en même temps que sont prises des mesures de réconciliation, on assiste à la montée aux postes-clés des hommes qui vont être ceux de la grande répression des années trente : Ejov, Malenkov, Poskrebytchev,

24. Relevons que Préobrajensky fut le seul de ceux que Sedov et Trotsky appelaient « trotskystes ex-capitulards », organisés dans le groupe Smirnov à faire son autocritique après 1932 et l'initiative du « bloc des oppositions ». Sedov l'avait relevé avant nous.

Vychinsky... Kirov n'était partisan *que* d'une politique de « réconciliation » ? Peut-être, mais cela ne suffit-il pas à expliquer pourquoi Staline voulait s'en débarrasser ?

Il existe pourtant depuis 1978 une pièce nouvelle dans ce dossier, superbement ignorée par les ouvrages les plus récents, par Jean Elleinstein comme Nekritch et Heller, bien que Pierre Broué en ait déjà signalé l'existence dans les *Œuvres* avant 1980. Il s'agit du témoignage de Marcel Body, dont l'honnêteté est indiscutable et qui explique comment il a mis en contact avec Léon Sedov un émissaire de Kirov, membre du C.C., beau-frère du Dr Lévine, qui était venu pour informer Trotsky des intentions de Kirov et de sa volonté de réintégrer même les trotskystes dans le parti.²⁵ Pierre Broué a signalé en outre l'existence d'un texte de Sedov qui confirme cette information en parlant des intentions des « camarades haut placés ». Nous pensons que c'est précisément le fait que ce contact ait eu lieu qui explique des phrases surprenantes sous la plume de Trotsky, et qui ont pu abuser pas mal de lecteurs. C'est que Trotsky, en effet, minimise jusqu'à l'absurde l'importance de Kirov, niant, lui aussi, la possibilité de son « opposition » à Staline, sans pour autant jamais discuter les opinions contraires dont ses archives et sa correspondance attestent qu'il en a pourtant connaissance. Le 28 décembre 1934, il assure que Kirov « n'a jamais joué un rôle indépendant ». Le 1er mars 1938, il le traite d'« agent stalinien de second ordre dont le nom n'a été connu que par les procès... » Nous avons trouvé dans ses archives une lettre d'un Autrichien d'U.R.S.S. expliquant de façon convainquante que Medved était dangereux parce qu'il risquait d'enquêter pour de bon sur le meurtre de Kirov. Cela n'empêche pas Trotsky de continuer à mettre dans le même sac Medved et Zaporjets, l'agent du meurtre :²⁶ là aussi, comme dans l'affaire du « bloc des oppositions », il doit tout nier en bloc pour ne pas laisser une seule prise et ne pas risquer de provoquer une répression de plus.

25. Marcel Body (1894-1984), ouvrier typographe, membre de la mission militaire française à Moscou, avait rejoint les bolcheviks. Il avait été naturalisé et travailla notamment dans la diplomatie avec Kollontai. Il revint en France en 1927 et participa à l'activité de différents groupements d'opposition, puis se consacra à un travail de traduction. Le récit de Body sur le contact entre l'émissaire de Kirov et le fils de Trotsky a été publié dans *Le Réfractaire* d'avril 1978. Pierre Broué l'a signalé dans une note des *Œuvres*, 4 (n. 2, p. 267), un volume paru en 1979.

26. Filip D. Medved (1890-1943), bolchevik en 1906, tchékiste en 1919, commandait le N.K.V.D. à Leningrad en 1934. Tous les auteurs soviétiques non-officiels, Roy Medvedev et Antonov, comme Krivitsky et Orlov, insistent sur le fait que l'opération Kirov fut montée, par-dessus sa tête, avec son adjoint Zaporjets. Iakir connut en déportation Micha, le fils de Medved, dans un camp pour enfants... Il raconte (*Une Enfance russe*, p. 125) que Zaporjets ne figurait pas en 1934 sur la liste des responsables du N.K.V.D. qui devaient être châtiés pour leur négligence. Mais Vorochilov aurait exigé qu'il y figure. Toujours selon Iakir, Zaporjets, trop bien informé, aurait été fusillé dès 1937, pris dans la vague de l'épuration qui frappa aussi Moltchanov et qu'un autre haut dirigeant du G.P.U. sous Iagoda — collègue d'Orlov et Moltchanov — Loutchkov, évita en passant... aux Japonais.

La prise de contact avec Trotsky était-elle cette « impérieuse nécessité qui poussait Staline à se débarrasser » de Kirov ? Marcel Body le pense et émet même l'hypothèse que Staline fut informé de ce contact par son agent Zborowski, bras droit de Sedov. Si l'hypothèse est valable, l'argument ne l'est pas, car Zborowski et Sedov ne s'étaient pas rencontrés à l'époque de l'assassinat de Kirov et, de toute manière, Zborowski n'eut certainement pas été informé d'un tel secret, contrairement à ce que racontent des légendes probablement intéressées.²⁷ Kirov, en contactant Trotsky, allait en tout cas plus loin que ce que Boukharine envisageait, ce qui peut expliquer que le dossier entr'ouvert par Khrouchtchev ait été refermé si vite : un opposant à Staline, d'accord, mais un opposant qui est prêt à rouvrir le parti à Trotsky, c'est autre chose. Notons tout de même dans l'analyse de Boukharine cet important élément : c'est la nécessité de l'union sacrée contre l'Allemagne nazie qui dicte une nouvelle politique intérieure. Ceci ne peut-il expliquer qu'un vieux révolutionnaire comme Rakovsky se soit rallié, au nom de l'unité nécessaire contre « le danger fasciste » dans un moment où le retour au parti semblait la voie d'un retour digne possible, généralisé ?²⁸

Comment ne pas comparer cette politique extérieure préconisée, selon Boukharine, par Kirov, et la politique réelle de Staline telle que la décrit Krivitsky, qui montre Staline dans l'attitude d'« un solliciteur permanent » qui ne se laissait pas décourager par les rebuffades de Hitler,²⁹ son souci de convaincre Hitler de poursuivre la politique de Rapallo, ses tentatives de lui « faire peur » par une politique — ou des articles de Radek — pro-occidentale. L'hypothèse étayée par les révélations de Marcel Body éclaire à cet égard d'un jour nouveau les témoignages anciens. La politique de l'U.R.S.S. et, partant, de l'I.C. et des différents P.C. fut hésitante tout au long de l'année 1934, apparemment contradictoire. Les événements de France, l'attitude ambiguë de Moscou avec Doriot, le tournant vers le Front populaire sont-ils à cette époque une nouvelle politique définitivement adoptée, ou bien une comédie, une « manœuvre » destinée à menacer sérieusement Hitler d'un renversement des alliances comme le suggèrent les éléments apportés par Krivitsky ? On peut poser la question autrement : Staline a-t-il vraiment hésité, comme le croient

27. Mordka Zborowski (né en 1908) fut recruté à Grenoble par le G.P.U. en 1934 et implanté ensuite dans le mouvement français au cours de l'année 1935 avec mission de s'infiltrer près de Sedov qu'il espionna jusqu'à sa mort. (Cf. *Cahiers Léon Trotsky* n° 13, notamment Michel Lequenne « Les Demi-Aveux de Zborowski »). La chronologie réduit à néant l'hypothèse de Body. Il semble bien en outre que Sedov ne donnait connaissance à ses collaborateurs, même de confiance, d'aucun élément de l'ordre de la mission relatée par Body.

28. Cf. Rapport de J. Frankel, p. 117.

29. W. Krivitsky, *J'étais un agent de Staline*, p. 17.

certain, n'a-t-il fait que « manœuvrer », comme l'assure Krivitsky, ou lui a-t-il fallu du temps pour un tournant aussi radical auquel il aurait été finalement contraint par le refus de Hitler de répondre à ses offres de collaborateur ? Kirov s'est-il laissé piéger ? Quand Antonov-Ovseyenko explique que Kirov « ne voulait pas renverser Staline » et ne pouvait donc qu'« attendre passivement sa propre destruction », ³⁰ cela ne peut-il signifier que Kirov s'est laissé abuser en s'identifiant à la direction de Staline sur la politique même qu'il préconisait ?

Nous avons certes conscience que le témoignage de Marcel Body étayé par un texte interne de Sedov ne peut emporter l'assentiment de tous et qu'il faudra chercher encore. On conviendra cependant que l'explication de Boukharine en reçoit une certaine crédibilité. L'« affaire Kirov », qui semble s'épuiser sur le terrain de l'énigme policière, ouvre des pistes nouvelles à la recherche sur le terrain de la politique internationale. Il est également désormais indiscutable qu'elle fut la préface de cette « grande terreur » dont tant d'auteurs aimeraient qu'on se persuade qu'elle était sans importance dans la mesure où s'y entretenaient, selon eux, des hommes dont il ne faut pas « exagérer » les « nuances » qui les séparaient.

Pour nous et dans le cadre de la question posée par le numéro spécial sur l'année 1934, l'affaire Kirov apparaît bien comme le prélude soviétique de l'épanouissement du Front populaire en Europe occidentale. Même si cela choque les tenants des idées préconçues.

30. Antonov Ovseenko, *The Time of Stalin*, p. 85.

Chronologie sommaire

Janvier

- 5 Accord commercial franco-soviétique (dans le même temps, début des rencontres entre les colonels Ventsov et de Lattre de Tassigny).
- 20 En Allemagne, adoption de la Loi sur l'Organisation du Travail.
- 26 Ouverture à Moscou du XVII^e congrès du P.C.U.S.
- 27 Le C.N. de l'U.G.T. approuve les préparatifs d'une insurrection ouvrière au cas où la CEDA arriverait au pouvoir. Il élit à la présidence Largo Caballero.
- 28 Le Groupe socialiste de Madrid et la Fédération de la Terre passent aux partisans de Largo Caballero.

Février

- 6 Emeute des Ligues contre le gouvernement Daladier (20 morts à Paris) avec la participation de l'ARAC, organisation d'anciens combattants contrôlée par le P.C.
- 7 Le gouvernement Daladier démissionne sous la pression de l'émeute et des chefs militaires. *L'Humanité* attaque « le gouvernement des fusilleurs » et les « social-fascistes » qui le soutiennent.
- 9 Formation en France du gouvernement Doumergue d'« union nationale » (sans socialistes ni communistes) avec Tardieu, Herriot et le Maréchal Pétain : il annonce qu'il veut réviser la Constitution dans le sens du renforcement de l'exécutif.
Télégramme de capitulation de Sosnovsky.
Manifestation à Paris du P.C. et de la C.G.T.U. : 4 morts.
- 10 A Moscou, fin du XVII^e congrès ; on ignore alors que, lors du vote final au C.C., Staline a été largement devancé par Kirov — dont certains délégués souhaitaient le voir candidat au remplacement de Staline.
- 11 Provocation de la police à Linz et début des combats armés dans toute l'Autriche entre forces gouvernementales et milices socialistes du Schutzbund.
- 12 Grève générale en France organisée par la C.G.T., ralliée par la C.G.T.U. ; à Paris les deux manifestations se rejoignent sous la poussée de la foule des manifestants qui crient « Unité ».
- 14/19 Les combats continuent en Autriche. Neuf dirigeants du Schutzbund sont condamnés et pendus.
- 16 Fin des combats en Autriche : toutes les organisations ouvrières vont être dissoutes.

- 19 Augusto Cesar Sandino est assassiné près de Managua (Nicaragua) sur l'ordre d'Anastasio Somoza.
- 23 Publication en U.R.S.S. d'une déclaration de Rakovsky annonçant qu'il cesse son opposition.
Début de la grève à l'usine de l'Auto-Lite de Toledo animée par des militants de l'A.W.P. de Muste.
- 27 Arrivée à Moscou de G. Dimitrov, libéré d'Allemagne.

Mars

- 5 A Paris, manifeste du Comité de Vigilance des intellectuels anti-fascistes.
- 7 Décision de grève des dockers de la côte Pacifique aux E.U.
- 28 Constitution aux Asturies de l'Alliance ouvrière révolutionnaire réunissant toutes les organisations ouvrières, partis et syndicats, moins le P.C.E.

Avril

- 11 Lettre ouverte de J. Doriot à l'Internationale communiste préconisant une politique de front unique avec les socialistes.
- 17 Décision du gouvernement français d'expulser de France Trotsky (cible d'une campagne de la presse allemande qui l'accuse de fomenter les troubles en France).
- 18/20 V^e congrès des Jeunesses socialistes d'Espagne qui élit une direction largocaballeriste (Hernández Zancajo et Santiago Carrillo).
- 22 L'Alliance ouvrière, malgré le P.S.O.E. mais avec l'appui des J.S., lance la grève générale de 24 heures contre le rassemblement de la CEDA à l'Escorial.
- 26 La participation de J. Doriot et des communistes de St-Denis à un meeting contre le fascisme avec les socialistes locaux est vivement critiquée par le P.C.
- 27 Meeting à Paris contre l'expulsion de Trotsky avec la participation d'André Malraux.

Mai

- 1^{er} L'Autriche devient un « Etat chrétien allemand corporatif ».
- 9 Début de la grève des dockers de San Francisco et de la côte Ouest des Etats-Unis, dirigée par l'I.L.A.
- 12 Malgré l'opposition de Largo Caballero, mais sous la pression de sa base, la direction de la F.N.T.T. annonce la grève des ouvriers agricoles pour le 5 juin. Campagne de la droite annonçant que ce sera le signal de l'insurrection.
- 15 Début de la première grève des camionneurs et magasiniers de Minneapolis (Local AFL 574) dirigée par des membres de l'organisation trotskyste C.L.A.
Début de la grève des marins de la côte Ouest dirigée par la S.U.P.
- 18 Entretiens à Genève entre Louis Barthou et Maxime Litvinov.
- 23/24 Combats de rue devant les usines en grève et intervention de la Garde nationale contre la foule à Toledo.
- 25 Fin victorieuse de la première grève de Minneapolis.

Juin

- 4 Victoire des grévistes de Toledo.
- 5 Début de la grève des ouvriers agricoles espagnols qui restent isolés : mesures de terreur, la grève et le syndicat sont écrasés en quelques jours.
- 11 Début des négociations en France entre P.C. et S.F.I.O.
- 20 Constitution de l'Alliance ouvrière en Catalogne.
- 22 Début des combats près des docks de San Francisco.
- 25 « Vendredi sanglant » : deux ouvriers grévistes tués à San Francisco.
- 27 Doriot exclu du P.C.F.
- 29 Conférence du Schutzbund autrichien à Brno.
- 31 « Nuit des Longs Couteaux » en Allemagne.

Juillet

- 1^{er} Emeute de chômeurs près d'Amsterdam à Jordaan.
- 10 Assassinat d'une jeune militante socialiste à Madrid. Trotsky à Domène. Début de la seconde grève de Minneapolis.
- 16/18 Grève générale à San Francisco.
- 20 Combats de rue à Minneapolis : deux grévistes tués.
- 25 Assassinat du chancelier autrichien Dollfuss. La tentative de putsch nazi et d'*Anschluss* avec l'Allemagne va échouer devant la menace militaire italienne.
- 26 A Madrid, grande manifestation unitaire J.S.-J.C. contre le meurtre commis le 10.
- 7 En France, pacte d'unité d'action P.C.-S.F.I.O.
- 31 Fin de la grève des dockers et marins de la côte Ouest des Etats-Unis.

Août

- 2 Mort du président allemand Hindenburg ; Hitler assume tous les pouvoirs.
- 21 Victoire de la seconde grève de Minneapolis.
- 25 Conférence en France de la Ligue communiste (trotskystes) qui décide, sous la pression de Trotsky, d'entrer dans le parti socialiste et d'y travailler « fraction ».
- 27 A La Havane, un commando du P.C. attaque les locaux de la Fédération ouvrière accusée de « trotskysme ».

Septembre

- 12 Le C.C. du P.C.E. décide l'entrée des communistes dans les alliances ouvrières qu'il considérait jusque là comme « social-fascistes ».
- 18 L'U.R.S.S. est admise à la S.D.N.
- 26 La CEDA revendique d'entrer dans le gouvernement espagnol.

Octobre

- 4 Entrée de trois ministres de la CEDA dans le gouvernement espagnol.
- 5 Début de la grève générale en Espagne : la C.N.T. n'y appelle qu'aux Asturies. Fiasco de l'insurrection à Madrid. Les ouvriers attaquent la police aux Asturies et s'arment. Début des arrestations.

- 6 Arrestations dans tout le pays. Tentative de coup des catalanistes à Barcelone, la grève est liquidée sauf aux Asturies et en Catalogne.
- 7 Rétablissement de l'« ordre » en Catalogne. Concentration militaire contre les Asturies.
- 9 Attentat à Marseille : le roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie et le ministre Louis Barthou sont assassinés.
- 19 Fin des combats aux Asturies ; plusieurs dizaines de milliers d'arrestations.
- 24 Premier appel de Maurice Thorez au parti radical de Herriot- Daladier pour la formation du « Front populaire ».

Novembre

- 3 Le gouvernement Doumergue présente son projet de réforme de la Constitution.
- 8 Le gouvernement Doumergue démissionne, abandonné par les radicaux.
- 10 Au nom du S.N.I., André Delmas appelle à un « rassemblement populaire ».

Décembre

- 1^{er} Les Jeunesses socialistes de la Seine publient *Révolution*. Assassinat de Kirov à Leningrad par Nikolaïev. Staline promulgue une loi d'exception.
- 2 Naissance du WPUS par fusion de l'AWP et de la CLA.
- 4 66 exécutions capitales en U.R.S.S.
- 16 Zinoviev, Kamenev et d'autres vieux bolcheviks sont arrêtés.
- 28 Procès et condamnation à mort de Nikolaïev et de ses « complices », les anciens dirigeants des J.C. de Leningrad.

Documents

Lettre de Vienne (14 février 1934)

(« *La Vérité* », 2 mars 1934)

On entend encore le tonnerre des canons qui bombardent les Maisons communales, là-bas, dans les quartiers ouvriers de Florisdorf, pour abattre les derniers membres du Schutzbund qui se défendent héroïquement. Malheureusement cela ne peut plus rien changer à la situation. La classe ouvrière autrichienne est vaincue, ses organisations sont dissoutes, les syndicats et les associations culturelles interdits, les maisons ouvrières sont occupées par la police et des bandes en uniforme et les fonds des organisations sont confisqués.

Au-dessus de la Mairie de cette Vienne qui fut rouge, flotte le drapeau à croix potencée et un commissaire du gouvernement mène les affaires. Des milliers de fonctionnaires sont arrêtés et les conseils de guerre déploient une activité débordante. Une fois le prolétariat autrichien abattu, l'expédition punitive des Dollfuss et des Fey a commencé. La potence est dressée et la bourgeoisie, par-dessus le marché, insulte basement les prolétaires qui ont osé s'opposer à la réaction. Elle a gagné, elle triomphe.

Le heurt entre la fraction militairement organisée de la classe ouvrière et le pouvoir exécutif de l'Etat n'a pas été une surprise. Il y a quinze jours environ qu'avait commencé cette provocation de la Heimwehr qui, sous couleur d'être dirigée contre les nazis, visait pourtant à la destruction du mouvement ouvrier.

On voulait en même temps s'en servir pour faire pression sur Dollfuss, qui hésitait encore. En quoi consista cette action? Les formations de la Heimwehr, qui n'étaient pas très fortes, craignaient par là même de perdre toute leur influence si elles continuaient à hésiter, défilèrent devant les Chambres des pays pour exiger des mesures immédiates pour réaliser à 100 % le fascisme sur le modèle italien. «Comités de pays indépendants des partis, interdiction de tous les partis, en particulier du parti social-démocrate», étaient leurs principales revendications.

On peut se demander si Mussolini, avec le dessein de devancer le fascisme brun, n'était pas pour quelque chose dans toute cette affaire.

Certains passages de la presse italienne semblent confirmer cette hypothèse. Un éminent chef de la Heimwehr disait que cette action était «une rébellion contre le gouvernement».

Au début, il semblait que les exigences des Heimwehren ne seraient pas satisfaites. Une partie des organisations paysannes chrétiennes et quelques dirigeants des chrétiens sociaux exprimèrent ouvertement leur mécontentement des progrès des Heimwehren. Mais ce n'était un mystère pour personne que l'homme de confiance des Heimwehren dans le gouvernement, Fey, le sous-off brutal, avait su s'assurer la haute main sur le gouvernement. Il réunissait dans ses mains l'ensemble des pouvoirs exécutifs de l'Etat. Il poussait à la décision. Le dimanche, la veille du combat, après un exercice militaire des Heimwehren dans les environs de Vienne, Fey prononça un discours tout à fait provocateur : «Demain lundi on fera de la bonne besogne» assura-t-il. C'est un fait important.

Pour ne pas porter la responsabilité de l'épouvantable carnage, le gouvernement autrichien cherche aujourd'hui à faire croire que ce seraient le Schutzbund et le parti socialiste qui, sans motif particulier, auraient préparé et mené systématiquement l'assaut contre le gouvernement. S'il en était vraiment ainsi, Fey ne serait plus aujourd'hui au poste de vice-chancelier mais là où se trouvent à présent des milliers de vaillants combattants de classe, derrière les murs des prisons. A ces hypocrites du «régime autoritaire» qui, les yeux au ciel, parlent maintenant d'un attentat criminel des marxistes contre une population paisible, à ces vrais chrétiens qui pleurent maintenant sur tant le sang versé, il faut lancer au visage : «Infâmes menteurs éhontés!». Tous les faits — et on aura occasion de les préciser exactement — démontrent que *le gouvernement a pris l'initiative de la guerre civile, qu'il a provoqué la lutte ouverte* pour abattre les organisations ouvrières qui constituent le principal obstacle auquel il se heurte dans son entreprise pour priver les masses de tous leurs droits.

Le *Reichspost*, principal organe du parti chrétien, reconnaît aujourd'hui que «l'émeute marxiste a balayé des obstacles sur la voie de la construction de l'Etat chrétien allemand autoritaire que l'on aurait eu autrement beaucoup de mal à écarter». C'est pour cela que ce combat était nécessaire. Il existe déjà une preuve irréfutable et complète des véritables intentions du gouvernement. Le dimanche où Fey avait annoncé «la bonne besogne», tous les postes de police avaient été abondamment pourvus de provisions et de livres et chaque policier avait reçu 100 shillings. Que le gouvernement le démente!

**

Le fascisme autrichien est arrivé à ses fins. Ce lui était d'autant plus facile que l'austromarxisme, avec sa politique équivoque et traître, a tout fait pour démoraliser la classe ouvrière et l'empêcher de lutter. Des centaines et des centaines de fois, les chefs social-démocrates ont essayé d'endormir les masses en leur assurant que l'Autriche n'est pas l'Allemagne et que « nous avons tiré les leçons des événements d'Autriche et nous saurons combattre au moment décisif ».

Bien qu'ils aient donné des armes au Schutzbund, ils n'ont jamais eu réellement l'intention de combattre pour de bon. Ils plaçaient tous leurs espoirs dans une nouvelle entente avec la bourgeoisie. Placés entre la comédie révolutionnaire et la réalité réformiste, ils ne pouvaient que se dérober à l'heure de la décision. Ils ont certes organisé illégalement le Schutzbund, mais, face au régime autoritaire, aucune auto-humiliation n'était trop grande pour eux. A toutes les attaques du gouvernement contre les droits des ouvriers, ils répondaient par une mendicité indigne, des supplications pour la réalisation d'une « entente ». Aveugles et sourds à tous les dangers, ils ne comprirent pas que *Dollfuss n'avait pas besoin de l'entente mais de l'élimination du parti socialiste*. L'austro-marxisme, cette variété hypocrite du réformisme, porte l'entière responsabilité de la catastrophe. Il ne peut même pas faire valoir à son profit le semblant d'arguments des réformistes allemands. La classe ouvrière autrichienne n'était pas divisée et elle était relativement bien préparée pour la lutte armée. En revanche, les forces du fascisme, elles, étaient et sont encore divisées et s'usent mutuellement dans des luttes acharnées. Le gouvernement, impopulaire dans toutes les couches de la population, était faible malgré ses gestes énergiques. Il arrivait souvent que les mesures qu'il décrétait étaient ouvertement sabotées.

La valeur personnelle des hommes du gouvernement est nulle. Dollfuss est un politicien de deux sous et Fey un aventurier cruel et borné. La majeure partie des circonstances — sinon la totalité — jouaient en faveur du succès de la lutte contre le pouvoir d'Etat. Il y a quelques mois encore, une lutte systématiquement préparée aurait presque certainement emporté la victoire. Mais les chefs ne voulaient pas se battre. Jusqu'au moment où il était trop tard. Quand la réaction, encouragée par cette attitude de la social-démocratie, s'est disposée à lui porter le coup fatal, *il était déjà trop tard*. Une grande partie de la classe ouvrière était déjà démoralisée par les coups que lui portait la réaction et se montrait incapable de lutter.

Lorsque Fey donna l'ordre d'occuper la Mairie de Vienne, le personnel des usines électriques de la ville se mit en grève, mais les usines à gaz ne suivirent qu'à moitié et en hésitant. A Vienne et en province, les usines n'arrêtèrent que partiellement le travail. Le personnel des imprimeries ne fit grève que partiellement, de sorte que les feuilles bourgeoises purent paraître, bien que dans une moindre proportion. Elles ont largement mis à profit cette circonstance pour exciter la population contre les travail-

leurs. Côté prolétarien, on voyait à peine un tract. Le coup le plus dur fut quand les cheminots — abandonnés depuis des mois déjà par le parti socialiste à l'agitation et à la pression de l'administration des chemins de fer — refusèrent de débrayer. Ils ne croyaient plus au succès de la grève. Ils redoutaient les représailles et de perdre leur pension.

Bien des organisations locales ont en outre fait défection. Des centaines de fonctionnaires embourgeoisés se sont terrés. Sans parler de la race de ceux qui se sont rangés ouvertement du côté du gouvernement. On avait passablement perdu la tête. Des milliers d'ouvriers étaient dans les rues, sans rien faire, sans chef. Les organisations de masse de l'austromarxisme ont fait défaut aux heures des batailles sérieuses.

C'est ainsi que l'élite de la classe ouvrière autrichienne, organisée dans le Schutzbund, a été livrée à elle-même dans la lutte contre le pouvoir d'Etat. Elle a résisté avec héroïsme et accompli des miracles d'intrépidité. Pendant trois jours entiers, elle a tenu tête aux forces supérieures du pouvoir d'Etat et de ses bandes auxiliaires. Enfermés dans les maisons communales, dans les locaux des cercles ouvriers, bombardés des heures et des heures durant par les canons, les hommes du Schutzbund ont tenu, attendant un secours de l'extérieur.

Dans certaines maisons, on s'est battu littéralement d'un appartement à l'autre. La maison du Cercle ouvrier d'Ottakring qui a été sous le feu pendant 24 heures n'est plus qu'une ruine. En province, la puissance des ouvriers était en partie supérieure à celle de l'Etat. Celui-ci y a connu des heures critiques. Mais là aussi les combattants prolétariens ont dû finalement céder. Des centaines de militants du Schutzbund sont tombés dans la lutte pour la cause prolétarienne.

Ces trois jours de résistance, du 12 au 14 février 1934, sont des pages de gloire impérissable, de courage et de sacrifice prolétariens. Ils sont le gage sacré que la cause prolétarienne vit toujours et qu'elle finira par vaincre. Que les Dollfuss et les Fey triomphent (qui sait d'ailleurs pour combien de temps? Les nazis se préparent à cueillir les fruits de la victoire), le mouvement ouvrier autrichien ressuscitera sous la direction révolutionnaire d'un véritable parti communiste international.

Entretien avec Paul-Henri Spaak¹

(Lettre de L. Trotsky à L. Lesoil, 18 février 1934)

Cher Ami,

J'ai eu un ample entretien avec votre cousin de Bruxelles et je veux vous en rendre brièvement compte.

J'ai essayé de lui expliquer le malentendu avec la parution de ma lettre à vous en Hollande. Il m'a répondu d'une manière franche et tranquille qu'il ne peut nullement me contester le droit de le critiquer même publiquement. Cette petite explication m'a produit une impression favorable. Quant au fond de la matière, c'est la question de l'activité syndicale qui a formé la partie la plus importante de l'entretien. La bureaucratie syndicale, c'est la plus puissante barricade de la réaction. L'opposition du parti est condamnée à l'impuissance autant qu'elle ne trouve, ou pour mieux dire, ne crée un appui solide au sein des syndicats. Vandervelde dit : « si je dois choisir entre nos syndicats et, par exemple, Spaak, je ne me trouverai pas embarrassé ». Eh bien, il faut grignoter la puissance de la bureaucratie syndicale. C'est le commencement du travail « illégal » parce qu'on ne peut rien faire dans les syndicats sans une activité clandestine, au moins jusqu'au moment où on devient quelqu'un. Le travail doit être mené d'une manière telle que la responsabilité directe et immédiate ne retombe pas sur les chefs de l'opposition politique. Il me semble que c'est sur ce plan surtout qu'une entente pourrait s'établir entre nos camarades et l'opposition du Parti. Il faut coûte que coûte compromettre cette ignoble, avide et stupide bureaucratie syndicale qui s'accroche à ses privilèges suspendus sur un abîme.

Mon interlocuteur s'intéressait beaucoup à la question des classes intermédiaires. Je lui exposai là-dessus les mêmes idées qui se trouvent dans ma lettre à vous et — sur un autre plan — dans les thèses contre la guerre. J'attirai son attention sur le fait que le plan ne contient aucun programme sérieux en faveur de la petite bourgeoisie (paysannerie, artisanat, petit commerce). Sauf l'expropriation de la propriété foncière, le programme pouvait et devait déclarer que le prolétariat n'envisage nullement d'exproprier les petits artisans et les petits commerçants, qu'au

contraire, par la nationalisation des banques, il libèrera du fardeau écrasant des dettes et que, dans son plan de production et de distribution, il envisagera aussi les petits artisans et les petits commerçants en leur assurant un crédit favorable, certaines commandes étatiques, etc., jusqu'au moment où ils auront trouvé eux-mêmes plus avantageux pour eux d'adhérer à l'économie nationalisée. L'absence de toutes ces idées et promesses dans le programme s'explique par le fait que De Man et Cie ne s'occupent que des chefs parlementaires de la petite bourgeoisie et non de ses couches profondes.

J'insistai beaucoup sur la nécessité, non seulement de propager le mot d'ordre de la milice ouvrière (sur le plan de défense) mais aussi de s'appliquer à la bâtir infatigablement, en étudiant en même temps les forces des ennemis, leur dislocation, leurs plans possibles, etc. Je crois que c'est le second domaine d'une collaboration étroite entre nos amis et l'opposition socialiste.

Voilà à peu près l'essentiel de notre entretien. On s'est entendu de rester en correspondance. Je dois encore ajouter qu'il a parlé de nos amis belges, surtout de Lesoil et de Vereeken, avec la plus grande estime.

Je regrette de ne plus recevoir depuis au moins deux mois *La Voix communiste*. Il doit y avoir quelque malentendu. Je vous prie de vous y intéresser.

1. Lettre en français (8864) avec la permission de la Houghton Library.

Rapport de Jan Frankel à Trotsky¹

23 mars 1934

Cher Léon Davidovitch,

Je ne peux plus attendre ou reporter d'excuses pour mon attitude. Je vais pourtant essayer d'expliquer au moins mon silence : je voulais vous faire un compte-rendu très complet et très abondant et ne pas me contenter d'un mot rapide. Mais pour cela il m'a manqué d'abord le temps ; indépendamment de mon état de santé, ma « profession » un peu spécifique m'a pris non seulement les jours et les soirées libres mais aussi trop souvent la moitié des nuits. Deuxièmement, la nature des questions sur lesquelles je voulais m'étendre était telle que — indépendamment de la situation tendue et pas très saine dans la Ligue avant les événements de février, il est plus facile d'en parler que d'écrire dessus.

Je dois aujourd'hui m'exprimer franchement et sans détours sur bien des points avec vous. Il y aura dans cette lettre beaucoup de critique « négative » et on pourra me soupçonner de chicaner et d'être présomptueux. Ma situation vis-à-vis de l'extérieur depuis un an m'a toujours placé devant la nécessité de me trouver dans des rapports nouveaux et m'a préservé dans une certaine mesure de la routine et de l'inertie du quotidien.

Après mon affaire, j'ai passé une semaine en Belgique. La tension entre Bruxelles et Charleroi ne se limite absolument pas aux divergences dans la question du plan De Man. En dépit de toutes les assurances sur les « bons rapports » entre Bruxelles et Charleroi, il n'en reste pas moins que le fait est qu'à toute occasion on se demande à Charleroi : « Que vont objecter maintenant ceux de Bruxelles », et vice versa. La vie quotidienne accumule les matériaux pour ce conflit. A quoi peut-on l'attribuer ? Avant tout au développement du groupe de Bruxelles. Il se compose aujourd'hui d'environ quarante camarades imprégnés d'un excellent état d'esprit et très actifs. Malgré l'insuffisance de sa maturité politique, la « base » est trop surchargée avec le travail technique (S.I., Jeunes, etc.) ; en dépit de son faible rayon d'action politique, les ambitions du groupe ont naturellement grandi, renforcée par exemple par une ombre d'ambition personnelle chez Vereeken et sa tendance à exagérer les divergences.

1. Lettre (1239) traduite de l'allemand, avec la permission de la Houghton Library.

Pourtant Bruxelles vit avant tout de la « grande politique », la ressent de façon plus décisive, la saisit plus vite que Charleroi qui a été marquée par une certaine dose de localisme. En outre, le contact est trop lâche entre la direction de Bruxelles et celle de Charleroi. J'ai discuté de tout cela, avec la prudence nécessaire, avec V[ereeken] et L[esoil]. V[ereeken] reproche à Charleroi son empirisme ; L[esoil] parle du doctrinarisme de ceux de Bruxelles et de leur arrogance intellectuelle.

Encore une question que je voudrais soulever pour vous, une question dont je n'ai jamais parlé à qui que ce soit, parce qu'il s'agit plus d'impressions que d'une appréciation : elle se rapporte à la réalité de Charleroi.

Théoriquement, il est maintenant admis par tout le monde que nous devons adopter dorénavant la « perspective courte ». Les bourgeoisies française, belge et tchèque doivent le plus vite possible faire le ménage à l'intérieur pour avoir les mains libres à l'extérieur. Dans cette situation, l'Opposition de gauche bénéficie d'un court répit pour présenter dans l'action son alibi historique et tout jouer sur cette seule carte. C'est pourquoi elle n'est pas non plus épargnée par les pressions de la société officielle dont vous parlez dans votre préface à 1917. C'est ainsi que je m'explique le recul de Sneeveliet devant l'utilisation de ses positions syndicales, la panique de Neurath devant les lois d'exception et l'exaltation guerrière chauvine sous une parure « démocratique ». C'est également ainsi que s'expliquent la stagnation et un net repli sur soi-même à Charleroi. L'organisation ne s'est pas développée en un an. Plus significatif encore est le fait qu'elle n'utilise pas sa force réelle, qu'elle se borne à utiliser ses moyens d'action traditionnels, convoque de temps en temps une réunion, assure la parution du journal. Aucune tentative sérieuse de lancer dans le feu de l'action les 1 500 adhérents du syndicat et de rendre ainsi la vie dure au P.S. A la séance du comité de la fédération de Charleroi où j'ai pu participer, la position d'un travailleur, appeler à une manifestation ouvrière contre le danger fasciste, a été transformée en ... un appel au parti socialiste pour qu'il organise une telle manifestation. La raison : nous ne ferions que nous ridiculiser par une proposition de front unique.

Une deuxième proposition, de prendre l'initiative de l'organisation de milices ouvrières et d'appeler les travailleurs à rejoindre ces milices, fut repoussée dans le même sens (ce serait la tâche du parti socialiste, pas celle de notre faible organisation), en ajoutant l'argument que la militarisation des organisations ouvrières en Allemagne a été l'une des raisons les plus importantes de l'effondrement !

D'une façon générale, je ne peux pas m'empêcher d'avoir le sentiment que, d'une part, on a peur de prendre sur soi la responsabilité d'actions et, de l'autre, on est anxieux de ne pas « irriter » le parti socialiste, surtout à sa gauche.

On devrait en tout cas trouver le moyen de placer l'activité de la section belge sous un étroit contrôle international. N'est-elle pas pourtant l'organisation qui aurait le plus de possibilités de nous donner une tradition de combat? N'y aurait-il pas, comme un des moyens, la création d'une sorte d'entente franco-belge avec des entrevues mensuelles, avec la participation d'un représentant du S.I.? Lille au moins devrait avoir avec la Belgique un contact plus étroit.

*

**

Il est temps que je rende enfin compte de ma position dans les problèmes internes de la Ligue: je n'ai jamais partagé les absurdités de R[aymond] M[olinier] sur la nécessité absolue « historique », d'un travail commun avec Giacomi, etc. La scission était inévitable. Il s'agissait de la faire au mieux pour l'organisation. Ni Giacomi ni Vitte n'étaient les *racines* de la crise, ils ne faisaient qu'en profiter. La crise a été la conséquence inévitable du sentiment contenu pendant des mois (et étouffé par la direction) du caractère sans issue de notre perspective de réforme depuis la catastrophe allemande. Le maintien de la perspective de réforme et, après le changement de perspective, la totale désorientation quant à nos méthodes d'action quotidiennes ont eu pour conséquences la stagnation et la dislocation dans l'organisation. La direction est restée aveugle et sourde à tous ces phénomènes. Elle avait perdu tout contact avec la base, ainsi que la confiance de tous, et elle menait sa propre vie interne, repliée sur elle-même, une vie de routine et de train-train quotidien. C'est seulement sur ce levain que Vitte et Giacomi ont pu lever.

La décision du plénum a trouvé la base sans aucune préparation et elle a, de plus, aidé les membres bureaucratisés de la Commission exécutive Nav[ille], Gér[ard], Blasco et en partie aussi Frank) à se dérober devant leur propre responsabilité et à considérer toute critique comme un acte ennemi. C'est ainsi que de nombreux éléments de valeur (qui, comme Roger, Doudain, reviennent maintenant à la Ligue) ont été poussés dans les bras de Vitte. La C.E. comptait à ce moment-là à Paris peut-être une demi-douzaine de partisans. On a pu retenir beaucoup d'éléments à travers la « position-tampon » (front contre Giacomi, mais contre des mesures avant la conférence et pour la mise en évidence de la responsabilité de la C.E.). Dans ma seule cellule, il y en aurait eu huit qui, dans des conditions différentes, auraient suivi Vitte.

Avec une telle conception, on ne pouvait se faire aucune illusion sur l'issue de la conférence nationale: on avait sans doute chassé les charlatans du lit de malade de l'organisation, mais on n'avait pas guéri sa maladie. Ni à la conférence, ni de la conférence au 6 février, la direction ne s'est sérieusement attaquée au gros problème politique de l'organisation: diriger la Ligue, non seulement par des formules journalistiques, mais dans l'action collective sur la nouvelle orientation, élaborer par un travail

collectif les méthodes d'action qui devraient correspondre à la physionomie d'une organisation indépendante. La direction a continué ses discussions internes, fermé les yeux sur l'état de l'organisation et sur ses besoins, s'est nourrie d'un « optimisme » plat de modestie politique, a vécu la main devant la bouche, alors que la nouvelle orientation nous offrait pour la première fois la possibilité de commencer à agir librement dans la classe ouvrière. Le malaise et le mécontentement ont grandi dans l'organisation de façon sensible. Evitant toute polémique contre la C.E., j'ai essayé de soulever le problème au passage à l'échelle de la région parisienne. Et qu'est-il arrivé? Le tournant nous avait presque totalement coupés de notre ancienne « clientèle communiste » sans nous avoir mis en contact avec des couches nouvelles. Les vieilles méthodes de travail survivaient. Il s'agissait de remplacer la méthode du recrutement individuel par la méthode et l'approche directe des organisations ouvrières. Nos cellules n'avaient ni la routine nécessaire, ni les forces nécessaires à ce travail. Si, de façon générale, le point faible de la Ligue est la question de la direction, le point névralgique de la région parisienne est le manque de cadres moyens. Dans tout Paris, il y a à peu près 50 membres de la Ligue (Allemands compris). Là-dessus, 27 Français, dont plus de la moitié sont des novices ou passifs. 8 travailleurs, trois hommes réellement implantés localement (je parle de la situation avant le 6 février; depuis, pour ce qui est de la situation et de l'utilisation de chaque militant individuel, cela n'a guère changé). Des 40 membres (c'est-à-dire sans les Allemands), 19 sont chargés de fonctions centrales et font presque totalement défaut pour un travail local systématique.

Conclusion: une activité locale conforme aux tâches nouvelles est impossible avec les seules forces locales. Deuxièmement: rationaliser notre structure interne d'organisation, faire l'économie des fonctions superflues, mettre chacun à sa place. Pour une période précise, politiquement, une seule organisation à Paris, avec des groupes de travail pour trois localités dans lesquelles il existe des possibilités concrètes. Renforcer notre activité extérieure (avant le 6 février, presque totalement assoupie). Transformer le groupe parisien en une « garde mobile » agile et souple concentrant ses forces unifiées sur quelques points précis, faisant ensuite fouiller par des groupes locaux de travailleurs. Débarrasser notre activité extérieure comme aussi notre vie interne d'organisation du caractère de propagande abstraite, purement pédagogique, et la transformer en *campagnes politiques* et formation *politique* de nos militants. Obliger à la création de comités de front unique, etc.

Je crois que, même aujourd'hui encore, nombre de ces propositions ont conservé leur actualité. La structure interne erronée, l'insuffisante vie politique interne, tout cela sévit encore.

La polémique personnelle, haineuse, non politique, contre ces propositions, n'a été qu'une preuve supplémentaire de l'ossification de la

majorité de la C.E. Il est demeuré strictement secret jusqu'à aujourd'hui, qu'après une consultation à titre *indicatif* dans la région parisienne, au cours de laquelle les propositions mentionnées ci-dessus ont recueilli 9 voix contre 10, avec 11 abstentions et l'approbation des camarades de province présents, Naville présenta à la C.E. une motion qui proposait d'interdire cette discussion à l'avenir ! Sa motion fut repoussée par seulement une voix de majorité.

Naturellement, il était possible de construire une « fraction ». Mais il manquait au noyau un camarade français responsable et la situation de la Ligue était si misérable alors, qu'une nouvelle opération, une nouvelle crise, auraient pu signifier la mort du patient.

Ainsi, les événements de février devaient provoquer ce qui n'avait pu être obtenu par la clarification interne. Pour la première fois, la Ligue fut poussée sur la voie d'une organisation indépendante. Seulement, il ne faut pas oublier ici que l'action de février exigea un petit coup d'Etat de R[aymond] M[olinier] avec Frank et Blasco et que les autres membres de la C.E. durent faire contre mauvaise fortune bon cœur. On a aussi maintenant le sentiment qu'à l'exception de la jeunesse qui aurait pour sa part un besoin pressant de la direction des « adultes », l'organisation est retombée dans son ancien train-train.

L'aspect négatif le plus fâcheux, c'est l'absence d'un noyau collectif capable d'initiatives. Cela pose le problème des personnalités. Naville s'est beaucoup dégrossi et s'est adapté à l'organisation. Mais le navillisme n'était pas seulement l'intrigue, mais aussi la mollesse et l'indifférence à l'action. Et là, il n'a pas changé. Frank, à côté de ses incontestables qualités, n'a pas suffisamment d'autorité personnelle dans l'organisation et peut-être aussi pas assez d'initiative pour servir d'axe. Le seul dans la Ligue qui ait à la fois de larges perspectives et l'audace dans l'exécution, c'est R[aymond] M[olinier]. Seulement, malheureusement, il lui manque toujours d'importantes qualités d'organisateur : la capacité de maintenir ensemble des hommes de façon systématique, et de savoir diriger avec patience, l'auto-discipline et un comportement modéré.

Depuis des mois, je fais pression sur Henri [Molinier] pour qu'il veuille bien enfin se rendre libre pour l'organisation. Il pourrait être, dans une équipe dirigeante, un élément important de cohésion et de stabilité.

**

Je vous ai écrit en son temps sur les envies de dictature de la « gauche ». Malgré toutes leurs outrances, la déposition de Chiappe devant la commission d'enquête parlementaire prouve clairement que la clique Frot-Marquet avait envie de gagner du galon dans une période où tous les cercles, de gauche à droite, s'aperçoivent de la fin inévitable de la routine parlementaire, où les tentatives tragi-comiques de Daladier pour un « bonapartisme parlementaire » (« On fera du nouveau ») ont été étouf-

fées dans l'œuf, où (comme Paul Faure l'a rapporté dans une réunion d'information de la S.F.I.O. au début de février) Weygand jouait avec l'idée de faire marcher sur Paris ses troupes noires pour proclamer l'instauration d'une dictature en liaison avec Chiappe — ce qui, soit dit en passant, a provoqué une panique terrible dans les cercles dirigeants de la S.F.I.O. C'est par suite du rythme accéléré des événements, que les plans (de Frot-Marquet) se sont finalement noyés dans les verres de bière du café des Acacias et que la bande de la droite a réussi à frapper la première. Une leçon du 6 février me semble particulièrement importante : le nombre et la variété des groupes fascistes et réactionnaires, l'absence d'un programme unique et d'un « Führer » fait que nous avons tous, à Paris, sous-estimé la capacité d'action du camp fasciste. Pourtant le 6 février a montré que les bandes de Cent-Noirs français, en dépit de toutes leurs rivalités, *ont appris ce que signifie le front unique* et que cela les a amenés à remporter une première victoire, une première percée. Le discours de Taittinger devant les Phalanges universitaires des J[eu]nesse[s] P[at]riote[s] montre que les fascistes ont l'intention d'utiliser à nouveau cette arme du front unique, en attendant le regroupement nécessaire et la conquête de la province, hostile dans sa majorité au 6 février, comme l'explique l'iman fasciste dans sa brochure sur le 6 février. Cette preuve de la capacité du fascisme, « même avec de mauvais généraux », d'obtenir des victoires décisives, est une leçon importante, même pour les autres pays. Beaucoup pensent, par exemple, et notamment bien des camarades allemands, que le fascisme tchécoslovaque est impossible du fait du morcellement national de ses troupes. Mais c'est une grosse erreur. Une des variantes possibles de la politique fasciste d'unité de front et de bloc serait par exemple une alliance de la contre-révolution tchèque et slovaque sur la base de l'octroi de l'autonomie slovaque par une oppression impitoyable des irrédentistes allemands et hongrois. Une telle tentative de constituer une « communauté de travail » a déjà eu lieu l'année dernière, entre Stribrny et Hlinka (le chef des autonomistes slovaques) sous la forme d'un bloc d'opposition parlementaire.

Comme toute organisation qui dispose de forces insuffisantes, la Ligue est maintenant exposée au danger d'un développement mal équilibré de son action. L'expérience des comités d'alliance dans les 20^e et 15^e arrondissements (où Marceau Pivert s'est entendu avec les staliniens dans le dos du comité) montre que ce sentier mène, par de nombreux méandres et chemins de traverse, à la classe ouvrière. Limiter notre activité aux comités d'alliance serait la plus grosse erreur. La Ligue n'a pas le droit de renoncer à se constituer de nouveaux canaux d'action indépendante. Dans les circonstances présentes, il aurait été de la plus grande importance de prendre l'initiative d'une campagne de réunions et de propagande en relation avec les décrets d'austérité imminents. La grande presse couvre tout à fait délibérément ces décisions en rabâchant les affaires de

« scandales » et la presse ouvrière la suit aveuglément dans cette voie. Une solide action de défense de la classe ouvrière offrirait dans cette situation une occasion extraordinaire d'enfoncer un coin dans les couches petites-bourgeoises (anciens combattants) qui, comme le montrent les allusions de la presse, devraient être sensiblement atteintes par les décrets. On devrait plus que jamais développer en direction des socialistes la solution de la lutte extra-parlementaire et expliquer qu'elle s'oppose aux phrases vagues sur la conquête du pouvoir et la défense des « libertés publiques », pousser à un choc entre la S.F.I.O. et la C.G.T., investir toutes nos forces disponibles dans la C.G.T. A l'époque de la grève générale, j'ai eu la possibilité de prendre part à une assemblée de conseils syndicaux (environ 1 500 personnes) et j'ai pu alors me rendre compte exactement de la dimension du réservoir de forces que la C.G.T. pouvait constituer pour le communisme.

**

Comment expliquer la vague de capitulations en Russie? Les informations sur l'état physique, etc., n'expliquent rien. Ne s'agit-il pas d'un écho du tournant vers la nouvelle Internationale et des tentatives d'unification avec les socialistes indépendants? Songe-t-on à la résistance considérable que le tournant a rencontrée en Europe, il y a encore un an, et ce, immédiatement après un effondrement brutal du stalinisme? Comment s'en étonner, du fait de la pression colossale de la bureaucratie et de « l'opinion publique »? Le succès apparent du dernier « congrès du parti », le tam-tam des staliniens sur l'affaire Dimitrov, leurs informations fantasmagoriques sur le rôle joué par les partis communistes dans les événements d'Espagne, d'Autriche, de France, de Belgique, etc. ont dû éveiller chez nos camarades coupés de l'extérieur, l'idée que les sources de forces révolutionnaires du communisme officiel ne sont pas épuisées, leur donner de fausses perspectives et les amener à condamner notre tournant. Sous ce rapport, la démarche de Rakovsky m'apparaît comme une manœuvre politique consciente, le développement jusqu'au bout des côtés faibles de la « Lettre ouverte », une tentative, puisque les capitulations sont inévitables d'empêcher au moins la panique et l'auto-prostitution à la Zinoviev-Sosnovsky, une façon d'organiser « une rentrée digne » dans le parti. En tout cas, je ne crois pas que cela signifie « la fin de l'Opposition russe » et je suis convaincu que Rakovsky et beaucoup d'autres se « manifesteront » de nouveau dans un avenir peut-être pas tellement éloigné. Après les difficultés avec le S.A.P., avec les Anglais et la Hollande, certains amis — malheureusement des dirigeants également — manifestent inquiétude et désarroi. Une lettre de Gourou serait au plus haut point importante et utile!

**

Quelques mots sur l'Autriche et son rôle dans les relations européennes. Là-dessus, il existe des opinions différentes. Personnellement, depuis plusieurs mois, je suis d'avis qu'en dépit de toutes les vicissitudes, c'est Hitler qui a les atouts en mains dans le jeu impérialiste européen. La primauté de Mussolini n'est qu'apparente. L'Italie par rapport à l'Allemagne, se rapproche toujours plus de la position de la Grande-Bretagne par rapport aux Etats-Unis, comme vous l'avez décrit : Mussolini est en train de devenir le courtier de l'Allemagne face à la France.

La conférence à trois de Rome est en réalité un succès de l'Allemagne. Sur la question hongroise, Mussolini a dû se convaincre qu'on ne peut rien réussir en Europe sans l'Allemagne et contre l'Allemagne. D'où son tournant dans le discours qu'il a prononcé le lendemain de l'accord de Rome, consacré moins à l'« indépendance » de l'Autriche qu'à sa profession de foi en la Hongrie et l'Allemagne. En ce qui concerne l'Autriche, Hitler s'arrangera aussi bien le moment venu avec Mussolini qu'il l'a fait sur Dantzig avec Pilsudski. A quoi bon l'Anschluss, si la Gleichhaltung à la Dantzig ou à la Sarre suffisent?

La victoire de Hitler en Autriche me semble également inévitable depuis longtemps à partir des forces internes. Abstraction faite du nouvel afflux de forces de travailleurs autrichiens désespérés et en dépit d'un certain renforcement des Heimwehren après leur victoire sur le P.S. (d'ailleurs, il semble que dans ces combats, ils n'aient joué directement qu'un rôle secondaire), les couches décisives de la *petite-bourgeoisie urbaine* (Vienne, Graz, Innsbruck), la hiérarchie intellectuelle et étatique du pays était et reste national-socialiste. Son idéal : la Grande Allemagne. L'échec dans la question de la monarchie, le médiocre résultat de Rome, la lutte inévitable entre Dollfuss et Starhemberg pour les dépouilles, donnera un nouvel élan aux nazis.

Les socialistes ne parlent maintenant, dans la plupart des pays, que de conquête du pouvoir et de rupture de la légalité. On peut, avec l'exemple autrichien, démontrer de façon *positive* comment on pouvait à utiliser les positions légales, démocratiques, pour la défense du prolétariat et la conquête du pouvoir. Le combat pour le maintien des Chambres ouvrières et des conseils d'usine en liaison avec les positions de pouvoir dans la municipalité de Vienne aurait abouti rapidement à une sorte de « contre-gouvernement » et pouvait conduire au développement d'une sorte de « dualité de pouvoirs » à l'échelle du pays. Mais au lieu de cela, les dirigeants social-démocrates écrivaient dans *Arbeiterzeitung* des dissertations théoriques sur la rationalité de l'Etat corporatif et le fait qu'ils étaient disposés à participer à sa construction, si on voulait bien leur garantir seulement la permanence des organisations ouvrières. J'avais écrit là-dessus une série d'articles pour *La Vérité*. Le 6 février en a empêché la publication. Et maintenant, il y a « surproduction » d'articles autrichiens.

**

Dans les semaines qui viennent, je vais entamer mon pèlerinage de retour au pays natal. Mon voyage me mènera vraisemblablement en Belgique, Hollande, Allemagne et Autriche. Je resterai deux semaines en Belgique. Idem à Vienne.

Dans la question tchèque, je marche passablement dans l'obscurité, aussi bien pour ce qui est de la situation générale que pour celle de l'opposition.

Si, en France, du fait des réserves révolutionnaires de la S.F.I.O., de la considérable combativité spontanée du prolétariat français et des libertés démocratiques importantes qui existent encore pour le mouvement ouvrier, le prolétariat a des chances sérieuses de victoire, la situation en Tchécoslovaquie est beaucoup plus difficile. Une suppression presque totale et sans combat des libertés de la classe ouvrière, une saignée du P.S. par la bourgeoisie à travers un gouvernement de coalition. Le délai entre le réveil des masses ouvrières socialistes et les combats décisifs sera-t-il suffisant ?

En ce qui concerne l'Opposition de gauche, la tâche la plus importante reste, outre un regroupement de toutes les forces disponibles, la création d'un *groupe tchèque, à Prague, avant tout*. La situation est passablement compliquée. Pendant que des éléments, pour la plupart allemands, se groupent autour de Neurath, on a l'impression que Friedmann tient dans ses mains les éléments récemment apparus à Prague (même Guttman ?).

La sélection la plus élémentaire en Tchécoslovaquie est encore une question à régler. Je ne connais pas les documents politiques de la dernière « conférence d'unification ». Le rapport de l'exécutif donne l'impression qu'au lieu de séparer, une bonne fois pour toutes, le bon grain de l'ivraie, on a tout mélangé. La polémique maladroite entre les différents candidats à l'immortalité politique, la misérable polémique sans vergogne, continuent avec le S.I. Et pensez qu'il faudra encore passer des semaines et des mois à mettre, avec patience et douceur, de l'ordre dans tout ce fumier, et ce dans une période où il n'y a plus de temps à perdre !

Je ne connais pas les positions de Friedmann. Le mémorandum Neurath après les lois d'exception restera pour toujours un monument de panique et de capitulation. Une telle attitude n'était pas un accident : c'est le zinoviéviste organique qui refait surface, « courageux tant qu'il n'y a rien à craindre ». Josephthal a seulement fait ce que Neurath pensait au fond. Toutes les réserves et clauses de style n'y peuvent rien changer. En vérité, Neurath est plus proche du S.A.P. que de nous. Personnellement, il me semble qu'il ne souhaite rien de plus que de se débarrasser aussi vite que possible de sa responsabilité (voyez ses lettres au S.I.). Si nous avions en Tchécoslovaquie une organisation normale, une large discussion, allant jusqu'aux ultimes conséquences, serait nécessaire avec les positions de Neurath. Mais ici aussi il faut agir avec patience et prudence. Je n'ai pas

encore eu la possibilité d'une discussion avec le S.I. et n'ai reçu que quelques documents.

Théoriquement, il existe en Tchécoslovaquie les possibilités suivantes pour mon « insertion » :

1. Affiliation à l'un des groupes existants N[eurath] ou F[riedmann] ; travailler à le consolider par une activité systématique et des positions politiques claires.
2. Si Guttman est avec nous politiquement, s'il a un groupe derrière lui et s'il ne veut rejoindre aucun des deux autres groupes qui existent — alors construction d'un groupe nouveau (y compris les éléments de province sérieux).
3. Une nouvelle unification de *tous* les groupes (Friedmann et Brünn compris), regroupement et sélection sur la base de l'activité politique.

La plus grosse erreur serait en tout cas la précipitation. J'ai l'intention d'observer sérieusement et avant tout d'essayer de saisir la situation politique.

Je vous serais reconnaissant de vos conseils.

**

En ce qui concerne les questions intérieures de l'organisation internationale, je ne suis plus satisfait depuis quelques mois. Il y a longtemps que les larges couches de militants ne reçoivent plus les informations nécessaires. Je ne sais où cela nous mène. Mais cette situation n'est pas sans risque.

**

Ma confession politique est devenue un peu longue et elle va vous prendre beaucoup de temps de façon superflue. Je me suis tu si longtemps...

Dans ma situation présente, il serait d'une grande légèreté d'essayer de prendre personnellement congé de vous. Permettez-moi aussi sur ce terrain de dire qu'en dépit de mon long silence, mon attachement aux bases de Prinkipo n'a pas été modifié et que je pense à tout cela avec plus de reconnaissance encore.

La « perspective courte » politique exige de nous aussi la philosophie personnelle correspondante. Nombre d'entre nous vont avoir à fermer la porte derrière eux pour toujours ou pour longtemps. Mon « service turc » sera pour moi dans ce cas une inépuisable source de force.

Avec mes salutations pour vous et Natalia Ivanovna.

Votre

Jan Frankel

Position politique des Jeunesses socialistes

(*Renovación*, 18 avril 1934)

A l'époque actuelle, les Jeunesses socialistes sont confrontées à un problème d'une énorme importance pour la tactique à suivre par tous les partis révolutionnaires, l'épuisement du régime démocratique bourgeois comme forme de gouvernement. Les formules libérales sont en train de perdre rapidement leur contenu de réalisations. Le libéralisme économique conduit au déséquilibre de la production avec, comme conséquence, le chômage sur une grande échelle. Le libéralisme politique conduit en définitive au fascisme. C'est pour cela que, même à l'intérieur d'un régime bourgeois, ce passage est présenté comme un moyen de défense des intérêts impérialistes du capitalisme moderne.

Une conséquence de cet affaiblissement des possibilités est la polarisation des forces sociales autour de mots d'ordre qui permettent la domination claire et décisive d'une classe sur une autre. La lutte s'aggravera beaucoup si la bourgeoisie victorieuse instaure sa dictature fasciste. Si c'est la classe travailleuse qui l'emporte, elle sera inexorablement contrainte d'avoir recours au gouvernement sous un régime de dictature du prolétariat si elle veut conserver sa position dominante.

Considérant par ailleurs le parti socialiste comme le représentant le plus authentique de la classe travailleuse de notre pays, le V^e congrès des Jeunesses socialistes exprime :

1^o Son adhésion la plus enthousiaste aux principes et à la tactique du Parti socialiste ouvrier espagnol d'autant que sa position révolutionnaire actuelle est partagée par la totalité des jeunes socialistes.

2^o Sa ferme croyance dans les principes de la révolution prolétarienne et dans ce que le moment présent ne permet d'autre issue que l'insurrection armée de la classe travailleuse pour s'emparer du Pouvoir politique intégralement et instaurer la dictature du prolétariat.

3^o Son intention d'arriver, dans le délai le plus bref possible à une entente avec les organisations ouvrières politiques de classe sur la base de l'action unie pour ce mouvement insurrectionnel.

Le V^e congrès de la Fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne exprime son opinion que, sauf raisons importantes qu'il ne connaît pas, la minorité socialiste parlementaire a accompli sa mission dans les Cortes actuelles et qu'il serait très utile pour les intérêts de la révolution sociale de se retirer d'urgence du parlement pour se consacrer entièrement aux travaux révolutionnaires.

Les auteurs de la résolution pensent que celle-ci doit faire référence à un Etat socialiste en construction, c'est-à-dire sous un régime de dictature du prolétariat.

La mission primordiale et presque unique des Jeunesses socialistes est la défense de la révolution. Ils doivent par tous les moyens et sur tous les terrains constituer le bastion le plus ferme pour la protection du régime du gouvernement des travailleurs. Mais, outre ce travail de défense, les Jeunesses socialistes ont un autre travail concret : ils doivent être le ferment révolutionnaire qui fera avancer le plus vite possible le parti socialiste dans la construction du socialisme. Dans tous les ordres de la vie, ils ont deux obligations strictes qui peuvent se résumer ainsi : défense de la révolution par le progrès accéléré de la construction socialiste. Sauf des cas particulièrement justifiés, les Jeunesses socialistes ne défendront pas pendant cette période la moindre concession au petit capitalisme industriel, commercial ou agricole.

Concrétisant en quelques points fondamentaux de la vie économique-politique de notre régime de gouvernement, le V^e congrès des Jeunesses socialistes d'Espagne pense que ce travail révolutionnaire peut se dérouler de la façon suivante :

Sur le plan politique, les Jeunesses socialistes défendront à tout moment la tactique du parti socialiste avec plus d'enthousiasme si possible parce qu'il sera à ce moment confronté à l'énorme responsabilité de la transformation du régime économique.

Néanmoins, les jeunes socialistes n'abandonneront pas, sauf cas exceptionnel, leur droit et devoir de la critique raisonnée, tout en étant les vigilants gardiens de la moralité et de l'efficacité révolutionnaire de tous les organismes de gouvernement.

En ce qui concerne le problème militaire, les Jeunesses socialistes doivent adopter un critère totalitaire. En premier lieu, ils doivent militariser leurs cadres, les dotant d'une discipline rigoureuse, d'autant plus stricte qu'elle est librement consentie et non imposée de l'extérieur. En dehors de l'armée, les Jeunesses socialistes seront la base militaire de l'action du parti dans le domaine civil. A l'intérieur de l'armée, elles constitueront le noyau civil et culturel du parti pour ses tâches d'instruction intégrale et de propagande dans les casernes.

Quant à leur mission culturelle, les jeunes socialistes travailleront pour une socialisation complète de la culture en la rendant accessible aux masses laborieuses de tous niveaux et tout ordre. L'orientation dans un

sens d'intégration, évitant la division actuelle des travailleurs entre intellectuels et manuels.

Une autre tâche fondamentale qui revient aux jeunes socialistes en grande partie est la diminution du « lumpen-prolétariat » des jeunes et sa réintégration dans le cycle de la production.

Enfin, à l'intérieur des syndicats et des usines, les Jeunesses socialistes lutteront pour les maintenir sous le contrôle direct de l'Etat socialiste contre lequel ne sera tolérée aucune sorte de manifestation pour la simple raison que cette forme de gouvernement est la seule qui puisse racheter totalement la classe ouvrière. Les jeunes socialistes seront les troupes de choc qui donneront dans les ateliers et les fabriques les preuves d'abnégation et de sacrifice en intensifiant le rythme de la production par leurs efforts et leur exemple.

Pour résumer : les Jeunesses socialistes doivent constituer la garantie la plus ferme du progrès continu du prolétariat érigé en classe dominante jusqu'à l'implantation pleine et totale du socialisme.

1. La commission chargée de la présentation de cette résolution était composée de José Lain, Pedro Pinto, Ezquiél Urena, David Tudea et Matias Olivares.

Déclaration de principes du parti socialiste américain

Adoptée par le congrès de Detroit, le 3 juin 1934
par 10 822 voix contre 6 512 (99 délégués contre 45)

Le parti socialiste est le parti des travailleurs, indépendamment de leur race, de leur couleur, de leur foi. A l'usine et à la mine, l'atelier et la ferme, le bureau et l'école, les travailleurs peuvent affirmer leur puissance dans l'union et, à travers le parti socialiste établir une communauté coopérative libérée pour toujours de l'exploitation de l'homme et de la domination de classe.

Si les travailleurs perdent du temps et dérivent, ils vont prolonger la période de leur asservissement au capitalisme décadent. Ce système non créateur, gaspilleur et brutalement oppressif détruit les emplois et jette dans les rues des millions de producteurs potentiels sans aucune assurance d'être à nouveau employés un jour. Les financiers, pour leur propre profit égoïste, contrôlent marchés et prix et réglementent de façon autoritaire l'élargissement ou le retrait du crédit. Ceux qui utilisent le profit pour des privilèges arbitraires portent atteinte au niveau de vie des travailleurs, sauf là où le mouvement ouvrier s'est organisé pour attaquer et a lutté énergiquement pour ses droits — et même alors refusent à la classe ouvrière l'abondance que le procès moderne de production est techniquement capable d'apporter à ceux qui veulent bien travailler pour le bien commun. Le capitalisme envahit les pacifiques régions agricoles du danger omniprésent de l'insécurité et dans bien des régions d'une amère déchéance. Dans tout le pays, il attaque les demeures des Américains et marque d'innombrables enfants des stigmates du besoin.

La minorité privilégiée qui bénéficie de l'exploitation de la multitude ne se contente pas de détenir le mécanisme de la production et de la distribution qui perpétue leur puissance de propriétaire ; ils contrôlent la presse, la radio et le cinéma ; ils affament et empoisonnent le système d'éducation ; ils dominent nos tribunaux, nos municipalités, nos assemblées législatives d'Etats et notre gouvernement national ; pour étendre

leur domaine économique, ils exposent à l'effroyable menace de nouvelles guerres impérialistes la jeunesse innocente de leur propre pays sur lesquels ils étendent les griffes de la conscription et les envoient faire la guerre. Pour égarer les masses qui votent et conserver leur autorité, ils conservent de grands partis politiques dont les projets oscillent entre la réaction franche et le libéralisme factice, aucun n'offrant aux travailleurs de programme substantiel et durable pour acquérir leurs droits élémentaires.

Seuls ceux qui travaillent de leurs mains et de leur cerveau dans leur puissance concertée peuvent renverser ce système monstrueux et le remplacer par un ordre socialiste. S'ils le veulent, ils peuvent transférer au peuple la propriété de l'industrie, de la terre, des finances et des ressources naturelles, y compris l'énergie hydraulique, et les faire fonctionner en tant que propriétés de la communauté socialiste pour l'enrichissement matériel et culturel de tous — à commencer par les industries à grande échelle d'un caractère public comme la banque, l'assurance, les mines, les transports, les communications et les industries trustifiées, et étendre le processus au point où rente, intérêt et profits sont abolis.

La socialisation de l'industrie telle que les socialistes la conçoivent cependant, signifie plus que la simple propriété gouvernementale — elle implique le contraire d'une bureaucratie irresponsable et inclut l'administration démocratique par des organismes élus et responsables ; des travailleurs dans les industries respectives et dans leur ensemble.

Le parti socialiste défend l'établissement d'un système de magasins, de marchés et de crédits coopératifs qui soient propriété publique et de l'administration publique, pour promouvoir le contact direct entre fermiers et consommateurs des villes aux dépens du service dans leur intérêt mutuel, réduisant ainsi le coût de la vie, assurant aux fermiers une juste compensation pour leur travail et leur permettant d'échapper aux plaies jumelles de la location et du servage à base d'hypothèques.

Les travailleurs des villes et des campagnes doivent être solidement organisés tant sur le plan économique que sur le plan politique. La lutte inlassable des syndicats ouvriers et des organisations de fermiers, et le travail constructif des sociétés coopératives authentiques sont nécessaires pour la défense immédiate et l'amélioration de la condition de la classe productrice, mais aussi pour apporter aux producteurs la compréhension et l'autodiscipline exigées pour une administration efficace des industries dont ils doivent conquérir le contrôle.

C'est le devoir de tout travailleur salarié socialiste d'être un membre loyal et actif du syndicat dans son industrie ou son métier et d'essayer de renforcer et consolider le mouvement syndical. C'est le devoir et le privilège de la presse socialiste d'aider les syndicats dans leurs luttes pour des salaires plus élevés, des loisirs plus importants et de meilleures conditions d'emploi.

Le parti socialiste est opposé au militarisme, à l'impérialisme et à la

guerre. Il se propose d'extirper la perpétuelle guerre économique du capitalisme qui engendre les conflits internationaux. Les socialistes ne peuvent tolérer ni la guerre, ni sa préparation. Ils chercheront ensemble à développer des instruments ouvriers dignes de foi pour le règlement pacifique des discussions et conflits internationaux. Ils chercheront à éliminer l'entraînement militaire des écoles, collèges et camps. Ils s'opposeront aux revues, aux manifestations et dépenses militaires, que ce soit pour la préparation directe à la guerre ou pour la propagande militariste, en temps de guerre comme en temps de paix. Dans la tragique éventualité d'une guerre, ils soutiendront loyalement ceux de leurs camarades qui, pour des activités anti-guerre ou le refus d'accomplir un service de guerre, seraient entrés en conflit avec l'opinion publique ou la loi. En outre, reconnaissant le caractère suicidaire du combat moderne et l'incalculable suite des conséquences des guerres qui pèsent lourdement sur la classe ouvrière, ils refuseront collectivement de sanctionner ou de soutenir quelque guerre internationale que ce soit. Au contraire, par leur agitation et leur opposition, ils feront de leur mieux pour ne pas être brisés par la guerre mais pour briser la guerre. Ils affronteront la guerre et les plans détaillés en vue de la guerre élaborée par les faiseurs de guerre des gouvernements par une résistance de masse à la guerre, organisée dans la mesure du possible sous la forme d'une grève générale des syndicats ouvriers et groupes professionnels dans un effort unifié pour rendre pratiquement impossible la conduite d'une guerre et pour transformer la crise d'une guerre impérialiste en une victoire du socialisme.

Dans sa lutte pour une société nouvelle, le parti socialiste cherche à atteindre ses buts par des moyens pacifiques et ordonnés. Reconnaissant que l'ordre capitaliste qui tombe en ruines a recours de plus en plus au fascisme pour préserver son intégrité et sa domination, le parti socialiste n'entend pas être dupe de la propagande fasciste ni submergé par la force fasciste. Il fera tout ce qui est en son pouvoir pour combattre le fascisme de toute espèce en tout temps et partout dans le monde, jusqu'à ce que le fascisme soit mort. Il s'appuiera néanmoins sur l'organisation d'un mouvement ouvrier discipliné. Ses méthodes peuvent inclure le recours à une grève générale qui ne servira pas simplement de défense contre la contre-révolution fasciste, mais portera la lutte révolutionnaire dans le camp de l'ennemi.

Le parti socialiste proclame à nouveau sa foi dans la démocratie économique et politique, mais il se fixe sans hésiter la tâche de remplacer la fausse démocratie du parlementarisme capitaliste par une authentique démocratie ouvrière. Le capitalisme est perdu. S'il est renversé grâce à un vote majoritaire, le parti socialiste s'en réjouira. Si la crise se produit parce qu'on nous refuse les droits de la majorité après que l'électorat nous a donné un mandat, nous n'hésiterons pas à écraser de notre impitoyable solidarité prolétarienne les forces de la réaction et à consolider l'Etat

socialiste. Si le système capitaliste s'effondrait dans le chaos et la confusion qui ne permettraient pas une procédure d'ordre, le parti socialiste, qu'il y ait ou non dans ce cas une majorité, ne repousserait pas la responsabilité d'organiser et de soutenir un gouvernement sous la domination des travailleurs. La démocratie véritable est un moyen de progrès valable; mais la démocratie véritable doit être créée par les travailleurs du monde.

Les départs

Bert Cochran (1915-1984)

Bert Cochran, qui fut un des dirigeants du S.W.P., connu sous les pseudonymes de *White* et surtout *E.R. Frank*, est mort en juin 1984. Étudiant à l'université du Wisconsin dans le début des années trente, il était aussi un pianiste de très grand talent. Max Shachtman l'influença et le gagna à la Communist League en 1934, alors qu'il était au parti communiste.

Il se lança avec ardeur dans l'activité militante, milita dans les rangs de la Mechanics Educational Society of America, une organisation nouvelle radicale dont il fut l'organisateur. Il organisa bien des travailleurs de l'automobile dans l'Ohio et le Michigan, puis à Toledo où il influença l'organisation des chômeurs formée par les mustistes et contribua de façon importante au succès de la grève. Militant de l'U.A.W., il était en 1938 l'un des jeunes dirigeants du S.W.P. les mieux implantés dans le mouvement syndical. Dès cette époque cependant, il avait dans le parti la réputation d'un responsable très autoritaire et avare d'explications.

Au début de 1939, il vint à New York, organisateur local du S.W.P., un poste qu'il perdit lors du début de la lutte fractionnelle au bénéfice du shachtmanien Abern. Il était alors un des dirigeants nationaux de la fraction Cannon, fut pendant des années de guerre l'œil du S.W.P. sur le Secrétariat international qu'animait alors Jean van Heijenoort. Cochran fut secrétaire national ouvrier dans la période de la guerre froide. En même temps, il faisait un bloc dans le syndicat de l'auto avec la fraction Thomas, finalement expulsée par les frères Reuther.

Dans la crise de la IV^e Internationale à partir du début des années 50, Bert Cochran constitua sa propre fraction dans le S.W.P. et ses partisans apparurent comme proches des positions défendues en Europe par Michel Pablo. Le compromis de 1952 ne dura guère et les cochranistes, suspendus en 1953, furent exclus en 1954, et commencèrent la publication de *American Socialist*. Dans le même temps, ils s'éloignaient des positions qui avaient constitué leur point de départ. Cochran, qui avait semblé prêt à se rapprocher des gens du P.C. américain, entra comme professeur d'économie à la New School for Social Research, puis devenait chercheur sur les questions « du communisme » à l'université Columbia. Les dernières années de sa vie furent un reniement. Cochran était un homme amer,

à la fois parce qu'il avait sacrifié à l'action militante ses aspirations de jeune musicien de grand talent, et parce que ses façons d'être et « l'arbitraire » qu'il mettait dans sa façon de diriger l'avaient tenu à l'écart des importantes responsabilités auxquelles il croyait pouvoir prétendre.

Gaston Davoust (Henri Chazé) (1904-1984)

Gaston Davoust est mort à Grasse le 28 septembre 1984, après plusieurs mois de souffrances. Il était né à Chazé dans le Maine-et-Loire le 23 février 1904 et avait adopté le nom de son village comme pseudonyme militant.

Fils d'ouvriers, il fréquenta le lycée et fut exclu à 15 ans de Jean-Baptiste Say pour son refus de la discipline, mais fut reçu cependant au Conservatoire national des Arts-et-Métiers. Il y organisa ses camarades dans une structure para-syndicale, l'Amicale des Elèves des Grandes Ecoles, qui fut en contact avec l'Union générale des techniciens, ingénieurs, cadres et assimilés (U.S.T.I.C.A.) et, à la même époque, il adhéra au parti communiste. Il obtint son diplôme d'ingénieur en 1925.

Il fit son service militaire dans la marine, « la Royale », comme on disait encore ; militant discipliné, il y mit en pratique les consignes antimilitaristes de son parti. Sur le *Condorcet*, il fit 90 jours de prison pour le délit de « manifestation contre la discipline », mais bénéficia, faute de preuves, d'un non-lieu, accompagné de trois semaines de consigne et de deux mois de « rab ». Son attitude en fit un héros antimilitariste des Jeunesses communistes qui l'acclamèrent à leur congrès national. Revenu à la vie civile, il fut ingénieur chimiste, chef de labo aux aciéries de Hirson, puis chimiste chez Pathé dans la région parisienne. C'est à ce moment qu'il fit connaissance avec les idées de l'Opposition de gauche russe, en trouvant le journal *L'Unité léniniste* que publiait l'ancien secrétaire du P.C. Albert Treint. Il fut l'un des rares militants à refuser de voter l'exclusion de Treint dont il comprenait la signification, Treint ayant refusé de suivre Zinoviev dans sa capitulation devant Staline. Gagné à la critique formulée par l'opposition de gauche en général, il organisa un groupe de camarades du 15^e rayon, sur les localités ouvrières de Puteaux, Suresnes, Courbevoie, Nanterre. Il entra en contact avec Rosmer en 1929, mais ne rejoignit pas le groupe de *La Vérité*, à cause de la méfiance que lui inspiraient plusieurs de ses dirigeants. C'est pour les mêmes raisons, assurait-il, qu'il n'avait pas fait le voyage pour rencontrer Trotsky Prinkipo et parce que ces mêmes personnes lui avaient offert de le prendre en charge.

Exclu du P.C. avec ses camarades en août 1932, Chazé se battit contre son exclusion, tentant notamment de prendre la parole lors de la conférence du 15^e rayon le 30 octobre 1932. Il travailla ensuite à regrouper les oppositions communistes de gauche dans un nouveau cadre et

tenta de faire de son groupe « de la banlieue Ouest » l'axe de ce regroupement. Il fut le principal organisateur d'une conférence qui se tint plusieurs dimanches d'avril, mai et juin 1933, à laquelle la Ligue communiste fut représentée, mais qui cherchait essentiellement à regrouper les autres formations, la Gauche communiste de Cl. Naville, Collinet, Le Pape, le groupe de Bagnolet, celui de la banlieue Ouest, le groupe dit des étudiants, ainsi que les amis de Treint et Simone Weil. Il en sortit une « Fraction de la Gauche communiste » et de fortes tendances à réviser le rôle du parti (« animateur », non plus « dirigeant ») et la nature de l'U.R.S.S. (« capitalisme d'Etat »). Cette Fraction fusionna à la fin de 1933 avec le groupe qui avait quitté la Ligue communiste à la suite de l'Italien Giacomi et du groupe juif, et constitua l'Union communiste, devenue Union communiste unifiée (U.C.U.) avec l'arrivée de nouveaux renforts. Chazé fut l'un des principaux dirigeants — animateurs — de l'U.C.U. et de son mensuel *L'Internationale* — dont son ami Lastéradé était le gérant —, en même temps que collaborateur de *Bilan*, de la fraction italienne de la Gauche communiste (communément appelée « bordiguiste »). Dès cette époque, il rejetait catégoriquement l'analyse de l'U.R.S.S. de Trotsky et s'opposait à toute perspective de « défense de l'U.R.S.S. », cette dernière ayant perdu à ses yeux tout caractère prolétarien.

Le plus clair de son temps, Chazé le consacrait cependant à militer sur le plan syndical. Après son licenciement de chez Pathé pour activité syndicale, il fut pendant trois ans secrétaire et trésorier « permanent » de l'U.S.T.I.C.A. et l'un des inspirateurs du pas qu'elle effectua vers le mouvement ouvrier en quittant la Confédération des travailleurs intellectuels pour rejoindre la C.G.T. où elle s'appela Fédération des techniciens. Davoust cessa ses fonctions de permanent en 1932, restant à la commission exécutive jusqu'en 1939. Dans le même temps, avec son camarade Bonneville, et en liaison avec le trotskyste Alfred Bardin, ingénieur et militant U.S.T.I.C.A., il fut organisateur et animateur des regroupements de militants syndicalistes « lutte de classes » qui publièrent en 1935 *L'Avant-Garde syndicaliste* — il était personnellement lié à Louis Bouët et Gilbert Serret —, puis, à partir de 1937, *Le Réveil syndicaliste*. En août 1936, il se rendit à Barcelone où il passa plusieurs semaines. Il rencontra l'anarchiste Federica Montseny et lui proposa d'organiser la fourniture d'armes et munitions pour les milices. La future ministre, qui comptait sur l'aide du gouvernement Blum, déclina cette offre. Il fit cependant de son mieux, avec quelques camarades, pour équiper les miliciens de la C.N.T. C'est au cours de ce séjour qu'il rencontra Marie-Louise Berneri, la fille du militant libertaire italien, qui allait partager toute une époque de sa vie. Par elle, il connut les milieux anarchistes, notamment « Los Amigos de Durruti » et le groupe britannique *Freedom*. Il se sentit proche de la minorité bordiguiste qui refusait de mettre sur le même plan les deux camps en présence dans la guerre civile et mit un terme à sa collaboration avec la Gauche italienne.

Mobilisé en 1939, fait prisonnier en 1940, il refusa fermement les offres de services d'anciens compagnons ralliés à la collaboration et partagea le sort commun. Son attitude fermement internationaliste lui valut cependant de terminer la guerre au camp de Sachsenhausen. A son retour, il reprit les contacts, opéra les nécessaires ruptures, décida, avec Lastérade, de ne pas reconstituer l'U.C.U. Il était de plus en plus libertaire. Il se retira bientôt dans son ermitage de la Bergerette, près de Grasse, et continua d'être un militant, particulièrement lucide, en liaison avec tous les continents, lisant la presse ouvrière et révolutionnaire du monde entier, recevant jeunes et anciens, écoutant bien, parlant à bon escient, ferme sur les principes et souvent consulté par les hommes de science comme l'historien «révisionniste» américain Gabriel Kolko, qui devint son ami. Chazé n'était pas trotskyte, il s'en faut. C'était un révolutionnaire dont la porte et l'esprit restèrent ouverts jusqu'à la dernière minute. Il eut une correspondance riche avec Gérard Roche, reçut Pierre Broué et Vincent Prémey qui l'aida à un travail pas encore achevé sur les «cercles syndicalistes lutte de classes». Vincent écrivait, après cette entrevue, tout ce qu'il avait découvert chez «ce sympathique ermite, anarcho-communiste, pessimiste sur la société et les organisations, jeune et jovial en lui-même, juché avec sa compagne sur une pente près de Grasse, providence des historiens».

C'est avec une infinie tristesse que nous saluons Chazé, merveilleux camarade, grand bonhomme, et souhaitons qu'un «Fonds Chazé» dans une bibliothèque ou centre de recherche ouvert à tous accueille sa précieuse documentation.

Marcel Body (1894-1984)

Boris Souvarine (1893-1984)

Avec Boris Souvarine et Marcel Body ont disparu à quelques semaines d'intervalle deux des tout derniers survivants de la génération des pionniers du mouvement communiste français, les deux derniers en tout cas auxquels la grande presse pouvait consacrer certains développements. Bien des âneries ont été écrites à cette occasion, particulièrement au sujet de Souvarine qui a paru récupérable à bien des gens qu'il méprisait pourtant. Elles ont été dans l'ensemble et fort heureusement corrigées par les deux articles de Jean-Jacques Marie dans *Informations ouvrières* et de Philippe Robrieux dans *Le Monde*.

Nous aimerions ici ajouter seulement quelques mots sur ces deux hommes qui étaient de ceux qui acceptaient de nous aider et nous aidaient effectivement avec leur franc-parler, tout en se plaignant amèrement de leur mémoire déclinante face à nos exigences. Il n'y a pas lieu de revenir sur la rupture de Boris Souvarine avec l'Opposition de gauche; tout le monde sait aujourd'hui que sa lettre ne comprenait pas moins de 132 pages dactylo-

graphiées — ce qui prouve qu'il prenait au sérieux et son engagement passé et une rupture qui allait déterminer le cours concret de la seconde partie de sa vie politique. Dès lors, Trotsky fut très dur pour Souvarine et ne perdit jamais une occasion de le brocarder, d'ironiser parfois sans ménagements au sujet de cet homme qu'il avait voulu contre vents et marées et surtout ses proches, conserver au communisme et qu'il avait pourtant — il le constatait — vu s'en éloigner de façon définitive. Trotsky en particulier n'apprécia jamais le travail de Souvarine sur *Staline* qu'il jugeait superficiel et dont il se plaisait à répéter que les meilleurs passages étaient ceux qu'il avait empruntés au *Bulleten oppositsii*. De son côté, Souvarine, doté d'une plume mordante, ne se gêna pas pour incriminer le comportement de Trotsky à l'égard de la politique bolchevique de répression, ses responsabilités lors de l'insurrection de Cronstadt et, plus tard, ce qu'il considérait comme des attermolements sur la nature de l'Etat soviétique: il suffit pour mesurer la vivacité de sa polémique de jeter un coup d'œil sur *La Critique sociale* et sur les sarcasmes dont il criblait Trotsky à propos de sa «nouvelle» alliance avec Zinoviev dans ce «bloc des oppositions» de 1932 qu'il avait deviné... Trotsky ne contesta jamais à Souvarine ses dons de polémiste et surtout de grand journaliste dont on peut regretter de n'avoir pas suffisamment trouvé d'exemples dans les écrits qui lui ont été consacrés récemment.

On aurait cependant tort de croire à une rupture totale entre les deux hommes, au moins au plan de la civilité élémentaire. En 1931, c'est Souvarine qui prend l'initiative de s'adresser à Trotsky pour lui demander un «service» de l'*Histoire de la Révolution russe* et signaler à Trotsky qu'il tenait à sa disposition des documents que lui avait confiés, quelques années auparavant, le militant de l'opposition de gauche russe V.V. Kossior: nous n'avons pas les termes de ce bref échange que nous connaissons parce que Trotsky en a informé son fils. A partir de 1936, les relations passent d'ailleurs par l'intermédiaire obligatoire de Léon Sedov. Souvarine met à sa disposition, pour les besoins de la contre-enquête sur les procès de Moscou, sa collection de coupures de presse sur l'Opposition russe, permettant ainsi aux contre-enquêteurs de gagner un temps précieux. Il contribuera également aux recherches de Trotsky pour son *Staline*, donnant des indications bibliographiques, prêtant livres et revues. Les lecteurs des *Cahiers* ne seront pas étonnés que Boris Souvarine ait toujours été prêt à répondre aux questions des chercheurs de l'Institut pour évoquer tel épisode, identifier tel militant. Il s'intéressait à notre travail, nous questionnait sur son avancement, rageait de n'avoir pas de souvenirs plus précis. Mais il nous demandait aussi parfois des documents et nous n'oublierons pas l'émotion et l'admiration qu'il manifesta après la lecture d'un des derniers travaux de Trotsky, écrit après l'attentat du 26 mai 1940, *Le G.P.U. et le Comintern*. Mis au courant début septembre dernier de l'état de nos découvertes à Stanford, Boris Souvarine nous avait

envoyé un mot d'encouragement en même temps qu'un témoignage sur la tristesse d'une vie qui se prolonge inutile. Il nous avait laissé pourtant le témoignage de son utilité au cours des dernières années, avec le sursaut de son indignation contre Soljenitsyne et le magnifique témoignage sur Rakovsky donné dans *Le Débat* à propos d'Istrati.

Marcel Body était plus modeste et plus effacé, mais il n'en était pas moins un homme de la même génération, celle pour qui le monde tourna en 1917. Son livre de souvenirs *Un piano en bois de Carélie* (un titre qui ne devait pas avoir été trouvé par lui) était passé un peu inaperçu, avec moins de succès en tout cas qu'il ne le méritait. Dans ce numéro, au cours d'un article écrit avant la mort de Body, Jean-Paul Joubert a rappelé le précieux témoignage qu'il avait donné voici plusieurs années au sujet de la visite à Sedov d'un émissaire de Kirov en 1934. Nous étions en correspondance avec lui et lui avons indiqué dès 1980 que la partie de son article du *Réfractaire* qui imaginait un lien entre cette visite et l'assassinat de Kirov à travers une trahison de Zborowski ne résistait pas à la chronologie, ce dernier n'étant entré que plus tard dans le cercle de Sedov. Il avait accepté la critique avec philosophie et conscience et nous demanda seulement de l'informer d'éventuelles découvertes qui apporteraient confirmation de l'épisode qu'il avait raconté. Nous avons eu la joie de lui apporter cette confirmation, découverte, elle aussi, dans les papiers de Sedov et la correspondance avec son père, par une lettre à laquelle il n'a malheureusement pas eu la possibilité de répondre du fait de son état de santé.

Que les proches de Souvarine et de Body trouvent ici l'expression de la sympathie des lecteurs et de la rédaction des *Cahiers Léon Trotsky* pour ces deux hommes si différents et pourtant si semblables, tous deux brûlés, il y a longtemps mais pour toujours, par la flamme de la révolution d'Octobre.

ACHEVE D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART ET C^o A

EN DECEMBRE 1984
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 2422. Imprimé en France

DEPOT LEGAL : DECEMBRE 1984

ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie «ouverte» des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie «fermée» des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25^e volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie «fermée» pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV^e Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

N° ISSN 0181-0790

Prix: 45F

Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage